
Guide pour l'Analyse des Impacts sur la Pauvreté et le Social

La Banque mondiale

**Poverty Reduction Group (PRMPR)
(Groupe de Lutte contre la Pauvreté) et
Social Development Department (SDV)
(Département du Développement social)**



© 2003 The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433, USA

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce document appartiennent aux auteurs et ne peuvent en aucun cas être attribuées à la Banque mondiale, à des organismes qui y sont liés, ou encore à des membres de son Conseil de direction ou aux pays qu'ils représentent.

Pour la version électronique de ce document en anglais, espagnol, français et russe, veuillez consulter le site de l'AIPS à www.worldbank.org/psia.

Table des matières

Remerciements	v
Acronymes	vi
L'objectif de ce guide	vii
1 Introduction	1
Notes	2
2 Un cadre conceptuel pour une meilleure compréhension des impacts sur la pauvreté et le social	3
L'impact de quoi : Qu'est ce qui est analysé ?	3
L'impact sur quoi : Quelle est la mesure de bien-être analysée ?	4
L'impact sur qui : Sur quels groupes l'analyse porte-t-elle ?	4
L'impact comment : Comment les impacts sont-ils canalisés ?	4
L'impact comment : Comment les institutions affectent-elles les résultats ?	6
L'impact quand : Quand les impacts se matérialisent-ils ?	7
L'impact si : Quels sont les risques de résultats inattendus ?	8
Notes	8
3 Éléments pour une bonne analyse des impacts sur la pauvreté et le social	10
Élément 1 : Poser les bonnes questions	10
Élément 2 : Identifier les parties prenantes	11
Élément 3 : Comprendre les canaux de transmission	14
Élément 4 : Analyser les institutions	14
Élément 5 : Rassembler les données et les informations	16
Élément 6 : Analyser les impacts	21
Élément 7 : Améliorer la réforme et envisager des mécanismes de compensation	32
Élément 8 : Évaluer les risques	34
Élément 9 : Suivre et évaluer les impacts	36
Élément 10 : Favoriser un débat public et informer le choix de politiques	39
Notes	42

4 Défis et principes opérationnels	45
Les défis	45
Les principes opérationnels	46
5 Potentielle matrice récapitulative	48
6 Conclusions	51
Annexe : instruments économiques et sociaux pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social	53
Bibliographie	87
Encadrés	
1. Poser les bonnes questions	11
2. Analyse de l'impact de la fermeture des mines en Russie : analyse des parties prenantes.	12
3. Groupes d'intérêt et action collective	13
4. Décentralisation en Indonésie : analyse des institutions et de la responsabilité sociale	15
5. Catégorisation illustrative des réformes selon la taille des impacts indirects.	23
6. Impact des dépenses publiques en Indonésie : analyse de l'incidence des dépenses marginales et des dépenses moyennes	26
7. Impact d'un changement des tarifs de l'électricité et de l'eau sur la population pauvre en Arménie : analyse de la demande	28
8. Impact de la libéralisation au Mexique : analyse de l'offre	29
9. L'impact des subventions agricoles en Turquie : modèle multi-marchés	29
10. Incidence fiscale nette aux Philippines	31
11. l'impact de la crise financière sur les pauvres en Indonésie: modélisation d'un équilibre partiel et modélisation d'un modèle EGC avec micro-simulation	32
12. Les licenciements et la création de programmes d'indemnités compensatoires au Vietnam	34
13. Instruments de S&E pour promouvoir la responsabilisation et la transparence au cours des réformes de politique	38
14. Analyse des impacts de la réforme cotonnière au Tchad sur la pauvreté et le social	49
Tableaux	
1. Méthodes de collecte de données	18
2. Considérations dans le choix des approches d'analyse	22
3. Prévoir le suivi et l'évaluation dans l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social	40
4. Une matrice récapitulative pour l'analyse des impacts d'une réforme sur la pauvreté et le social	50

Remerciements

Ce guide est le produit d'une collaboration entre le Poverty Group du réseau PREM (Groupe de Réduction de la Pauvreté) et le Social Development Department du réseau ESSD (Département du Développement Social). Il a été préparé par une équipe composée de Jehan Arulpragasam, Sabine Beddies, Sophie Brown, Aline Coudouel, Anis Dani, Andreas Groetschel, Sarah Hague, Sarah Keener, Timothy Kessler, Humberto Lopez, Mattias Lundberg, Jonathan Maack, Nayantara Mukerji, Stefano Paternostro et Sharon White. Tout au long du procédé de production, Joyce Chinsen et Nelly Obias ont fourni leur appui technique à l'équipe. L'édition finale du guide est le fruit du travail de Cathy Sunshine.

L'équipe du guide a bénéficié des conseils éclairés de John Page et de Steen Jorgensen, ainsi que de ceux des membres des comités du PREM et du SDV. Le rapport a également profité des avis formulés par les rédacteurs, François Bourguignon et Luiz Pereira da Silva et par les auteurs de divers chapitres du « *Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies* » (*Ensemble d'instruments d'évaluation des impacts sur la pauvreté et des impacts distributionnels des politiques économiques*). Ulrich Zachau et Stefan Koeberle ont fourni de précieux conseils, en particulier sur l'interface de cette approche analytique avec l'évolution des prêts et crédits au sein de la Banque mondiale.

Nombre d'autres organisations, internes ou externes à la Banque mondiale, nous ont fait parvenir leurs commentaires et nous ont communiqué leurs précieuses opinions sur notre première ébauche, suite à l'affichage

de cette dernière sur le site Web de la Banque mondiale, en avril 2001. Entre autres, nous tenons à remercier, en particulier, ADB, Catholic Relief Services, Christian Aid, DfID, GTZ, FMI, Ministrie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), OXFAM, World Vision et World Learning, pour la richesse de leurs commentaires.

Pendant deux années, des premières grandes lignes à la version définitive, l'équipe a organisé toute une gamme de réunions consultatives, telles que de nombreuses entrevues avec des organisations non gouvernementales et avec des organismes partenaires multilatéraux et bilatéraux. Au cours des deux dernières années, l'approche a été peaufinée par une série de réunions d'étude et de séminaires. Par ailleurs, l'équipe a également aidé les équipes des pays individuels à appliquer la démarche fondamentale sur le terrain, et a tiré les leçons de ces expériences lors d'un atelier organisé, en octobre 2002, avec le FMI et le DFID. Les discussions et les commentaires des participants durant ces événements ont contribué à la mise au point de ce guide.

Les résultats de ce travail ont été affichés sur un nouveau site Web lancé conjointement par PRMPR et SDV (www.worldbank.org/psia). Dans le futur, ce dernier continuera à être mis à jour, par l'insertion des nouveaux instruments et nouvelles méthodes à venir, tout comme par celle des applications particulières à certains pays entreprises par la Banque mondiale, les pays concernés et les partenaires externes. Vos suggestions et commentaires sont les bienvenus et peuvent être formulés à psia@worldbank.org.

Acronymes

AB	Analyse des bénéficiaires
ADB	Asian Development Bank (Banque Asiatique de Développement)
AI	Analyse de l'incidence
AIDS	Almost ideal demand system (Système de demande presque parfaite)
AIS	Analyse de l'impact social
AIPS	Analyse de l'impact sur la pauvreté et le social
APP	Analyse participative de la pauvreté
DFID	Department for International Development–UK (Département pour le développement international–R.U.)
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
EGC	Équilibre général calculable
EQPS	Enquête quantitative sur la prestation des services
E/S	Entrées/Sorties
ESDP	Enquête de suivi des dépenses publiques
FMI	Fonds monétaire international
GAIDS	Generalized almost ideal demand system (Système généralisé de demande presque parfaite)
GIS	Geographic information systems (Systèmes d'informations géographiques)
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Allemagne)
IACS	Instrument d'analyse du capital social
IMMPA	Integrated macroeconomic model for poverty analysis (Modèle macroéconomique intégré pour l'analyse de la pauvreté)
LES	Linear expenditure system (Système de dépenses linéaire)
MCS	Matrice de comptabilité sociale
ONG	Organisations non gouvernementales
PAMS	Poverty Analysis Macroeconomic Simulator (Simulateur macroéconomique pour l'analyse de la pauvreté)
PREM	Poverty Reduction and Economic Management Network – World Bank Group (Réseau de la Réduction de la Pauvreté et la Gestion Economique – Groupe Banque mondiale)
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
SDV	Social Development Department – World Bank Group (Département du Développement Social – Groupe Banque mondiale)
S&E	Suivi et évaluation

L'objectif de ce guide

L'analyse des impacts sur la pauvreté et le social (AIPS) implique l'analyse de l'impact distributionnel des réformes politiques sur le niveau de vie des différentes parties prenantes, tout en accordant une attention particulière aux pauvres et aux vulnérables. L'AIPS est une approche analytique systématique et non pas un produit distinct.

Ce guide expose les principaux concepts de base de l'AIPS, introduit les éléments clé pour une analyse de qualité, et souligne certains des principaux défis et principes de mise en œuvre. Il est destiné aux praticiens entreprenant l'analyse dans des pays en voie de développement. Son contenu ne représente pas de politique opérationnelle ou de directives pour le personnel de la Banque mondiale. Le guide propose simplement certains des principaux instruments utiles pour les praticiens, lors de l'analyse des impacts des réformes politiques sur la pauvreté et le social, sans pour cela chercher à être complet.

Pour compléter ce guide, la Banque mondiale a également mis au point des conseils sur les instruments et techniques choisis et les a rassemblés dans

l'ouvrage intitulé « *Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies* » (*Ensemble d'instruments d'évaluation des impacts sur la pauvreté et des impacts distributionnels des politiques économique*). Ce dernier est disponible sur le site Web de la Banque mondiale. D'autres documents concernant les instruments et les méthodes d'analyse économique et sociale, sont en cours de préparation. De plus, la Banque est en train de développer du matériel de référence sur les questions, difficultés et instruments pouvant avoir une importance particulière dans l'analyse de certaines réformes spécifiques. Une matrice récapitulative et des notes sur certaines réformes spécifiques seront régulièrement affichées sur le site Web de l'AIPS. De façon plus générale, ce site Web est consacré en autres à l'affichage de sources d'information sur les instruments et méthodes économiques et sociaux, sur les analyses passées dans certains pays pour des réformes spécifiques, et sur les événements et documents de formation: <http://www.worldbank.org/psia>. Les suggestions et commentaires sont les bienvenus et peuvent être formulés à psia@worldbank.org.

1 Introduction

L'analyse des impacts sur la pauvreté et le social (AIPS) se réfère à l'analyse de l'impact distributionnel qu'ont les réformes politiques sur le niveau de vie ou le bien-être de différents groupes de personnes concernées par les réformes, tout en accordant une attention particulière aux populations pauvres et vulnérables.¹ L'adoption de l'approche des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté et celle des Objectifs de Développement pour le Millénaire a débouché sur le besoin d'analyses systématiques plus nombreuses, sur les répercussions sociales et répercussions sur la pauvreté entraînées par les réformes. Ce guide fait partie d'une réponse plus vaste que la Banque mondiale a entreprise d'apporter, en réponse à ces préoccupations.²

Le guide est conçu pour les praticiens entreprenant une AIPS dans les pays en voie de développement. Étant donné la diversité des questions politiques, méthodes et défis impliqués, plutôt que de stipuler des normes minimales pour les AIPS, le guide suggère comment approcher ces dernières. Préconisant une approche multidisciplinaire de l'AIPS, le guide introduit des instruments et méthodes d'analyse aussi bien économiques que sociaux. Par ailleurs, tout en se concentrant sur les impacts distributionnels, l'AIPS aborde également les questions de pérennité des réformes politiques et les risques courus par ces dernières, en considération des impacts sur la pauvreté et le social entraînés par lesdits changements politiques.

L'AIPS inclut une analyse ex ante des impacts probables de réformes spécifiques, une analyse pendant la mise en œuvre de la réforme et une analyse ex post des

réformes réalisées. Chacune de ces dernières a une utilité spécifique. L'AIPS ex ante peut apporter des informations sur le choix, la conception et l'ordonnancement des autres options politiques pouvant être envisagées. Pendant la phase de mise en place d'une réforme, le suivi de celle-ci et ses impacts peut déboucher, non seulement sur son amélioration, sur le perfectionnement de son rythme ou de ses étapes ou sur la reconsidération des structures institutionnelles, mais aussi sur l'introduction ou le renforcement de mesures de correction. Pour finir, l'AIPS ex post évalue la réalité des impacts distributionnels d'une réforme réalisée, ce qui aide les analystes à comprendre la probabilité des impacts des réformes pouvant être considérées dans le futur.

L'AIPS n'est pas nouvelle et des leçons peuvent être tirées des expériences antérieures.³ Pour être efficace, une AIPS doit être entreprise suffisamment tôt, de façon à influencer la conception des réformes par l'apport d'informations, doit clairement poser les hypothèses nécessaires à l'analyse, doit prendre en compte les risques présentés par la mise en place de la politique, doit considérer dans l'analyse toutes les personnes et groupes concernés et, doit encourager une transparence au sujet des impacts attendus, en vue de renforcer l'appropriation locale. Les analystes doivent faire face à des contraintes en termes de données, d'analyse, de compétences et de délais. Certaines de ces contraintes peuvent être amoindries en s'inspirant des expériences passées et en faisant preuve de flexibilité dans le choix des instruments et des méthodes.

Le guide est organisé de la façon suivante. Le chapitre 2 introduit les concepts principaux et essentiels à l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social (AIPS) et définit le cadre conceptuel de cette dernière. Le chapitre 3 offre une approche de l'AIPS passant en revue 10 éléments de base essentiels à l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social entraînés par les réformes. Le chapitre 4 considère certaines des restrictions principales souvent identifiées par les praticiens de l'AIPS et ce, surtout dans les pays en voie de développement et, fournit des principes de fonctionnement de base pour l'AIPS. Le chapitre 5 propose une matrice récapitulative. Celle-ci peut se révéler un instrument utile à la saisie et à l'intégration des divers éléments d'une bonne analyse. Enfin, le chapitre 6 termine ce document par de brèves conclusions.

Notes

1. Ce guide emploie les termes « niveau de vie » et « bien-être » comme synonyme.
2. Le site Web de la PSIA (<http://www.worldbank.org/psia>) contient des informations sur les instruments et méthodes économiques et sociaux pour l'AISP, des informations sur les expériences des pays ayant entrepris des AISP dans le cadre de réformes spécifiques, d'autres sur les événements et documents de formation, et d'autres ressources.
3. Cela fait déjà un certain temps que la Banque est impliquée dans ce secteur, particulièrement dans le contexte de projets. Pour une littérature économique traitant de ce sujet, voir, entre autres, Squire et Van der Tak 1975 ; Timmer, Falcon et Pearson 1983 ; et Gittinger 1985. Pour une littérature anthropologique et sociologique, voir Finsterbusch, Ingersoll et Llewellyn 1990 ; Becker 1997 ; Goldman 2000 ; et Brinkerhoff et Crosby 2002.

2 Un cadre conceptuel pour une meilleure compréhension des impacts sur la pauvreté et le social

Ce chapitre présente les concepts principaux de l'analyse fondamentale de l'impact sur la pauvreté et le social. Il aborde sept secteurs principaux :

- Qu'est-ce qui est analysé ?
- Quelle est la mesure de bien-être analysée ?
- Sur quels groupes l'analyse porte-t-elle ?
- Comment les impacts sont-ils canalisés ?
- Comment les institutions affectent-elles les résultats ?
- Quand les impacts se matérialisent-ils ?
- Quels sont les risques de résultats inattendus ?

L'impact de quoi : Qu'est ce qui est analysé ?

L'analyse des impacts sur la pauvreté et le social (AIPS) se concentre sur l'impact que les modifications de politique peuvent avoir. La portée de la discussion politique dans l'arène du développement s'est élargie au-delà de la stabilisation macro-économique et des mesures associées pour inclure également des réformes spécifiques de dépense publique et des réformes structurelles. Cette vue d'ensemble est également implicite dans les stratégies de réduction de la pauvreté des pays en voie de développement. En fait, un examen de quinze Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (PSRP) prouve que ces stratégies se concentrent généralement sur des programmes de dépenses étendues (particulièrement au niveau de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'hygiène, des rou-

tes et de l'infrastructure) ; des réformes institutionnelles pour améliorer la bonne gouvernance (tel que la décentralisation, la réforme de fonction publique, et la réforme fiscale) ; et des réformes structurelles (comprenant la réforme commerciale, la privatisation, la réforme du secteur financier et, la réforme du secteur agricole¹). Les instruments pour l'AIPS doivent donc non seulement pouvoir aborder les réformes macro-économiques principales, mais également les modifications de politiques structurelles et sectorielles principales auxquelles les pays font face actuellement.²

Ce changement suggère que l'AIPS doit être entreprise sur la base de réformes spécifiques. Une telle approche rend l'analyse de l'impact de plusieurs réformes plus maniable. Il serait conceptuellement préférable d'évaluer l'effet combiné d'une série de modifications de politique dans un simple cadre analytique, mais peu d'instruments peuvent le faire — et ceux qui le peuvent tendent à être complexes et exigent l'utilisation de nombreuses données. Par conséquent, il est souvent plus pratique de décomposer les impacts globaux des différentes réformes et d'analyser les impacts pour chacune des réformes spécifiques. Cependant, la considération des impacts d'un « programme » de réformes demeure pertinente. Là où elles ne peuvent pas être analysées dans un cadre analytique simple, leurs effets combinés sur divers groupes tels que les pauvres peuvent être considérés en évaluant indépendamment l'impact de chaque réforme programmée sur chaque groupe. Cependant, une telle approche tendra à perdre les effets d'interaction.

L'impact sur quoi : Quelle est la mesure de bien-être analysée ?

L'AIPS se concentre sur l'évaluation des impacts distributionnels sur le bien-être ou le niveau de vie, qui comprend aussi bien les dimensions de revenu que les dimensions non-matérielles. La pauvreté étant maintenant identifiée en tant que multidimensionnelle (Banque Mondiale 2000a), les efforts de développement visent désormais les aspects revenu et non-revenu de bien-être et de pauvreté, comme récemment capturés par les Objectifs de Développement pour le Millénaire. Jusqu'aujourd'hui, la dimension de revenu du bien-être était le centre principal de l'analyse de la pauvreté et de la distribution et, les instruments économiques étaient le plus souvent appliqués sur cette mesure (monétaire)³. Maintenant, les autres dimensions du bien-être et de la pauvreté—tels que les indicateurs de développement humain et de développement social abordant le risque, la vulnérabilité et, le capital social⁴—font l'objet d'une réflexion plus approfondie. En entreprenant l'AIPS, l'analyste devra choisir les indicateurs appropriés du bien-être et de la pauvreté basés sur le pays et le contexte des politiques et réformes.

L'impact sur qui : Sur quels groupes l'analyse porte-t-elle ?

L'AIPS est concernée par les impacts distributionnels de la modification de politique sur divers groupes, avec une attention particulière sur le bien-être des pauvres et de ceux qui sont vulnérables à l'appauvrissement. Selon la situation du pays, des groupes peuvent être définis en termes de classe de revenu, genre, appartenance ethnique, âge, lieu géographique, activités ou autres critères. Dans la pratique, cependant, les membres d'une famille ne mettent pas toujours leurs ressources en commun ou ne partagent pas les avantages d'une façon équitable. Lorsque les impacts, au sein d'un ménage, sont susceptibles de différer pour les divers membres, il est important d'analyser également les effets internes (intra-ménage).

L'AIPS est concernée par des impacts distributionnels pour deux raisons. D'abord, la modification de politique peut avoir un impact direct sur le bien-être

des pauvres ou des autres groupes désavantagés. La compréhension des impacts de la modification de politique sur ces groupes peut aider lors de la conception des politiques. En second lieu, les impacts distributionnels d'une politique, même parmi les groupes non-désavantagés, sont importants pour l'efficacité de cette politique et de sa pérennité finale. Même si une modification de politique a comme conséquence des gains du bien-être global, il est probable que quelques groupes peuvent éprouver des pertes, au moins à court terme. Tandis que les perdants peuvent ne pas être nécessairement pauvres, la réduction de leur niveau de vie pourra être mal acceptée pour des raisons sociales ou d'économie politique et peut de manière significative affecter l'exécution et la durabilité de la réforme. Par exemple, les intérêts des entreprises et des syndicats qui craignent l'impact de la concurrence sur un produit protégé et sur les marchés du travail peuvent faire avorter la libéralisation commerciale. De même, les droits acquis dans le secteur public peuvent également empêcher l'aboutissement de réformes. L'AIPS devrait identifier et analyser ainsi l'impact de la politique sur d'autres personnes et groupes concernés, en dehors des pauvres, qui sont affectés de près ou peuvent influencer des réformes.

L'impact comment : Comment les impacts sont-ils canalisés ?

Les réformes de politique peuvent avoir un impact sur divers groupes concernés par cinq canaux de transmission principaux décrits ci-dessous : emploi ; prix (production, consommation et, salaires) ; accès aux biens et aux services ; actifs/ressources ; et transferts et impôts. Chaque réforme de politique est susceptible d'avoir des impacts par plusieurs canaux. Par exemple, les réformes de service peuvent entraîner les changements des prix et de l'accès, mais peuvent également avoir un impact sur la position fiscale d'un pays et, par conséquent sur des transferts et des impôts. De plus, différents groupes concernés sont susceptibles d'être affectés différemment par ces canaux. Par exemple, les changements relatifs des prix affecteront différemment les consommateurs et les producteurs nets et, même parmi ces groupes l'impact peut varier. Par exemple, des consommateurs seront affectés différem-

ment selon leurs modèles de consommation ou leur capacité de remplacer des biens.

Emploi

L'emploi est la source principale de revenu pour la plupart des ménages. Dans la mesure où une modification de politique affecte la structure du marché du travail ou de la demande du travail, en particulier dans les secteurs qui emploient les pauvres (tels que les emplois ne demandant aucune qualification, les emplois ruraux non-agricoles et, le travail agricole), le bien-être des ménages à faible revenu sera affecté. Il peut y avoir des transmissions directes par ce canal dans le cas de certaines politiques : par exemple, la restructuration d'une entreprise publique peut mener directement à une réduction du nombre d'ouvriers. Dans d'autres cas la transmission peut être indirecte. Par exemple, les politiques macro-économiques peuvent stimuler une croissance plus rapide, menant à son tour à une augmentation de l'emploi parmi les pauvres ; la dépréciation du taux de change ou une libéralisation commerciale peuvent avoir comme conséquence des réductions du temps de travail et des licenciements dans d'autres secteurs (biens non exportés ou importés). Alternativement, quelques politiques auront différents impacts sur les marchés du travail formels et les marchés du travail informels qui emploient en grande partie de la main d'œuvre pauvre. Par exemple, l'augmentation, la réduction ou le changement de dépenses publiques peuvent avoir différents impacts sur l'emploi du secteur formel et l'emploi du secteur non structuré en raison de la segmentation du marché du travail (Agénor et Aizenman 1999).

Prix (production, consommation et, salaires)

Les prix déterminent le revenu réel des ménages. Les prix sur les marchés pour des biens et des services affectent différemment le revenu réel des ménages dans la mesure où ils consomment ou fabriquent ces produits. La façon dont la politique affecte les prix qui auront un rôle important sur le revenu et, directement ou indirectement, sur des mesures du bien-être non-monnaïres. Pour tous les ménages, mais particulièrement pour des petits fermiers et des travailleurs indépendants, les changements de prix affecteront des décisions d'attribution de consommation et de res-

source. Du côté de la consommation, les politiques qui provoquent une augmentation des prix des produits de consommation des pauvres exerceront un effet négatif direct sur le bien-être de ces ménages. Celles-ci peuvent inclure des taxes à l'importation sur les produits commercialisés de première nécessité ou l'augmentation des tarifs de services publics (électricité, eau, etc.). Les prix à la consommation peuvent aussi bien être indirectement affectés, par exemple par une politique monétaire expansionniste qui mène à l'inflation générale des prix. Des producteurs seront également affectés par les politiques qui provoquent les changements relatifs des prix —particulièrement sur les prix de leurs intrants ou produits. Les revenus du producteur sont affectés par la différence entre les prix à la production et les prix du marché, souvent conditionnés par les frais de transport et les degrés auxquels les marchés privés sont efficaces et concurrentiels, plutôt que monopsonistiques. Les changements de salaire affecteront différemment les acheteurs et les vendeurs nets du travail et, les politiques de changements de prix relatifs entraîneront des variations dans l'offre et la demande.

Accès

Le bien-être sera affecté par l'accès aux biens et aux services, que cela soit par l'accès aux marchés et aux prestataires de services ou par des améliorations de la qualité et de la réponse des fournisseurs de service publics ou privés. La politique peut affecter l'accès directement en augmentant les infrastructures ou les services en question ou indirectement par l'élimination des contraintes à l'accès par les ménages ou groupes particuliers. Par exemple, une amélioration de l'infrastructure routière peut nettement augmenter l'accès aux marchés et aux services pour des groupes dans certains secteurs géographiques. Une politique qui augmente les branchements à un réseau électrique, en particulier parmi les pauvres, peut également mener à une amélioration évidente du bien-être⁵. À cet égard, la privatisation de la prestation de service pourrait augmenter ou diminuer l'accès aux services publics.⁶ Le manque d'accès aux infrastructures principales ou aux services, parce qu'ils n'existent pas ou parce qu'ils sont de qualité inférieure, peut limiter les impacts attendus d'une politique. Par exemple, la res-

tructuration d'un office de commercialisation peut être souhaitable au niveau fiscal mais peut éliminer les services du marché lorsque les solutions de rechange n'existent pas. Les normes structurelles ou culturelles (telles que des restrictions des droits à la propriété pour les femmes ou de leur mobilité) peuvent également imposer des coûts de transaction plus élevés ou créer des barrières d'accès.

Ressources/Actifs

Les changements de valeur des ressources/actifs des ménages affecteront leur bien-être monétaire et non-monétaire. Les ressources/actifs eux-mêmes peuvent être classés par catégorie en cinq classes : physique (tel le logement) ; naturel (la terre, l'eau) ; humain (l'éducation, les qualifications) ; financier (compte d'épargne) ; et social (adhésion dans les réseaux sociaux qui augmentent l'accès à l'information ou à des ressources). Les modifications de politique peuvent avoir un impact direct ou indirect sur ces ressources/actifs et sur leurs rendements. Par exemple, la réforme agraire peut avoir une incidence directe sur l'augmentation ou la diminution du capital foncier des pauvres. Les modifications de politique peuvent également avoir un impact sur les ressources/actifs à travers d'autres canaux indirects. Par exemple, les politiques inflationnistes auront un effet négatif sur les individus possédant de l'épargne monétaire, alors que les programmes participatifs de budgétisation ou les programmes communautaires peuvent augmenter le capital social. Les changements de prix et de transactions pourraient affecter les ressources naturelles des ménages ou de certains groupes (tel que le déboisement ou la désertification) ou même leur capital humain (comme provoquer une détérioration de la santé en raison de l'augmentation de la pollution atmosphérique intérieure due aux changements des prix de l'énergie). Dans de nombreux cas, certains ressources/actifs sont également nécessaires pour favoriser une réforme. Par exemple, si les fermiers ne peuvent pas atteindre un marché en raison du manque de transport, les avantages de la libéralisation des prix sont susceptibles d'être réalisés principalement par des intermédiaires et des commerçants. Il est important de tenir compte des cadres légaux et de la réglementation en analysant ce canal de transmission ; par exemple, il

y a parfois des contraintes sur la propriété foncière pour les femmes.

Transferts et taxes

Finalement, le bien-être du ménage est affecté par des transferts reçus et effectués par le ménage. Ces transferts peuvent prendre la forme de transferts privés (tels que les cadeaux ou transferts de fonds) ou de transferts de fonds publics (comme des subventions et des impôts). Les finances publiques ont un impact direct sur le bien-être des groupes spécifiques par le biais des dépenses publiques et de la politique fiscale. Les programmes de dépense publique peuvent se concentrer pour accorder des ressources supplémentaires à des groupes particuliers au moyen de politiques de transfert. Celles-ci peuvent être sous forme de subventions ou de programmes de transfert direct. Les programmes de protection sociale peuvent être utiles pour protéger les pauvres contre le risque et la vulnérabilité. La politique fiscale a des effets distributionnels directs dans la mesure où les ressources ou le revenu d'un ménage sont imposables. Les régimes d'impôt régressif pèsent de façon disproportionnée sur les ménages les plus pauvres. Les subventions peuvent parfois être accaparées par les non-pauvres ou peuvent simplement être mal ciblées. Il peut également y avoir un conflit entre la progressivité stricte et la praticabilité politique des politiques (voir Gelbach et le Pritchett 2000). Les ménages plus pauvres peuvent également être heurtés à la longue si les fonds pour la dépense publique sont empruntés et doivent être remboursés ; ils souffriront si une politique inflationniste est décidée pour réduire la dette artificiellement ou si l'augmentation future des impôts est nécessaire pour le remboursement. Dans les sociétés subissant de plus grandes injustices selon le sexe, l'impact intra-ménage des transferts peut justifier une particulière attention.

L'impact comment : Comment les institutions affectent-elles les résultats ?

Les impacts des réformes sur les agents économiques sont transmis par des institutions. Les institutions peuvent être définies comme les règles formelles et informelles du jeu dans la société ; elles représentent les accords qui permettent aux organisations d'interagir.⁷

L'impact d'une réforme de politique est influencé par le comportement des organisations. Les organisations, à leur tour, agissent en réponse aux incitations créées par l'ensemble des établissements publics, privés et, civils de la société dont les règles gèrent l'activité économique dans la société (Rutherford 1994). Ces institutions incluent les marchés, les systèmes légaux et, les règles formelles et les comportements informels des agences d'exécution, y compris du gouvernement. La réforme politique peut à son tour affecter les institutions en changeant les structures des organisations, leurs rôles et responsabilités, les règles et les incitations, les structures des marchés - par exemple en supprimant les distorsions des prix ou en encourageant la concurrence. Ces réformes affectent à leur tour le comportement des agents économiques et autres groupes, et par conséquent les résultats économiques, y compris la répartition des richesses et la réduction de la pauvreté.

Beaucoup de réformes, pour leur exécution, dépendent de changements institutionnels. Ceci peut impliquer la création de nouvelles organisations ou le changement des règles et des mesures d'incitations pour atteindre de nouveaux objectifs par les organisations existantes (par exemple, améliorer la coopération des organisations gouvernementales). La création ou la modification des structures d'organisation ne garantit pas en soi les changements institutionnels nécessaires pour la réussite de la réforme.⁸ Les changements des règles formelles du jeu doivent souvent être accompagnés de changements des incitations afin de changer le comportement des agents. D'ailleurs, on suppose souvent que les institutions (marchés y compris) fonctionnent parfaitement et selon des règles formelles. Dans la pratique, les coûts élevés de transaction, le manque de contrôle ou le manque de concurrence ou de responsabilité peuvent mener à un fonctionnement non optimal du gouvernement, des marchés ou des institutions civiles. Dans certains cas, le changement institutionnel accompagnant la réforme de politique n'est pas intériorisé par les agents d'implantation, et le comportement de ces agents peut mener à des résultats contraires à ceux attendus.

La compréhension de l'impact d'une réforme de politique exige une appréciation des structures des organisations du pays et des règles institutionnelles qui les régissent. L'AIPS dépend donc d'une analyse

organisationnelle et institutionnelle des règles formelles et informelles, des comportements des personnes et groupes qui peuvent affecter les résultats d'une réforme et, de la dynamique fondamentale parmi eux. Ceci permet aux décideurs de politique de déterminer si les règles existantes et les pratiques informelles affectent les coûts réels et la qualité des biens et des services pour les pauvres et pour d'autres groupes dans le contexte d'une modification de politique spécifique.

L'impact quand : Quand les impacts se matérialisent-ils ?

Un défi important pour l'AIPS est de comprendre que les politiques peuvent affecter différents groupes de manières très différentes. C'est en grande partie parce que la réponse économique et comportementale à une modification de politique peut prendre du temps. Ce qui est fixe à court terme peut varier dans le futur. Comprendre et expliquer comment les pertes à court terme peuvent entraîner des gains à long terme pour des groupes donnés ou comment les gains immédiats peuvent mener à des pertes éventuelles, est un des défis inhérents à l'AIPS. Par exemple, la libéralisation commerciale peut entraîner des pertes d'emploi dans le secteur des biens non exportés à court terme. Cependant, une augmentation de l'efficacité peut mener plus tard à une croissance économique et, certains des ouvriers au chômage peuvent trouver des emplois dans le secteur des biens exportés. En outre, certains consommateurs peuvent changer leurs choix pour des produits de consommation locale moins chers et, par conséquent en augmenter la consommation. La combinaison de tous ces effets déterminera l'impact net sur différents groupes à long terme.

Pour prendre un autre exemple, une politique qui vise ou qui résulte en un taux de change surévalué avantagera à court terme certains groupes de la population (consommateurs et importateurs). Mais si la surestimation n'est pas tenable à la longue et qu'une dévaluation se produit, ces mêmes groupes seront affectés. L'effet net pour ces groupes résultant du fait d'avoir un taux de change surévalué (gain) au début, suivi d'une dévaluation (perte), dépendra clairement de l'ampleur des déviations. L'expérience internationale suggère que des surévaluations maintenues peu-

vent mener à de brusques effondrements des devises (comme au Mexique en 1994, en Asie de l'Est en 1997, au Brésil en 1999 et, en Argentine en 2002) qui sont susceptibles de produire des pertes à longue durée. La question devient bien plus complexe si l'on considère l'impact sur les exportateurs. À la différence des importateurs, les exportateurs sont heurtés par un taux de change surévalué et sont susceptibles de tirer avantage de la dévaluation. Au bout du compte, il est nécessaire de considérer les effets nets pour les différents groupes au fil du temps, et les effets nets pour l'ensemble des groupes pour une période limitée.

L'impact si : Quels sont les risques de résultats inattendus ?

La formulation des réformes est fondée sur des hypothèses fondamentales relatives au contexte et à la réponse du comportement des institutions et des acteurs humains. Si ces hypothèses ne sont pas réalisées, les résultats de la réforme sont en danger. Par conséquent, pour que le succès de la réforme de politique existe, l'élément crucial de l'AIPS est de comprendre ex ante et de bien exprimer (publiquement) les hypothèses sur lesquelles l'analyse est basée⁹. Ces hypothèses explicites portent sur la façon dont les agents économiques et les institutions sont supposés agir (par exemple, le signe et l'importance d'une élasticité) ainsi que sur la façon dont les impacts de politique seraient communiqués aux ménages (canaux). Un deuxième ensemble d'hypothèses concerne les conditions exogènes à la politique qui doivent être en place afin que la réforme réalise les impacts prévus. En plus des questions d'importance directe pour une réforme, les risques dépendant des conditions dans les pays (par exemple, tensions ethniques) doivent être mesurés dans l'évaluation des risques. Identifier et exprimer clairement les hypothèses critiques aideront à donner la rigueur nécessaire à une analyse plus intelligente, à augmenter sa transparence et, à faciliter sa validation (et au besoin, sa correction) par les personnes concernées bien informées. L'analyse permettra également le suivi des canaux de transmission et des impacts, avec la possibilité d'ajuster le programme de réforme au fil du temps.

Notes

1. Quinze PRSP (Document de Stratégie sur la Réduction de la Pauvreté) ont été finalisés à la fin de juillet 2002 et ont inclus ceux pour l'Albanie, Bolivie, Burkina Faso, la Guyane, Honduras, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Tanzanie, Ouganda, Vietnam, Yémen et, Zambie. Sept de ces stratégies proposent des réformes des services publics ; 5 réformes sur la retraite dans le secteur public ; 6 réformes de fonction publique ; 7 pour la décentralisation fiscale ; 11 réformes dans le système fiscal (incl. TVA et autres impôts de consommation) ; 11 réformes de la propriété foncière ; 10 réformes commerciales ; et 6 réformes du cadre macro-économique.

2. Naturellement, les changements structurels peuvent avoir des effets macro-économiques. Par exemple, la libéralisation commerciale peut avoir des conséquences graves sur le déficit fiscal, le déficit de la balance des paiements et, la stabilité macro-économique. Il est critique pour l'AISP de comprendre comment ces impacts affectent les pauvres.

3. Ce guide présente des instruments économiques et sociaux et des approches pour l'analyse distributionnelle afin de donner une image plus large de la pauvreté aux analystes de politique et aux décideurs. Puisque les instruments économiques tirent des exemples existants d'une telle analyse, les applications se concentrent principalement sur des mesures de bien-être en termes de revenus ou dépenses. Accroître l'attention sur des mesures de bien-être non-monétaires est une priorité importante pour les travaux futurs. Les instruments de développement social décrits dans ce guide sont plus concentrés sur des dimensions non-monétaires de la pauvreté, tels que les intérêts de différents groupes, le capital social et la vulnérabilité.

4. Le Département du Développement Social de la Banque mondiale a développé un nouvel instrument qui fournit des données sur ces indicateurs, produits par la Banque Mondiale ou d'autres institutions, pour des applications au niveau des pays.

5. Dans la mesure où une amélioration de l'accès est considérée comme une réduction des coûts de transport et de transaction, cette amélioration réduit le "prix" du bien ou du service en question.

6. Parfois une augmentation de l'accès peut mener à des prix plus élevés (ou, s'il n'y avait aucun accès avant, on peut accorder l'accès à un prix prohibitif pour les pauvres). Dans les villes du Pérou, la libéralisation des services téléphoniques a mené à un plus grand accès pour les pauvres ainsi qu'à des prix plus bas. Par contre, la libéralisation de l'électricité a mené à un plus grand accès et à une meilleure fiabilité, mais à des prix plus élevés et à une baisse de la consommation globale (Torero et Pascó-Font 2001).

7. Les organisations sont des entités (telles que les agences ou les sociétés publiques) qui ont une structure formelle et cherchent à atteindre certains objectifs, dans le cadre des possibilités des contraintes accordées par le cadre institutionnel de la société (North 1990).

8. Les changements formels de la structure d'organisation sont relativement faciles à faire mais peuvent

prendre beaucoup plus longtemps pour être institutionnalisés. Dans ce cas, il est important de faire attention à la capacité et à la responsabilité des agences intéressées aussi bien qu'aux relations de pouvoirs entre elles. La compréhension de ces questions tient compte de la mobilisation de la capacité existante et de l'adaptation en fonction des interventions pour les contextes institutionnels et organisationnels dans lesquels elles seront mises en application.

9. Prévoir ou simuler des impacts probables de la politique présuppose par définition une compréhension des chaînes de causalité et des comportements probables. En fonction de la base de l'information de l'analyste, ceux-ci peuvent être empiriquement 'estimés' en se basant sur le passé, en dérivant sur la base de la théorie, ou en faisant une évaluation sur la base de la connaissance du contexte et des discussions de pays avec les personnes concernées et les experts principaux.

3 Éléments pour une bonne analyse des impacts sur la pauvreté et le social

Bien qu'il n'y ait aucun modèle méthodologique pour analyser les impacts d'une politique sur la pauvreté et le social, il est possible d'identifier un certain nombre d'éléments qui conduisent à une bonne pratique de l'AIPS. Ce chapitre décrit 10 éléments principaux nécessaires à ceux qui entreprennent l'AIPS

1. Poser les bonnes questions
2. Identifier les parties prenantes
3. Comprendre les canaux de transmission
4. Analyser les institutions
5. Rassembler les données et les informations
6. Analyser les impacts
7. Améliorer la réforme et envisager des mécanismes de compensation
8. Évaluer les risques
9. Suivre et évaluer les impacts
10. Favoriser un débat public et informer le choix de politiques

Même s'il existe un ordre logique à ces éléments, ceci n'implique pas qu'ils doivent être entrepris dans cet ordre ou que toutes les étapes seront réalisables dans chaque pays. Ce chapitre fournit une large vue d'ensemble des méthodes spécifiques et des instruments pouvant être utilisés pour traiter chacun de ces éléments, conjointement avec l'annexe pour plus de détails et de références ; ces méthodes et ces instruments discutés dans l'annexe sont présentés en caractères "gras" dans le texte. (la capacité de réalisation des pays est présentée dans le chapitre 4 en tant qu'un des

principes nécessaires pour rendre une ISPS opérationnelle, plutôt que comme élément non intégré de l'AIPS dans ce chapitre.)

Élément 1 : Poser les bonnes questions

La première étape de l'analyse est d'identifier les réformes qui seront sujettes à l'analyse. Ceci exige l'identification de l'ensemble des réformes à l'ordre du jour des gouvernements qui sont susceptibles d'avoir un impact sur la distribution du revenu ou des ressources/actifs. Dans le meilleur des cas, si le temps et les ressources le permettent, l'AIPS devrait être effectuée pour chacune de ces réformes. Dans la pratique, l'analyse de toutes les réformes dans un programme de développement n'est pas réaliste, par conséquent il sera nécessaire de réduire le choix de ces réformes à un nombre gérable pour l'analyse. Ce procédé sera inévitablement une question qui sera jugée au niveau du pays et, dépendra probablement des facteurs suivants :

- La taille et la direction prévues de l'impact sur la pauvreté et le social
- L'importance de la réforme dans l'ordre du jour du gouvernement
- La synchronisation ou l'urgence de la réforme ou politique et
- Le niveau de débat national entourant la réforme

Après le choix des réformes qui seront sujettes à l'AIPS, dans un deuxième temps, il s'agit de formuler

les questions clés pour l'analyse. Ceci exige une compréhension des problèmes fondamentaux que la réforme à l'intention de couvrir (voir encadré 1). Une focalisation sur des questions particulièrement étroites ou ayant exclusivement des effets à court terme, peut cacher des problèmes pouvant être critiques pour l'accomplissement d'un objectif particulier d'une politique ou peut limiter l'information disponible pour les décideurs de politiques et les parties prenantes sur les compromis inhérents à certaines politiques ou réformes. Un dispositif utile pour le diagnostic des problèmes est l'organisation d'une chaîne des rapports de cause à effet, à partir des objectifs et des actions des politiques jusqu'aux impacts, sous forme d'arbre hiérarchique de problèmes afin de formuler des hypothèses d'analyse appropriées¹.

L'identification des contraintes de politique est une composante clé du processus analytique et peut souvent éviter des erreurs importantes. Les réformes de politique sont souvent mises en application afin d'éliminer des contraintes qui nuisent à certains objectifs de développement. Par exemple, un pays peut ne pas pouvoir équilibrer son budget en raison des pertes que les entreprises d'Etat ne peuvent supporter. Dans ce cas, le problème serait d'améliorer l'équilibre fiscal global aussi bien que la qualité de fonctionnement des agences individuelles. Pour certains objectifs il peut y

avoir des contraintes multiples, certaines étant plus importantes que d'autres. A ce moment là, il serait sans doute nécessaire de poursuivre plus d'une réforme politique à la fois, mais également de faire attention aux effets interactifs que ces réformes pourraient avoir l'une sur l'autre. Un autre exemple nous montre qu'un décideur de politique confronté à des revenus publics insatisfaisants peut décider d'augmenter les impôts. Cette réponse ne sera pas appropriée si le problème réel est lié au fait que les dépenses sont trop hautes, plutôt que les revenus trop bas. Afin d'éviter l'application de politiques inadéquates ou mal adaptées, il est important que les contraintes sur les objectifs de développement soient clairement expliquées — plutôt que d'être présumées— et ceci dès le début du processus de l'AIPS.

Élément 2 : Identifier les parties prenantes

Après avoir posé les bonnes questions et identifié le problème qui exige une solution, la première étape importante consiste à identifier les parties prenantes. Les choix de politique peuvent non seulement affecter de différentes manières différents groupes ou personnes concernés, mais certaines parties prenantes peuvent également influencer l'adoption d'une politique et la façon dont elle est mise en application.

Encadré 1. Poser les bonnes questions

Idéalement, l'analyse d'une réforme fiscale inclut une évaluation de l'impact aussi bien à court terme qu'à long terme ainsi que les hypothèses sur la réalisation des avantages à long terme. Mais au-delà de l'impact dynamique de la réforme, l'analyste devrait également considérer si les questions structurelles affectent la situation fiscale du pays.

Dans le cadre de l'AIPS dans le secteur de l'énergie du Pakistan, la priorité initiale s'est portée sur une augmentation du tarif de l'électricité pour couvrir les coûts qui représentaient un véritable poids fiscal significatif et chronique. Des analyses plus approfondies du problème ont indiqué que les questions sur l'augmentation des coûts de production d'électricité, des frais non-tarifaires et, du déséquilibre entre la distribution et

les investissements de la production d'électricité, étaient également importants pour obtenir un secteur d'énergie plus rentable.

La réforme du secteur sucrier en Guyane a été analysée en raison de son coût fiscal et du nombre de personnes affectées par la réforme. L'analyse compare les impacts directs de la réforme sur l'emploi ainsi que les impacts indirects sur les services municipaux, les personnes ayant un emploi à long terme et les pertes fiscales qui se produiraient probablement si le secteur devait continuer de fonctionner dans son état actuel, en donnant une baisse continue des prix du sucre au niveau mondial et l'élimination progressive des prix préférentiels sous l'accord de Lomé.

L'analyse des parties prenantes identifie des personnes, des groupes et, des organisations qui sont importants pour l'AIPS.² Elle identifie et analyse ceux qui sont affectés par la politique, aussi bien que ceux pouvant avoir une influence potentielle sur l'exécution de la politique. Identifier et décomposer les parties prenantes dans la première catégorie — les bénéficiaires et ceux souffrant des impacts défavorables—est crucial pour l'analyse des impacts de la politique sur la pauvreté et le social. Ils peuvent être décomposés par un grand nombre de caractéristiques tels que : le type de ménage, la taille du ménage, l'appartenance ethnique, le genre, le lieu, le métier et, ainsi de suite. Pour les tra-

vaux de modélisation, l'analyse des parties prenantes peut servir à déterminer la meilleure façon pour décomposer les groupes ou les sous-groupes de ménages représentatifs. Dans la seconde catégorie, les parties prenantes— groupes organisés tels que des syndicats, des associations commerciales, des bailleurs de fonds et, des organisations de société civile—peuvent devenir des sources de soutien ou d'opposition aux politiques. L'analyse de tels acteurs influents est essentielle pour comprendre les réponses de comportements et, la probabilité du succès de la réforme. L'encadré 2 illustre l'utilisation de l'analyse des parties prenantes pour traiter de l'impact de la fermeture des mines en Russie.

Encadré 2. Analyse de l'impact de la fermeture des mines en Russie : analyse des parties prenantes.

Au début des années 90, l'industrie houillère russe était en état de crise. Nombre de mines économiquement non viables étaient gardées en activité, à l'aide de subventions atteignant les 2,76 milliards de USD en 1994 (soit plus de 1 % du PIB). La restructuration entraîna la fermeture de 183 mines déficitaires et la réduction des effectifs (y compris ceux employés dans la production du charbon, l'administration, les services sociaux et d'autres activités auxiliaires), les faisant passer de 900 000 en 1992 à 328 000 à la fin de l'année 2001.

La Banque Mondiale fournit 1,3 milliards de dollars en prêts et eut un rôle important dans le développement de la stratégie pour limiter l'impact sur la pauvreté et le social, par l'aide qu'elle apporta au gouvernement russe lors de la restructuration du secteur houiller. L'équipe effectua une analyse des parties prenantes à l'aide d'entrevues structurées mises en place à Moscou, de visites de mines et de discussions avec les chefs syndicaux. L'analyse avait été conçue pour clarifier la nature du problème, pour identifier les intérêts des divers acteurs et pour mettre au point une solution quant au transfert efficace des fonds en utilisant les acteurs existants.

L'équipe classifia les parties prenantes en plusieurs catégories. Les ministères du gouvernement ne furent pas considérés comme des agents neutres et leurs intérêts furent explicitement identifiés. De même, les options des personnes travaillant aux mines ont été différenciées par leur emploi précédent. Les ouvriers travaillant en surface, le personnel de soutien analytique et administratif et les travailleurs employés dans les écoles et les hôpitaux précédemment financés par le revenu des mines seraient affectés différemment par la fermeture des mines. Les intérêts des gouvernements municipaux et ceux des

gouvernements au niveau des « *oblast* » furent en partie basés sur les revenus que chacun pourrait rassembler en cas de fermeture d'une mine.

Les différences entre les catégories de personnes concernées s'expliquent en grande partie par leur analyse du problème de base. D'un côté, le ministère de l'Énergie, les gouvernements régionaux, le syndicat et les mineurs de fonds préconisèrent une solution étroite pour préserver l'industrie minière sous une certaine forme. D'un autre côté, les gouvernements municipaux, le personnel des services sociaux employé par les mines et les entreprises locales se concentrèrent sur la nécessité de trouver de nouveaux conducteurs de croissance dans les villes au pôle industriel unique, tout comme des sources de financement pour les services précédemment assurés par les mines. Les gouvernements municipaux n'avaient pas la base de revenus nécessaire pour subvenir aux besoins des écoles et autres services autrefois assurés par les mines et étaient gravement touchés par les fermetures.

Une commission de médiation minière regroupant des représentants des municipalités, des ministères et des organismes gouvernementaux participèrent à la discussion et à l'élaboration des réformes. Le ministère des Finances fut identifié comme un canal transparent par lequel les fonds de protection sociale pourraient être transférés directement aux ouvriers, plutôt que de faire passer ceux-ci par le ministère de l'Énergie et les gouvernements régionaux. L'analyse des intérêts des parties prenantes fut utilisée pour la création d'un système de contrôles, d'équilibre et d'évaluations indépendantes pour s'assurer que tous les acteurs suivent les règles indiquées dans les plans de fermeture des mines.

Sources : Lockhart 2001 ; Haney et autres 2003.

Une distinction devrait être faite entre les parties prenantes qui partagent de multiples caractéristiques qui leur permettent de fusionner en groupes cohésifs (par exemple, syndicats) et ceux qui sont des catégories analytiques plutôt que des groupes organiques (par exemple, « quatrième quintile de revenu » ou « le pauvre »). L'analyse des parties prenantes dépasse le simple fait d'identifier des groupes pour analyser les intérêts spécifiés ou non spécifiés des acteurs par rapport à une politique, comme la nature et le degré de leur organisation ou leur capacité à se mobiliser pour un but commun (voir l'encadré 3). Dans la mesure où les groupes du deuxième type sont atomisés ou désorganisés (comme les paysans sans terres, les ouvriers non syndiqués, les petites entreprises, les consommateurs), ils ont moins la possibilité d'exprimer facilement leur opposition ou leur soutien à une politique, même si leur appui peut être crucial pour le succès de la réforme.³ Tandis que les sources d'information secondaires, telles que les fruits de la recherche scientifique, les articles de journalistes et, de documents de soutien peuvent aider à identifier d'importantes questions de politique économique et de tensions sociales, les entrevues d'informateurs clé peuvent être nécessaires pour analyser les intérêts des parties prenantes dont l'appui est critique pour l'exécution de la réforme, y compris ceux au sein des organismes gouvernementaux ou les groupes d'intérêt importants capables d'influencer la réforme. L'analyse des intérêts des parties prenantes les moins

organisées peut impliquer des enquêtes spéciales ou des discussions en groupe.

L'analyse des parties prenantes contribue à une évaluation de l'ampleur du contrôle que le pays possède par rapport à une politique particulière afin de prévoir à quel point les différents intérêts sont susceptibles d'influencer le gouvernement en général et, le processus de politique en particulier. L'évaluation du contrôle indique les sources de résistance potentielle à la modification de politique et fournit une évaluation grossière de l'endroit et de l'ampleur de la pression à laquelle le gouvernement fera face en adoptant une réforme de politique. Ceci aide à évaluer la bonne volonté du gouvernement d'entreprendre et de rester avec la réforme à long terme. Un faible contrôle peut avoir comme conséquence l'abandon des réformes et la production de politiques inappropriées. Par exemple, quelques pays poursuivent la déréglementation et la privatisation des banques, mais refusent d'enlever les barrières à l'entrée en raison d'intérêts bien établis, ayant pour résultat un secteur oligopole qui charge des taux d'intérêts élevés et rend de mauvais services.

Des facteurs qui affectent typiquement la responsabilité peuvent être analysés en regardant l'économie politique d'un pays et sa diversité (en termes ethniques, religieux, linguistiques, démographiques, etc.). En considérant l'économie politique, les analystes peuvent identifier les groupes affectés et évaluer leur

Encadré 3. Groupes d'intérêt et action collective

L'estimation de l'influence d'un groupe spécifique sur les décisions tient autant de l'art que de la science. Cependant, il y a quelques critères utiles pour prévoir la tendance d'un groupe à influencer le gouvernement. La logique de l'action collective suggère que les intérêts exercent plus de pression sur les décideurs de politique ou les chefs élus quand : (a) le nombre des membres du groupe est petit ; (b) l'augmentation des avantages pour chaque membre sont très substantiels et faciles à percevoir ; et (c) les membres ont les moyens, particulièrement les ressources financières et les réseaux, de protéger leurs intérêts. Le comportement est simple : les gens ont tendance à se battre d'une façon plus intensive quand il y a un enjeu personnel important. En revanche, les intérêts les plus diffusés des groupes désorganisés tels que les consommateurs sont en géné-

ral moins influents. Beaucoup d'interventions de développement sont conçues pour réduire ou éliminer les faveurs parmi un petit groupe d'intérêts privilégiés et pour augmenter le bien-être global du public. C'est précisément les politiques qui sont les plus susceptibles d'être combattues, qui amènent à des décisions politiques plus fermes ou à une stratégie concertée de communications prépondérantes. Cependant, si l'impact est suffisamment grand, les groupes d'intérêt publics peuvent émerger pour défendre les intérêts des plus faibles ou des manifestations violentes dans la rue peuvent éclater. Par exemple, la commission des droits des consommateurs du Pakistan a été formée pour défendre les intérêts du consommateur sur la réforme du tarif et, ce groupe de pression peut remplacer des formes de protestation urbaine plus violentes.

influence sur les décideurs du gouvernement. Il est important d'examiner la diversité car les réformes peuvent polariser des tensions existantes à court terme, tout en améliorant le bien-être à long terme.

Élément 3 : Comprendre les canaux de transmission

Quand les parties prenantes potentielles sont identifiées, une étape importante dans le processus de l'AIPS est de définir les canaux par lesquels une modification de politique particulière affecte les divers groupes⁴. Il est important de présenter explicitement les hypothèses et les suppositions à la base de cette analyse. Celles-ci peuvent alors être examinées empiriquement par des techniques d'analyse économiques et sociales.

Comme exposé dans le chapitre 2, l'impact d'une modification de politique sur le bien-être des groupes cibles et d'autres parties prenantes est transmis au travers de cinq canaux de transmission : emploi, prix (production, consommation et, salaires), accès aux marchandises et aux services, ressources/actifs, transferts et impôts). Les canaux de transmission dominants qui exigent une analyse, changeront et auront des impacts distincts sur différentes parties prenantes en fonction de la réforme et du contexte du pays. Les impacts peuvent différer suivant deux dimensions principales : d'abord, ils peuvent être directs ou indirects et, en second lieu, ils peuvent se produire à court ou à long terme.

Certaines réformes de politique peuvent principalement avoir des impacts *directs*, c.-à-d., les impacts qui résultent directement des changements dans les leviers de politique changés par la réforme. Par exemple, une augmentation de la TVA se traduira directement par une diminution du pouvoir d'achat pour un revenu net disponible donné. Les réformes peuvent également avoir des impacts *indirects* importants, c.-à-d., des impacts résultants de la réforme par des canaux autres que le levier ou l'action réelle de politique. Ainsi une augmentation de la TVA aura un impact positif sur la position fiscale du pays ; et si ceci est traduit en une augmentation des dépenses publiques, cela aura des impacts sur divers groupes de ménages par l'intermédiaire des marchandises, des services, des transferts et, des subventions qu'ils reçoivent. Une telle position fis-

cale aura tendance à produire une croissance améliorée, affectant le bien-être du ménage.

La deuxième dimension critique est liée à la date à laquelle les impacts se matérialisent. La nature des impacts peut changer dans le temps, et il en va de même pour les impacts nets sur les différentes parties prenantes. Pour garder notre premier exemple sur l'augmentation de la TVA, les impacts directs sur le pouvoir d'achat se feront sentir à court terme, alors que les impacts indirects de la livraison des services améliorés et d'une croissance plus élevée prendront typiquement plus de temps à se matérialiser. Les parties prenantes pourraient donc sentir des impacts négatifs et positifs, mais à différents moments dans le temps.

Élément 4 : Analyser les institutions

Comme exposé ci-dessus, les institutions affectent l'impact que les politiques ont sur la pauvreté et le bien-être des ménages ou des groupes différents. D'abord, les institutions transmettent certains impacts de politique sur les groupes. La compréhension des institutions sociales et des institutions de marché aide à comprendre les impacts d'une modification de politique donnée. En second lieu, les institutions sont souvent elles-mêmes l'objet de nombreux types de réforme. La privatisation, la réforme de fonction publique, la décentralisation et, la réforme de gestion des dépenses sont des exemples de réformes institutionnelles qui impliquent des changements dans les incitations et les règles qui régissent les organismes publics et privés. Troisièmement, beaucoup de modifications de politique dépendent d'organismes particuliers pour leur exécution. Les incitations, la performance et la capacité de ces institutions seront critiques à l'exécution réelle de la politique et par conséquent à son impact. Quatrièmement, hormis les barrières bien connues à l'entrée, auxquelles les pauvres font face, les réformes peuvent présenter des nouveaux coûts de transaction provenant de l'asymétrie de l'information et de la rationalité qui affectent le comportement ou l'accès du marché aux services publics (Powers 2003). Deux secteurs clés sur lesquels l'AIPS doit porter son attention : l'analyse de la structure des marchés et l'analyse des agences de mise en œuvre.

Analyses de la structure du marché

Les enquêtes faites parmi les consommateurs et les producteurs de biens et services peuvent représenter des approches utiles pour améliorer la compréhension de la structure du contexte spécifique du marché. En identifiant la nature du marché (monopole, monopsonne, oligopole, parfaitement concurrentiels, etc.) et ce qui détermine cette structure du marché (monopole naturel, restrictions à l'entrée ou connivence, par exemple) est une première étape cruciale vers la compréhension des conditions qui devraient être créées pour que la réforme du marché mène à des améliorations dans l'exécution et à de meilleurs résultats pour les pauvres.

Les enquêtes faites sur les entreprises (ou les commerçants) ont leur utilité afin de comprendre la nature du marché, le nombre et les types d'agents économiques, les contraintes du marché, aussi bien que les barrières juridiques ou les barrières de fait pour entrer et les coûts de transaction. Dans le cas de la privatisation ou de la libéralisation, où l'hypothèse est que l'entrée de nouveaux agents dans le marché mènera à la concurrence et à la baisse des prix, il pourrait être utile d'entreprendre une analyse des contraintes à l'entrée

et à la participation du secteur privé. Les enquêtes quantitatives ou qualitatives auprès des ménages peuvent également indiquer quelles sont les personnes qui achètent les biens et services, où et, à quel prix. Des enquêtes quantitatives de la prestation de service ainsi que les cartes de citoyen peuvent être appliquées à l'analyse de l'efficacité des agences publiques de marketing. L'analyse des prix est toujours utile pour s'assurer de la compétitivité d'un marché et de sa structure.

Analyse des agences de mise en œuvre

En jugeant les impacts probables des réformes sur la pauvreté qui impliquent un changement de responsabilité du gouvernement, ou de la coopération des organisations gouvernementales ou autres agences de mise en œuvre, le flux de prise de décision, de l'information et, des ressources à l'intérieur et parmi les organisations doit être considéré (voir encadré 4). Deux options pour rassembler ce genre d'information : la cartographie organisationnelle et l'instrument d'évaluation des institutions.

La cartographie organisationnelle. La cartographie organisationnelle est une méthode pour aider à la compréhension du comportement interne des organi-

Encadré 4. Décentralisation en Indonésie : analyse des institutions et de la responsabilité sociale

Une équipe de recherche, menée par Scott Guggenheim, a effectué une analyse institutionnelle des structures gouvernementales et des organismes de décisions traditionnels au niveau des villages en Indonésie. Cette analyse faisait partie d'un projet de décentralisation conçu pour adresser les problèmes de corruption et des décisions prises du sommet. Le projet de développement de Kecamatan (KDP) a été mandaté pour employer la capacité locale plutôt que de développer une unité d'implantation de projet séparé. L'analyse, conduite à l'aide de groupes de discussion et d'entrevues avec les fonctionnaires de gouvernement, a aidé à identifier la force et la capacité relatives des systèmes existants, les mouvements des fonds et de l'information et, le lieu et la nature des décisions prises dans la chaîne. Le projet a changé le rôle et l'autorité de ces structures, faisant passer l'attention du système des organismes gouvernementaux régionaux aux conseils de village. Par le processus d'entrevues, l'équipe a identifié le projet d'infrastructure du village en tant que moyen testé sur le terrain pour transférer l'argent directement des comptes centraux au niveau du

village. Un organisme gouvernemental existant, le service du développement de la Communauté, agit en tant qu'associé et comme organisme juridictionnel.

Le KDP utilise la responsabilité sociale et la transparence pour que la nouvelle structure institutionnelle fonctionne. Les conseils de village existants au niveau du *kecamatan* (sous district) qui étaient des organismes formels qui se réunissaient une fois par an pour participer au processus de planification du gouvernement sont devenus des organismes d'élaboration de décisions primaires. Les décisions sur les propositions des villages ont été prises lors des réunions publiques du conseil, des formulaires d'acquisitions ont été limités à une page, les informations sur les dépenses ont été gardées sur des registres de trésorerie, des informations sur le programme ont été également diffusées à l'aide d'affiches, de prospectus et, d'émissions de radio. De plus, le KDP a travaillé en association avec des journalistes indépendants pour assurer la couverture médiatique et leur a donné la possibilité de réaliser des reportages indépendants.

Source : National Management Consultants 2000. (Consultants en gestion nationale)

sations tout en créant un inventaire des acteurs qui effectuent les réformes et en indiquant explicitement les rapports entre eux. La cartographie organisationnelle a deux composants : la *cartographie statique* et la *cartographie des processus*. La *cartographie statique* identifie ex-ante les actions publiques spécifiques liées à une réforme de politique et les organismes (qui peuvent être non gouvernementaux) responsables de les mettre en application. Elle trace les relations parmi les organismes de mise en œuvre et identifie ceux qui sont susceptibles de soutenir ou d'obstruer la réforme. L'exercice est informé par la première analyse des parties prenantes (voir la section ci-dessus pour identifier ces dernières) du gouvernement et d'autres acteurs organisés. La *cartographie des processus* se base sur les travaux réalisés pour améliorer l'efficacité des secteurs publics et privés dans les pays industrialisés (Hunt 1996). Elle identifie les pratiques et les normes en vigueur dans les organisations appropriées qui ne peuvent pas être facilement obtenues par des documents ou des diagrammes. Ainsi elle repère les flux de ressources critiques, l'autorité des décideurs et, l'information dans le système actuel. Ceci aide à créer une compréhension des règles et des incitations qui affectent le comportement interne et la mesure dans laquelle les organisations poursuivent des objectifs de développement. La cartographie de processus peut aider à identifier les contraintes à une mise en œuvre de politique efficace à trois niveaux : dans les procédures des organisations, dans le rapport entre les organisations et, dans le rapport avec les autorités. Adresser ces contraintes peut exiger une refonte des procédures, un remaniement des règles fondamentales de fonctionnement ou même le remplacement d'organisations toutes entières. Les cartographies de processus sont construites par des entretiens détaillés et semi-structurés avec le personnel à tous les niveaux de l'organisation, se concentrant en particulier sur ceux qui sont directement liés à la prestation des services. L'avantage principal de la cartographie organisationnelle est sa capacité à exposer un domaine problématique qui ne peut être facilement observé, en comptant directement sur les personnes concernées pour décrire leurs intérêts et leurs contraintes (voir l'encadré 4). Ce procédé a plusieurs inconvénients, il prend plus de temps, est plus coûteux et plus techniquement compli-

qué qu'un questionnaire traditionnel. Une bonne cartographie de processus a besoin d'être employée de manière répétitive pour tester les hypothèses en suivant la performance institutionnelle dans le temps.

L'instrument d'évaluation des institutions a été conçu pour permettre une analyse institutionnelle des diverses composantes d'un projet. L'instrument se compose des questions qui aident l'analyste à structurer et à réfléchir sur les rapports et processus complexes dans les organisations dont les réformes dépendent⁵. Les questions sont employées pour évaluer l'efficacité des institutions, des incitations de performance à leur capacité de mettre en œuvre la politique. Les outils traitent des questions clés sur les organisations appropriées, y compris : (a) les rôles ; (b) la connaissance et l'accès à l'information ; (c) les structures des incitations; (d) la réceptivité à la modification de politique ; (e) la capacité ; (f) les ressources ou l'état financier ; et (g) la capacité à s'adapter au nouvel ordre du jour de la réforme. L'avantage de l'instrument d'évaluation institutionnel est qu'il peut permettre une analyse plus systématique des problèmes allant des motivations politiques à la capacité administrative à bas prix. L'inconvénient est que l'instrument se fonde sur une évaluation faite dans un bureau, il lui manque la dimension interactive des entrevues avec le personnel des organismes qui sont réformés. L'instrument est actuellement mieux adapté à l'analyse des institutions dans le contexte des opérations d'investissements, mais il pourrait être employé pour évaluer les institutions dans le contexte de la mise en œuvre de réforme des politiques.⁶

Élément 5 : Rassembler les données et les informations

L'évaluation des besoins de données et de leur disponibilité ainsi que la planification de futurs efforts concernant la collecte de données représente une partie importante de l'AIPS. L'identification des besoins de données tirera avantage de l'identification antérieure des questions importantes, des parties prenantes et, des canaux de transmission potentiels, comme décrit ci-dessus. Quatre étapes discrètes sont suggérées : établir la cartographie des données nécessaires à l'analyse, faire l'inventaire des données et analyses disponibles ;

répondre aux limitations de données ; et traiter des limitations de données aujourd'hui pour qu'elles ne limitent pas les analyses futures.

La cartographie des données nécessaires à l'analyse

L'analyse de l'impact des politiques sur la pauvreté et le social peut demander l'utilisation de nombreuses données. Naturellement, les besoins spécifiques en données dépendront de la nature de la réforme analysée et de l'instrument ou de la technique analytique utilisé. En adressant la question des données et approches, il est utile de distinguer les instruments de collecte de données à questions « fermées » et « ouvertes » ; les type de données (numérique ou non-numérique) ; et les méthodes associées aux analyses de données (quantitatives ou qualitatives). Traditionnellement, les approches analytiques ont été soit quantitatives en nature et basées sur des données numériques rassemblées en utilisant des méthodes de collecte « fermées » ; soit qualitatives en nature et basées sur des données non-numériques rassemblées en utilisant des méthodes de collecte « ouvertes ». Les « méthodes mixtes » sont de plus en plus utilisées et sont extrêmement utiles pour l'AIPS.

L'approche basée sur l'analyse quantitative, les données numériques et, les instruments de collecte « fermés » offre certains avantages. L'analyse des impacts sur la pauvreté et des impacts distributionnels de la politique sur des indicateurs de bien-être exigera de lier les données au niveau sectoriel ou macro (correspondant généralement au niveau de l'intervention de la réforme ou politique) aux données désagrégées au niveau des ménages qui capturent le bien être (habituellement un agrégat revenu/dépense, mais probablement d'autres mesures de bien-être comme l'instruction ou la mortalité infantile) et autres variables de comportements (telles que l'accès). Les enquêtes « fermées » ont généralement été employées pour rassembler de telles données. Pour que l'analyse soit généralisable, les données devraient être dérivées d'un échantillon aléatoire. Lorsqu'on s'attend à ce que la réforme n'influence qu'un groupe (par exemple, les mineurs en chômage) ou une sous-région géographique, choisir un échantillon juste pour un groupe ou une sous-région peut être plus approprié et plus économique qu'une enquête représentative au niveau

national. Les données numériques peuvent être employées pour entreprendre l'analyse statistique et multi-variable afin d'évaluer les hypothèses et de déterminer les relations entre les différentes variables (voir le tableau 1).

De même, l'approche basée sur l'analyse qualitative et la collecte de données « ouvertes » possède certaines forces. Une variété de méthodes de collecte de données « ouvertes » peut être employée pour rassembler l'information non-numérique. Des données qualitatives et contextuelles peuvent être rassemblées par des évaluations participatives, des cartographies de ressources et des entretiens structurés d'individus, des communautés ou des groupes de discussion. Cette information peut être employée pour entreprendre l'analyse des parties prenantes (discutée ci-dessus), l'évaluation de la pauvreté participative, l'évaluation des bénéficiaires, l'analyse institutionnelle et, l'analyse des risques (discutée ci-dessous). Des méthodes de collecte de données « ouvertes » comme celles décrites dans le tableau 1 permettent un processus analytique interactif— dans lequel les questions de recherche peuvent être formulées, répondues et, analysées de manière itérative sur le terrain. L'approche « ouverte » permet à des sujets d'articuler le problème et la question de recherche. Ce processus analytique interactif pourrait permettre un retour avec des délais plus brefs entre la conception du questionnaire et l'analyse, que celui des méthodes de collecte de données « fermées » et des analyses statistiques associées.⁷ Des méthodes de collecte de données « ouvertes » peuvent également être entreprises en utilisant un échantillon aléatoire ou un échantillon choisi et peuvent également être quantifiées pour classifier et analyser l'information.⁸

Pour l'analyse des impacts, il y a beaucoup d'avantage à mélanger et, dans la mesure du possible, assortir les éléments des approches ci-dessus.⁹ Ceci inclut l'utilisation des différents types de données rassemblées par différentes techniques pour l'analyse multidisciplinaire. Il est important de se rendre compte que l'analyse économique n'est pas limitée à l'analyse quantitative. Des techniques de collecte de données « ouvertes » et « fermées » peuvent être employées pour produire des données numériques et/ou non-numériques, pour les analystes qui utilisent des techniques et des approches quantitatives et/ou

Tableau 1. Méthodes de collecte de données

Aspect	Fermées (<i>close-ended</i>)	Ouvertes (<i>open-ended</i>)
Instrument de collecte de données.	<ul style="list-style-type: none"> • Des questionnaires, structurés, formels, tels que les « enquêtes sur le niveau de vie », les enquêtes d'évaluation de l'impact social, les enquêtes sur la volonté et la capacité à payer, les enquêtes de satisfaction du client, et les cartes du citoyen. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les entretiens détaillés, ouverts, ou semi-structurés, tels que les entretiens avec des informateurs et les études de cas, les entretiens avec les communautés, les mini-enquêtes • Observation ethnographique. • Consultation systématique (ou dirigée) telle que l'analyse des bénéficiaires. • Méthodes de collecte de données participatives, telles que la recherche active participative, l'évaluation rurale participative, la revue des dépenses publiques participative • Groupe de discussion • Les enquêtes institutionnelles et communautaires • Les documents écrits (par exemple, les rapports de programme, la documentation du procédé, les rapports des médias) • Les exercices visuels avec participation.
Méthode analytique	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse principalement statistique • Raisonnement déductif 	<ul style="list-style-type: none"> • Raisonnement inductif. • Processus analytique interactif : les questions formulées, répondues et, analysées de manière itérative, par exemple dans l'analyse des parties prenantes, l'évaluation de la pauvreté participative, l'analyse de scénarios. • Méthodes conçues en fonction du contexte social.
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> • Des résultats peuvent être généralisés • La taille et la distribution des impacts peuvent être estimées quantitativement 	<ul style="list-style-type: none"> • Capable d'analyser des réponses comportementales, d'étudier de nouvelles hypothèses ou d'identifier des phénomènes précédemment non découverts. • Plus efficace pour les analyses intra-ménage et les dimensions de non-matériel de la pauvreté • Explique les corrélations statistiques • Peut identifier les sous-groupes vulnérables particuliers • Permet aux personnes interrogées d'exprimer leurs propres points de vue
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats non disponibles pour une longue période • Le type d'informations recueilli est limité • Peuvent parfois être coûteuses et longues 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats difficiles à généraliser et, difficiles à rassembler et à comparer systématiquement • Les travaux sur le terrain exigent de plus grandes compétences au niveau des recherches que pour l'énumération quantitative

Remarque : ce tableau n'est conçu qu'à titre indicatif pour distinguer ces méthodes et n'est en aucune façon une description complète des différentes techniques.

a. L'évaluation de l'impact social adopte une approche plus éclectique de collecte, choisissant parmi les instruments « ouverts », semi-structurés et, « fermés » pour combler les lacunes d'information.

Sources : adapté de Carvalho et White 1997 ; Baker 2000 ; et la Banque mondiale 2002a.

qualitatives. D'ailleurs, des méthodes analytiques peuvent être mélangées séquentiellement ou en parallèle dans le temps. Les méthodes mélangées peuvent tirer le meilleur des analyses quantitatives et qualitatives. L'analyse qualitative peut servir d'information pour la conception des questionnaires « fermés » ou des spécifications d'un modèle économétrique et peut produire des hypothèses qui seront examinées plus tard par l'analyse quantitative. Des hypothèses produites par des analyses qualitatives peuvent être évaluées en utilisant des approches quantitatives. Les résultats de l'analyse quantitative peuvent plus tard être examinés en utilisant des méthodes de collecte de données « ouvertes » pour apporter une compréhens-

sion plus riche des impacts de la politique sur différents groupes de la population et, pour analyser les résultats contraires à l'intuition qui pourraient autrement être écartés comme étant faux. Un mélange réussi peut élucider l'histoire, le contexte, le processus et, l'identification des canaux de transmission des impacts différentiels. Tandis que les méthodes mélangées peuvent impliquer des coûts plus élevés, exigeant des qualifications plus complexes et la coordination d'équipes multidisciplinaires, les avantages dans certains cas sont supérieurs aux coûts. Grâce au travail d'Amartya Sen et à d'autres, les sciences économiques ont beaucoup contribué à rendre l'utilisation des analyses qualitatives plus libérales.

Faire l'inventaire des données et des analyses disponibles

Le premier élément de l'inventaire est de s'assurer de l'existence des données principales. Ceci permettra l'identification des lacunes dans les données qui doivent être remplies ou prises en considération en choisissant une approche analytique. Les données d'enquête auprès des ménages sont généralement essentielles pour entreprendre l'analyse quantitative et distributionnelle de la pauvreté¹⁰. Une considération importante pour l'analyse de l'impact sur la pauvreté et le social est de savoir si en plus d'un agrégat de bien-être (par exemple revenu et dépenses), l'enquête fournit des informations sur la variable (ou le calcul d'une telle variable) liée au levier de politique en question — par exemple, les dépenses des ménages pour le transport ou en particulier pour le transport public d'autobus, si la réforme concerne une augmentation des tarifs d'autobus; ou les achats de maïs à des prix subventionnés, si la réforme concerne la suppression de la subvention. D'autres sources importantes de données incluent les données administratives, les données des enquêtes auprès des ménages et, les informations qualitatives et l'information sur la situation macro-économique, y compris les comptes nationaux. En analysant la réforme de politique, il est très utile, dans la mesure du possible, de tester la robustesse des conclusions en assortissant les données de différentes sources. Ceci est souvent désigné sous le nom de « triangulation », une validation utilisant trois sources d'information différentes. Par exemple, en Arménie trois sources différentes ont été employées pour établir et comparer l'information sur la consommation et les dépenses liées aux services publics (en employant des données d'enquête auprès des ménages, des données sur les comptes des services publics et, des groupes de discussion). De même, pour les questions particulièrement controversées, les participants aux groupes de discussion peuvent avoir une tendance à exagérer ou à réduire au minimum certains impacts. Assortir ou trianguler est particulièrement important pour valider de tels résultats.

En second lieu, après identification de la disponibilité des données primaires appropriées, s'assurer de l'existence d'analyse et des données secondaires sur la politique elle-même est la prochaine étape évidente.

Dans beaucoup de cas, les politiques importantes ont été l'objet d'analyse et de débats passionnés dans le passé ; et il est important d'utiliser les analyses existantes et les discussions publiques qui ont déjà eu lieu. La documentation des projets et des programmes, ainsi que les données et analyses venant d'autres agences de développement ont aussi une valeur inestimable. Pour des réformes sectorielles, l'information dans les analyses du secteur existantes, y compris les données administratives, les enquêtes auprès des ménages et les données qualitatives, peut renforcer l'analyse. La recherche et les thèses peuvent également apporter des analyses détaillées qui ne sont pas typiquement disponibles dans les rapports officiels.

Troisièmement, il est utile de s'assurer et d'établir la capacité des agences locales impliquées dans la collecte et l'analyse de données (tels que les offices de statistiques nationaux, ministères, universités, organismes de recherches, sociétés de consultation, des organismes non-gouvernementaux et ainsi de suite) à rassembler et analyser des données.

Répondre aux limitations de données

Dans beaucoup de pays il y a des limitations de données importantes à l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social. Certaines ou plusieurs des données désirées décrites ci-dessus, peuvent tout simplement ne pas être disponibles. Dans ce cas, les responsables politiques et les analystes devront considérer plusieurs options, décrites ci-dessous.

D'abord, ils peuvent adapter l'approche analytique aux données actuellement disponibles. Si l'urgence de l'action politique limite sévèrement le temps disponible pour recueillir d'autres données, l'analyse expéditive employant les données disponibles limitées peut être nécessaire. Quelques instruments et approches pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social exigent de loin moins de données que d'autres. Adapter l'approche analytique aux données disponibles, comme l'emploi des données de gestion du temps ou des données de groupe de discussions pour construire un modèle de ménage simple, pourrait être la meilleure ligne de conduite. Tandis que toute analyse requiert des hypothèses, prendre des raccourcis veut dire en règle générale recourir à plus d'hypothèses. L'analyse devrait donc être transparente et explicite au

niveau de ces hypothèses. Des techniques qualitatives, telles que les entretiens avec des individus, communautés ou groupes de discussions peuvent être employées pour valider des hypothèses et pour informer la conception des enquêtes quantitatives.

Une deuxième option est de rassembler plus de données. Si d'importantes lacunes au niveau des données ont été identifiées, il peut être utile de recueillir les données nécessaires— données administratives ou d'enquêtes. Dans l'intérêt de renforcer la capacité nationale et l'appropriation des données et de l'analyse, ces efforts de collecte de données devraient dans la mesure du possible être entrepris par les établissements nationaux, tels que l'office de statistique, les ministères, les universités ou d'autres organismes de recherches. Une enquête nationale auprès des ménages est une grande entreprise ; planifier et mettre en œuvre l'enquête et analyser les données qui en résultent peut prendre des mois. Dans la mesure du possible, il est utile d'identifier les enquêtes auprès des ménages prévues et d'y ajouter les questions clés concernant la politique analysée. Ces questions peuvent permettre d'utiliser de nombreuses possibilités analytiques dans le contexte d'une véritable enquête auprès des ménages.

Alternativement, il y a maintenant plusieurs instruments d'enquêtes « prêt-à porter » qui peuvent être utilisés rapidement pour rassembler, saisir et analyser des données (par exemple, les enquêtes basées sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Développement – QUID). Les enquêtes d'évaluation d'impact social basées sur des échantillonnages ad-hoc non représentatifs peuvent souvent être faites en moins de temps qu'une enquête représentative au niveau national. De même, selon les questions liées à la réforme analysée, des enquêtes quantitatives peuvent être utilisées en utilisant un échantillonnage choisi (par exemple, parmi des ouvriers d'une société qui doit être restructurée).¹¹ Si possible, l'utilisation des méthodes mélangées, combinant approches analytiques qualitatives et quantitatives aux résultats triangulés, aide à produire des résultats plus riches et plus solides. L'utilisation de données d'un échantillon non-représentatif pour estimer des paramètres peut parfois être exigée et « l'emprunt » de paramètres d'autres pays peut parfois être nécessaire. Encore une fois, il sera important d'énoncer clairement les hypothèses de l'analyse (par

exemple, que ces élasticités s'appliquent à une certaine population). Une attention particulière devrait être prise lors de la généralisation d'un tel échantillonnage choisi.¹²

Troisièmement, les responsables politiques peuvent repenser la réforme politique, ou la date et la vitesse de mise en œuvre de la réforme. Une option est de remettre la décision politique à plus tard jusqu'à ce que les données appropriées puissent être rassemblées et qu'une analyse puisse être faite. Si ce cours est pris, les coûts du retard de la réforme (décision de politique en soi) devront être considérés. D'autres possibilités incluent l'introduction de la réforme sur la base d'un pilote ou selon une série de phases, de telle sorte que le progrès puisse être suivi avant qu'une décision finale ne soit prise qui mettra en application un programme national.

En fin de compte, un jugement tactique devra être fait quant à la façon de procéder. Ce jugement sera influencé par le temps et les ressources disponibles, qui à son tour dépendra d'une façon critique de la pression politique et économique. Dans la plupart des cas, les responsables politiques ne voudront pas s'embarquer dans une modification de politique importante sans une bonne compréhension de son impact sur la pauvreté et le social, en particulier si une telle action vise à réduire la pauvreté. Cependant, les impératifs politiques ou économiques (comme dans une situation de crise) peuvent parfois mener les responsables politiques à prendre une mesure rapide. A ce moment là, il sera important d'entreprendre l'analyse dès que cela sera faisable et de considérer des mesures de protection pour les pauvres contre les impacts défavorables et la vulnérabilité à des risques importants (voir la section sur des mesures compensatoires, ci-dessous).

Traiter les limitations de données aujourd'hui afin qu'elles ne limitent pas les analyses futures.

Quand les circonstances montrent qu'une décision de politique doit être prise sans données appropriées, il est important que des mesures soient prises pour améliorer la base d'information dans le futur. Puisque l'AIPS est nécessairement un processus dynamique de formulation et d'ajustement de politique basée sur une amélioration des connaissances, il serait également important de mettre en place une stratégie pour

recueillir les données nécessaires en vue d'une analyse plus approfondie des impacts sur la pauvreté et le social dans le futur. Une telle stratégie peut être conçue en quelque sorte pour établir la capacité nationale pour la collecte et l'analyse de données. Dans la mesure du possible, une stratégie pour la collecte de données devrait être liée à un calendrier pour la formulation de politiques ou pour la revue et la reformulation de politiques. En d'autres termes, la raison de développer une stratégie pour la future collecte de données ne doit pas seulement permettre à posteriori de suivre et d'évaluer une décision de politique courante, mais aussi d'établir des bases pour une future analyse ex ante. Développer une telle stratégie fait partie intégrante de l'AIPS.

Élément 6 : Analyser les impacts

Cette section commence par des considérations générales dans le choix des approches pour effectuer l'analyse puis fournit une vue d'ensemble de plusieurs larges classes de méthodes servant à estimer les impacts.

Considérations dans le choix des approches pour l'analyse de l'impact

En général, quatre facteurs conditionneront le choix de l'approche ou de l'instrument employé en analysant la pauvreté et les conséquences distributionnelles d'une réforme donnée : l'importance des impacts indirects ; la disponibilité de données ; la disponibilité du temps ; et la capacité. Aux fins de présenter une typologie simple, ces quatre facteurs peuvent se réduire efficacement en deux dimensions.

Le premier relève de l'importance des impacts indirects. Comme observé ci-dessus, les modifications de politique peuvent avoir des impacts directs et/ou indirects, selon la réforme en question et la structure de l'économie. Une réforme de politique a des impacts indirects assez élevés si l'effet net est transmis par plusieurs canaux et marchés ; mène à des changements de comportements au niveau du ménage, et/ou a des répercussions multiples qui peuvent prendre du temps à se manifester au travers de l'économie. Un exemple pourrait être une dévaluation massive ayant pour conséquence immédiate des changements de prix, de

la consommation et, des structures relatives de pouvoir ; et à plus long terme pouvant mener à des variations dans la structure de l'emploi et de l'économie, des changements de la productivité, l'amélioration de la bonne gouvernance et une croissance éventuelle.

Le second relève de la disponibilité des données, du temps, et de la capacité locale. Comme exposé ci-dessus, la disponibilité de données et la capacité domestique pour la collecte et l'analyse de données auront nécessairement une influence sur le type d'approche adopté. La typologie simple présentée réduit les données/le temps/la capacité en une seule dimension. Dans le futur, un des objectifs de l'AIPS est d'améliorer la capacité des praticiens et des utilisateurs locaux. Dans la mesure du possible, il est important que les partenaires locaux—les organismes du gouvernement ou les organismes extérieurs — soient impliqués dans le choix des instruments d'analyse et dans leur application. Cette implication peut servir de base à la construction de la capacité domestique, de sorte qu'à la longue les analystes locaux plutôt que les spécialistes internationaux conduisent une plus grande part de l'analyse.

Le tableau 2 présente une typologie indicative de la façon dont un analyste peut vouloir choisir une approche. Il présente un choix d'instruments basé sur l'importance des impacts indirects pour la réforme en question, prenant en compte les contraintes de données, temps et capacité.¹³ Ce tableau est seulement indicatif et la réalité changera selon les circonstances du pays et la réforme en question. Des choix devront donc être faits au cas par cas.

En étudiant le choix des instruments, une première étape utile est de considérer si la réforme en question est susceptible d'avoir des impacts indirects faibles ou élevés. La réponse dépendra en partie de l'échelle de la réforme et de son importance pour l'économie, aussi bien que dans le temps. En ce qui concerne ce dernier, les élasticités sont en général plus basses à court terme qu'à long terme. Par exemple, une réforme fiscale peut avoir de faibles impacts indirects pour la première année, mais beaucoup plus les années suivantes au fur et à mesure que les agents s'ajustent sur les nouveaux taux d'impôts. Un autre exemple, l'impact indirect des réformes des services publics (électricité, eau, etc.) pourrait être très faible, dans le cas de changements de

Tableau 2. Considérations dans le choix des approches d'analyse

		Capacité local/Temps/Données		
		Faible	Moyenne	Elevée
Impacts Indirects	Faibles	<ul style="list-style-type: none"> Analyse de l'incidence des dépenses et de la fiscalité 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse de l'impact social Analyse participative de la pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> Carte de pauvreté Analyse de l'incidence des dépenses et de la fiscalité Instrument d'analyse du capital social Analyse de l'offre/la demande Modélisation des ménages
	Elevés	<ul style="list-style-type: none"> Analyse de l'impact social Rassembler plus de données Utiliser des instruments des cellules adjacentes, en conjonction avec des hypothèses 	<ul style="list-style-type: none"> Modèles multi-marchés multidisciplinaires Estimation de forme réduite 	<ul style="list-style-type: none"> Matrices de comptabilité sociale Equilibre Général Calculable Modèle macro-économique et micro-simulation

Remarque : les instruments présentés avec la dimension Données/ Temps/Capacité sont additifs à travers les rangées. C'est-à-dire, n'importe quel instrument pouvant être utilisé dans le contexte de faible Données/ Temps/Capacité peut également être utilisé dans le contexte de Données/ Temps/Capacité plus élevés et certains instruments, comme l'évaluation d'impact social, peuvent être utilisés pour examiner des impacts indirects plus élevés.

tarifs payés seulement par une poignée de consommateurs riches —ou il pourrait être très significatif, comme dans le cas de la restructuration du secteur de l'électricité dans un pays industriel. Finalement, l'impact de différentes réformes peut être faible lorsqu'elles sont considérées séparément, mais élevé si elles sont prises dans leur ensemble.

Tandis que les circonstances des pays et les spécificités des réformes détermineront finalement la force des impacts indirects, il est possible de classifier largement les différents types de réformes comme ayant des impacts indirects inférieurs ou plus élevés, basé sur l'échelle sur laquelle elles sont entreprises dans la plupart des pays pauvres. L'encadré 5 fournit une décomposition indicative.

Une fois que l'importance des impacts indirects a été déterminée, la prochaine étape sera d'étudier la disponibilité des données, du temps et, de la capacité. Dans le cas où ces données sont difficiles à obtenir, l'analyse peut devoir employer des instruments et des méthodes plus simples à court terme. Dans ce cas, un plan d'action pour renforcer des données et la capacité devrait être mis en place pour une analyse plus robuste dans le futur. De cette manière les pays se trouvant dans une situation de données et de capacité « faibles » pourraient viser à améliorer leur base d'information de façon à ce qu'ils aient l'option d'adopter des métho-

des plus complexes (dans les colonnes « moyenne » et « élevée ») si nécessaire. (voir l'annexe pour les données, le temps et les conditions de compétence nécessaire pour chaque outil).

L'AIPS peut utiliser diverses méthodes et instruments, dont beaucoup exigent des qualifications combinées de diverses disciplines (par exemple, l'analyse de la macro-économie, micro-économie, du social et du politique). Lorsque c'est faisable, il est recommandé d'intégrer des analyses économiques et sociales afin d'obtenir une analyse plus approfondie. Par exemple, des analyses de l'impact social peuvent être employées pour aider à définir les paramètres et les variables explicatives utilisés dans la modélisation économétrique et, réciproquement, une compréhension de la dynamique et des contraintes économiques peuvent renforcer l'analyse sociale d'une politique donnée.

Le reste de cette section présente brièvement les différents instruments sociaux et économiques pour l'AIPS et les réformes pour lesquelles elles sont le mieux adaptées. Elle présente d'abord des instruments pour l'analyse sociale, qui peut être employée en même temps que des méthodes directes ou des méthodes d'analyses de comportement et/ou pour informer les approches pour des impacts indirects. Puis il passe en revue les deux larges approches économiques pour analyser les impacts directs : *analyse des impacts directs*

Encadré 5. Catégorisation illustrative des réformes selon la taille des impacts indirects.

Cette catégorisation est seulement indicative : les impacts indirects réels d'une réforme donnée seront le résultat des circonstances du pays, y compris la balance et la complexité de l'ajustement de politique entrepris.

Réformes avec des impacts indirects généralement élevés

- Réforme macro-économique et fiscale : réformes de politique monétaire, affectant l'inflation et les taux d'intérêt ; large politique externe, affectant la balance des paiements et des réserves ; et large politique fiscale, affectant les déficits fiscaux.
- Réforme du taux de change et du commerce : réforme du tarif et des barrières non-tarifaires ; ajustements des taux de change.
- Réforme agricole : élimination des prix administrés ; changements de subventions et des taxes domestiques ; abolitions des organismes de commercialisation.
- Réforme du secteur financier : libéralisation des taux d'intérêt ; affectation du crédit ; abaissement des barrières à l'entrée ; réforme de la réglementation.

Réformes avec des impacts indirects généralement faibles

- Réforme des finances publiques : changements d'attribution et de niveau des dépenses publiques ; changements de niveau et de composition des revenus ; améliorations

des taxes fiscales administratives ; recouvrement des coûts.

- Réforme foncière : distribution aux familles sans terres ; changements dans les droits à la propriété, à l'échange et, à l'héritage.
- Réforme des services publics : restructuration des services publics (électricité, eau, énergie, etc.), augmentation de la participation privée ; privatisation.
- Réforme du secteur financier : privatisation/fermeture des banques d'état ; promotion des institutions financières qui servent les pauvres.
- Privatisation : location des biens de production ; contrats de gestion privée ; démantèlement complet.
- Réduction du service public : licenciements ; réduction de la masse salariale.
- Décentralisation des services publics.
- Changement des systèmes de protection sociale : changements dans les transferts monétaires et non-monétaires ciblés ; les indemnités aux groupes nécessiteux (comme les orphelins de parents décédés du SIDA) ; les indemnités des assurances sociales.
- Retraites : réduction des régimes publics de retraite par répartition ; augmentation des fonds de retraite privés ; introduction des retraites sociales (aide monétaire pour les retraités les plus pauvres)

et *analyse des comportements*. Finalement, la section revoit les approches économiques complémentaires pour analyser des impacts indirects : En premier, la section couvre les cadres macro-économiques qui visent à modéliser les différents impacts des interventions de politique sur une variété de secteurs ou de marchés, mais qui laissent ouvertes les implications distributionnelles des modifications de politique. Ces cadres sont soit des *analyses d'équilibre partiel* ou des *analyses d'équilibre général*. Puis, le second groupe comporte les instruments qui emploient, comme entrées, les résultats de ces cadres macro-économiques et évaluent les implications distributionnelles des modifications de politique : *instruments reliant la distribution ou le comportement micro-économique aux cadres ou modèles macro-économiques*. Pour chaque classe de méthodes, la discussion présente une vue d'ensemble des instruments spécifiques (référé dans le texte en caractère **gras**) qui sont discutés plus en détail dans l'annexe (y compris les données nécessaires pour leur utilisation, leurs avantages et leurs limitations).

Analyse sociale

La première approche se compose de plusieurs techniques d'analyse sociale qui combinent la compréhension des impacts directs avec l'analyse des comportements.¹⁴ Ces instruments analysent comment les gens sont susceptibles d'être affectés par la réforme, la façon dont cet impact différera parmi les groupes (basés sur le genre ou l'appartenance ethnique, par exemple), de quels mécanismes les gens disposent pour s'adapter aux changements résultant de la réforme, et qui est le plus susceptible d'être vulnérable à une réforme particulière. En plus de l'analyse des impacts directs, l'analyse sociale inclut en général une évaluation sur la façon dont différentes personnes sont susceptibles de répondre à une réforme (analyse des comportements) et, certaines des contraintes institutionnelles auxquelles la réforme peut avoir à faire face pendant la mise en œuvre. En plus des analyses de l'offre et de la demande, qui sont des instruments multidisciplinaires typiquement effectués en utilisant une combinaison de techniques qualitatives et quantitatives

(présentées ci-dessous sous le titre « analyse des comportements »), il existe trois classes de méthodes qui font partie du répertoire de l'analyse sociale pour la réforme de politique : analyse de l'impact social, analyses participatives de la pauvreté et analyse des bénéficiaires, et l'instrument d'analyse du capital social. Le choix parmi ces méthodes dépend de la politique particulière et du temps disponible pour l'analyse.

L'analyse de l'impact social (AIS) est employée pour évaluer comment les coûts et les avantages des réformes sont répartis parmi les différentes parties prenantes au fil du temps. Il est particulièrement utile de comprendre comment les ressources/actifs (physiques, financiers), les capacités (humaines, organisationnelles), les relations économiques et sociales (par exemple genre, exclusion) des personnes concernées et les mécanismes institutionnels par lesquels les actions de politique sont transmises, affectent les impacts des politiques. L'analyse des parties prenantes est une condition préalable à l'AIS. Lorsque de bonnes données d'enquêtes nationales existent, l'AIS emploie une gamme d'instruments qualitatifs de collecte de données (groupes de discussion, entrevues d'informateurs semi-structurés, recherche ethnographique de terrain, ateliers avec les parties prenantes) afin de déterminer les impacts, les préférences et les priorités des parties prenantes et, les contraintes sur la mise en œuvre de la réforme. En l'absence de données quantitatives appropriées, l'AIS complète l'analyse qualitative et sociologique des impacts avec des enquêtes spécifiques non-représentatives qui capturent les impacts directs et les réponses de comportement, ou les dimensions spécifiques (comme celle de l'utilisation du temps) qui affectent les résultats de la réforme (cellule « faible-faible » dans le tableau 2). L'AIS peut être employée pour examiner les impacts des réformes structurelles comme la privatisation des entreprises d'état, la réforme agricole, la réforme des services de base, la réforme des services publics, la réforme de la fonction publique et les changements de politique fiscale. Ceci est particulièrement approprié pour comprendre la qualité de l'impact sur différents groupes et pour examiner comment les pauvres vont réagir aux réformes et profiter des opportunités de marché. Etant donné le recoupement des différentes méthodes de recherche, l'AIS est plus rentable lorsqu'elle est entre-

prise simultanément avec l'analyse institutionnelle et l'analyse des risques sociaux.

L'analyse participative de la pauvreté (APP) et l'analyse des bénéficiaires (AB) se fondent sur la consultation directe des groupes et des observations spécifiques faites sur le terrain, en utilisant principalement des techniques qualitatives (groupes de discussions, entretiens avec des informateurs clés et, une gamme d'autres instruments classifiés sous la large étiquette de l'évaluation rurale participative) Comme les cartes de pauvreté, les APPs ont été souvent employées avant l'analyse d'une réforme de politique pour identifier ces politiques et ces problèmes les plus importants pour les populations pauvres et pour comprendre les dimensions non-monétaires de la pauvreté et les processus par lesquels les actions de réforme se répercutent sur les pauvres. Les APPs tendent à se concentrer sur l'information et l'analyse au niveau national en choisissant un sous-échantillon de régions pour une recherche intensive sur les opinions des pauvres afin de comprendre les impacts de pauvreté par le biais d'une série d'instruments d'évaluation rapide et d'exercices analytiques basés sur des tâches structurées. Elles peuvent être adaptées pour le suivi et pour obtenir un feedback sur une politique particulière et pour concevoir des politiques publiques bénéficiant les pauvres (Norton et autres 2001). Elles sont plus appropriées pour les réformes fiscales, des dépenses et structurelles qui ont des impacts potentiels sur les moyens d'existence et la vulnérabilité des pauvres (Dulamday et autres 2001). Les analyses des bénéficiaires tendent à employer des techniques de collecte de données qualitatives semblables, mais elles se concentrent spécifiquement sur la consultation avec ces groupes directement affectés par une intervention, un projet ou une politique spécifique et, par conséquent ne recherchent pas la représentativité nationale. Elles ne se concentrent pas spécifiquement sur les pauvres.

L'instrument d'analyse du capital social (IACS) mesure le capital social (institutions et réseaux, et leurs normes et valeurs fondamentales) au niveau des ménages, des communautés et des organisations principales. Il permet à des analystes d'identifier comment ces capitaux sociaux affectent le comportement productif (par exemple, la génération de revenus et la gestion des risques) et, comment ceci répond à la réforme de poli-

tique. Par exemple, les réseaux fiables en lesquels les ménages ont confiance, comme les associations de parent-professeur ou des associations de fermiers, peuvent faciliter les modifications de politique qui réclament une action ou la coopération collective. Alternativement, les données de l'IACS permettent d'évaluer si certaines politiques renforcent ou heurtent le capital social. L'IACS peut être conçu en fonction des politiques spécifiques ou être utilisé pour donner une certaine profondeur à d'autres méthodes de collecte et d'analyse de données. Une version adaptée de l'instrument a été administrée en Bosnie-Herzégovine, où l'évaluation du niveau du capital social a mené à des recommandations pour la réforme du système d'assistance sociale et à des améliorations dans la prestation de services et de l'intégration des réfugiés de retour dans le pays (Banque mondiale 2002b).

L'analyse des impacts directs

L'analyse des impacts directs est une évaluation simple pour déterminer qui est directement affecté par une modification de politique et mesurer l'ampleur de cet impact. Elle ne présuppose aucune réponse comportementale des ménages ou des groupes affectés ; c'est-à-dire, si les prix changent, les quantités ne s'ajustent pas. En fait, elle assume que toutes les élasticités sont nulles, y compris les élasticités aux prix. Cette hypothèse est appropriée pour évaluer les impacts à court terme, avant que les agents économiques n'aient le temps d'ajuster leurs comportements. Cette hypothèse représente autrement une limitation de l'approche. En particulier elle tendra à exagérer l'impact sur le bien-être du ménage. L'approche peut être employée pour analyser n'importe quel type de changement de politique, —par exemple un changement de prix (tels que cours des matières premières, tarifs, salaires, ou taux de change) ou un changement des politiques de finance publique (telle qu'une subvention, un impôt, une réduction de l'emploi au sein de la fonction publique ou d'une entreprise d'état). Mais elle est plus adaptée aux réformes dont les impacts sont principalement à court terme. Les exemples comportent l'élimination d'une subvention, une privatisation de petite taille, ou un changement simple des prix d'un marché relativement isolé.

Ci-dessous se trouvent trois exemples d'instruments qui font partie de cette approche : analyse de

l'incidence des dépenses publiques et de la fiscalité, cartes de pauvreté et instruments pour évaluer les prestations de services publics. Ils varient en termes de conditions de donnée/temps/capacité, de faibles à élevées, comme indiqué dans le tableau 2, avec la carte de pauvreté nécessitant de loin le plus de données.

L'analyse de l'incidence (AI) estime l'incidence d'un des composants du revenu ou de la dépense sur différents groupes de ménages. L'analyse est un point de départ approprié lorsque les données quantitatives sont disponibles (la colonne « faible-moyenne » dans le tableau 2). Une première étape consiste à examiner les statistiques descriptives pour le pays pour voir quels sont les ménages « exposés » à la modification de politique. L'application la plus commune est la réforme de la fiscalité et des dépenses publiques; la technique a été employée par exemple au Malawi pour estimer l'incidence des dépenses d'éducation. Elle peut également être employée pour les réformes qui affectent les prix et par conséquent les revenus de ménage, comme la réforme des services publics (électricité, eau, etc.) ou les réformes agricoles. Les applications de ce type incluent l'accès aux services publics au Guatemala (Foster et Araujo, 2001). Il y a deux principaux types d'analyse de l'incidence pertinents pour l'analyse des impacts directs : l'analyse de l'incidence moyenne (ou simple) et l'analyse de l'incidence marginale. La première mesure l'incidence des dépenses ou de l'impôt en moyenne, c.-à-d., qu'elle considère toutes les dépenses ou les impôts. La deuxième se concentre sur l'incidence de la dernière ou de la prochaine unité de dépense ou d'impôt (voir l'encadré 6).¹⁵

Les cartes de pauvreté sont des profils géographiques qui indiquent l'emplacement de la pauvreté dans un pays et suggèrent où les politiques pourraient avoir le plus grand impact en terme de réduction de la pauvreté. Les cartes de pauvreté peuvent aussi être employées pour présenter les résultats des autres instruments analytiques. Par exemple, une carte de pauvreté peut être combinée avec celle montrant l'emplacement d'équipements de soins de santé primaire auxquels les pauvres ont accès. La technique convient en particulier aux réformes ayant des impacts régionalement différenciés tels que la décentralisation et la réforme agricole, comme dans le cas des changements des prix du riz à Madagascar (Mistiaen, 2002). Les applications compor-

Encadré 6. Impact des dépenses publiques en Indonésie : analyse de l'incidence des dépenses marginales et des dépenses moyennes

L'incidence des dépenses moyennes et marginales a été examinée par Lanjouw et autres (2001) pour évaluer la façon dont les dépenses pour l'éducation et pour la santé affectent différents groupes de revenu en Indonésie. Pour faire l'analyse statique de l'incidence des dépenses, il a fallu d'abord diviser les ménages en quintiles de dépense, puis calculer les taux d'utilisation des services et équipements de chaque groupe. Pour l'éducation primaire, les dépenses totales du gouvernement en 1998 se sont élevées à presque 8 000 milliards de roupies (couvrant les dépenses de fonctionnement et d'investissement). Cette année-là il y avait un peu plus de 25 millions d'étudiants inscrits dans les écoles primaires publiques. Si l'on fait l'hypothèse de transferts uniformes (chaque étudiant recevant une éducation de même valeur), le gouvernement a ainsi transféré 307 000 roupies par étudiant primaire public par an.

Le tableau ci-dessous donne l'incidence des dépenses publiques pour l'éducation primaire pour chaque quintile de dépense.

Comme on peut le constater dans le tableau, les dépenses publiques sont distribuées en faveur des pauvres, avec un transfert par tête d'environ 47 900 roupies pour le quintile le plus bas et 25 300 pour le quintile le plus haut. Avec l'inscription pratiquement universelle, la distorsion en faveur des pauvres est en grande partie due au fait que les ménages les plus

pauvres tendent à avoir plus d'enfants en bas âge que les autres ménages (6,2 millions étudiants en primaire dans le quintile le plus bas, contre 3,3 millions dans le quintile le plus haut).

Un exercice semblable a été effectué pour l'éducation secondaire et a indiqué que les avantages des dépenses publiques pour des niveaux d'éducation plus élevée deviennent de plus en plus régressifs. Dans la santé, les transferts par tête sur les soins de santé primaire se sont avérés être répartis sur les quintiles de manière uniforme, alors que les dépenses publiques sur les hôpitaux étaient fortement régressives.

Les auteurs ont également considéré l'incidence des dépenses publiques *marginales*. En d'autres termes, ils ont demandé comment un *changement* marginal de la dépense publique serait ressenti par les différents groupes de dépenses. D'abord, l'incidence d'un changement des services publics d'éducation et de santé entre deux périodes d'environ dix ans chacune a été analysée. En second lieu, le rapport entre le taux relatif de participation de chaque quintile —le taux de participation pour une période donnée relatif au taux de participation pour la population toute entière— a été estimé. L'analyse historique et les résultats de ces estimations suggèrent que les changements dans les dépenses publiques pour l'éducation primaire seraient ressentis plus fortement par les deux quintiles du bas que l'analyse statique n'avait suggéré.

	Quintiles de dépenses					Total
	1	2	3	4	5	
Population âgée de 7 à 12 ans (millions)	6,8	6,2	5,4	4,8	3,8	27,0
Elèves des écoles publiques (millions)	6,2	5,9	5,2	4,5	3,3	25,2
Transfert moyen par tête (roupies)	47 898	45 324	40 004	34 375	25 270	38 574
Pourcentage du total	24,0	23,5	20,7	17,8	13,1	100,0

tent également la planification des investissements publics dans l'éducation, la santé et le transport, et l'optimisation de l'aide sociale directe et l'aide alimentaire aux populations vulnérables. La méthode est plus utile si la carte est construite à un niveau très désagrégé, mais ceci exige des données très détaillées.

Les instruments pour évaluer les prestations de services publics permettent aux analystes de mesurer l'efficacité des dépenses publiques et l'exécution de la prestation de services en évaluant les fuites et leurs sources, les détournements des fonds financiers, les incitations et mécanismes de responsabilisation à toutes les étapes de la chaîne des dépenses. Ceci complète l'analyse de

l'incidence, qui est basée sur l'analyse du coût des services fournis indépendamment du service que les bénéficiaires reçoivent réellement. Les applications de ces instruments incluent l'analyse de l'efficacité et la qualité de la prestation des services de santé et de d'éducation en Tanzanie et en Ouganda (Gouvernement de la Tanzanie, 1999 et 2001 et Reinikka, 2001). Ces instruments, y compris les **Enquêtes de Suivi des Dépenses Publiques (ESDP)** et les **Enquêtes Quantitatives sur la Prestation de Services (EQPS)**, sont décrits en détail dans la section sur le suivi et l'évaluation plus loin dans ce chapitre, dans l'encadré 13 et, dans l'annexe sous la section « suivi et évaluation »

L'analyse des comportements

L'analyse des comportements inclut les instruments économiques qui vont plus loin que l'analyse des impacts directs et identifient les changements de comportement des ménages et des agents économiques. L'analyse des comportements inclut les méthodes qui utilisent des élasticités de valeur non nulle pour les prix propres et les prix croisés. En d'autres termes, avec le changement de prix ou autre changement de politique, les ménages peuvent se mettre à produire et à consommer d'autres marchandises et services et changer leur demande et offre. L'approche, cependant, se limite à une analyse micro-économique. À savoir que l'offre et la demande ne sont pas comparées, que les marchés ne sont pas nécessairement en équilibre, et donc que les prix ne sont pas endogènes. Plutôt, les ménages réagissent simplement à un choc exogène lié à une politique selon leurs caractéristiques et certaines hypothèses sur leurs comportements. Si les données, le temps et la capacité le permettent, l'analyse des comportements devrait toujours venir en complément de l'analyse de l'incidence décrite plus haut pour tenir compte des réponses des ménages aux modifications de politique. Les instruments de l'analyse des comportements incluent l'analyse comportementale de l'incidence, l'analyse de l'offre et/ou de la demande et la modélisation des ménages.

L'analyse comportementale de l'incidence combine l'analyse de l'incidence présentée ci-dessus, avec une estimation économétrique du comportement des ménages. Elle peut être employée pour *expliquer* les changements distributionnels à la suite d'une modification de politique. Elle répond donc à une des imperfections de l'analyse non-comportementale de l'incidence. Les applications ont inclus l'analyse du rôle de la politique du gouvernement (par rapport au secteur privé) dans l'expansion de l'accès à l'éducation en Malaisie (Hammer, Nabi et, Cercone 1995) ; l'examen des effets négatifs des bons d'alimentation sur l'offre de travail au Sri Lanka (Sahn et Alterman 1995) ; et l'étude du déplacement des transferts privés par les transferts publics aux Philippines (Cox et Jimenez 1995) et en Afrique du Sud (Jensen 1998). L'annexe présente des détails sur les outils et techniques pour **l'analyse comportementale de l'incidence marginale (ex post), l'évaluation comportementale marginale des réformes**

politiques (ex ante) et, les méthodes d'évaluation de l'impact des programmes assignés (ex post).

Les analyses de la demande et/ou de l'offre estiment les réponses des consommateurs (demande) et des producteurs (offre) aux changements des prix. L'analyse de la demande peut évaluer la volonté et la capacité de consommateurs ayant des différents niveaux de revenu à payer pour les services publics tels que l'eau et l'électricité. Elle a été employée pour évaluer l'impact de tarifs plus élevés pour l'électricité en Arménie (Encadré 7) et la République Kirghize. Elle a été également employée pour évaluer les préférences et les réponses probables des consommateurs d'eau dans le cas de changements de tarifs et de réformes institutionnelles telle que la privatisation dans plusieurs pays africains (Mozambique, Lesotho, Angola, et Zambie). L'analyse de l'offre convient plus à l'analyse des réformes agricoles qui affectent les pauvres dans leur rôle en tant que producteurs et a été employée pour examiner l'impact de la libéralisation agricole sur les pauvres fermiers au Mexique (Encadré 8). Les analyses de l'offre et de la demande sont typiquement effectuées en utilisant une combinaison de techniques qualitatives et quantitatives.

La modélisation des ménages est légèrement plus complexe, du fait qu'elle analyse les impacts en reconnaissant les ménages en tant que consommateurs et producteurs. Les modèles intègrent dans un seul cadre les décisions relatives à la production, la consommation, et l'offre de travail, pour refléter le fait que beaucoup de ménages sont simultanément des unités de production et de consommation tout particulièrement dans les milieux ruraux. Ils sont en particulier faits pour être adaptés pour l'analyse des réformes agricoles, mais ont aussi été employés pour un très grand nombre de réformes, y compris les réformes fiscales.

Analyse d'équilibre partiel

L'analyse en équilibre partiel va au-delà de l'analyse de comportement dans la mesure où elle égalise l'offre et la demande sur un ou plusieurs marchés de sorte que les prix se dégagent à leur niveau d'équilibre.¹⁶ Ainsi les prix sont maintenant endogènes. L'analyse en équilibre partiel se distingue de l'analyse en équilibre général (discutée ci-dessous) car elle n'inclut pas tous les comptes de la production et de la consommation et n'essaye pas de capturer tous les marchés et les prix

Encadré 7. Impact d'un changement des tarifs de l'électricité et de l'eau sur la population pauvre en Arménie : analyse de la demande

Une étude récente (Lampietti et autres 2001) emploie l'analyse multi-variable du bien-être pour évaluer l'impact sur la pauvreté de l'augmentation des tarifs de l'électricité et de l'eau en Arménie. Elle examine ex post l'impact d'un accroissement des prix de l'électricité (et d'une croissance simultanée des programmes de protection sociale) et l'impact de l'augmentation des tarifs de l'eau. L'étude évalue une fonction de demande pour examiner les réponses des consommateurs aux changements des prix, y compris par la substitution de l'électricité par d'autres formes de carburant. Les ajustements possibles de l'offre (au coût et à la structure de la production) ne sont pas pris en considération.

L'analyse se base sur deux enquêtes mandatées spécialement, entreprises durant la réforme de l'électricité : une enquête quantitative auprès des ménages portant sur la consommation d'eau et d'électricité (contenant aussi des informations sur la démographie et le revenu des ménages) et, une enquête qualitative sur la satisfaction des consommateurs basée sur des groupes de discussion avec les parties prenantes. Pour l'électricité, les statistiques administratives sur le paiement et la consommation sont aussi utilisées.

L'étude sur l'électricité examine les changements en termes de consommation et des comportements au niveau des paiements (arriérés etc.) des ménages pauvres et non-pauvres après la réforme. L'analyse de l'eau considère (a) combien de ménages supplémentaires non-pauvres et pauvres seraient disposés à payer pour un service amélioré et, (b) le fait que l'augmentation des tarifs, qui peut aider à couvrir des coûts

mais peut aussi menacer de réduire la consommation de certains ménages.

Dans les deux cas les résultats des données de l'enquête sont corroborés comparés avec les prévisions des modèles multi-variables de la dépense des ménages par personne. Les modèles incluent des variables explicatives portant sur la démographie, la possession de biens et le lieu de résidence. Chaque modèle est estimé séparément pour les ménages ruraux et urbains.

L'étude sur l'électricité constate que les ménages ont réduit leur consommation d'électricité, en utilisant du bois ou du gaz naturel, en raison de l'augmentation des prix. Cet effet était particulièrement marqué chez les ménages pauvres. En conséquence, la réforme a seulement entraîné une modeste amélioration des revenus de l'entité publique. Ceci implique que les politiques sur l'augmentation des prix doivent prendre en compte les réponses des consommateurs. Une autre considération est le besoin d'envisager des actions pour atténuer les effets sur la pauvreté et sur l'environnement.

Les résultats de l'analyse sur l'eau suggèrent que les consommateurs sont peu disposés à payer plus pour un service qu'ils considèrent incertain. Les auteurs proposent que la réforme devrait par conséquent procéder en deux étapes— en premier, le recouvrement forcé des paiements dus par les ménages bénéficiant de services fiables, puis augmenter les tarifs de manière progressive pour trouver un équilibre entre la viabilité financière du service public et la nécessité de maintenir l'accès pour les utilisateurs pauvres.

d'une économie. Les analyses d'équilibre partiel (qui prennent en compte les élasticités de la demande et de l'offre) tiendront compte des impacts indirects qui se produisent quand les changements d'un marché affectent d'autres marchés, mais elles ne captureront ces changements que dans la mesure où elles incluent les marchés appropriés.¹⁷ C'est là le plus grand inconvénient par rapport aux approches d'équilibre générales. Pour cette raison, l'analyse en équilibre partiel est mieux adaptée pour analyser les réformes sectorielles (telles que les réformes du marketing et des prix agricoles ainsi que la prestation des services publics) qui ont moins de chance d'avoir de grands impacts sur les agrégats macroéconomiques. Les techniques d'équilibre partiel font partie de la catégorie « élevée-moyenne » du tableau 2 c'est-à-dire qu'elles requièrent

au moins des données d'enquête auprès des ménages. Les instruments pour l'analyse en équilibre partielle incluent les modèles multi-marchés et les estimations de forme réduite.

Les modèles multi-marchés permettent l'évaluation combinée des systèmes des rapports entre l'offre et la demande, de sorte que l'analyste puisse voir la façon dont les politiques dans un secteur ont un effet sur les autres secteurs. Les modèles multi-marchés représentent une alternative plus simple aux modèles d'équilibre général calculable (EGC) et ont été employés, par exemple, pour examiner l'impact des changements dans les techniques agricoles, de l'augmentation des exportations et des subventions des importations en Inde (Binswanger et Qizon 1984, 1986) et les subventions et les tarifs agricoles en Turquie (voir encadré 9)

Encadré 8. Impact de la libéralisation au Mexique : analyse de l'offre

Une estimation simple de l'offre a été utilisée pour examiner les impacts différentiels provenant d'une modification de politique sur le bien-être. López, Nash et Stanton (1995) utilisent une enquête auprès des ménages du Mexique pour estimer le rapport entre les ressources/actifs des ménages et leur offre de produits agricoles. A cette période, l'économie mexicaine s'ouvrait de plus en plus— les marchés pour les intrants, les produits et le crédit étaient libéralisés. L'étude avait deux buts : Le premier était celui de suivre la condition des fermiers mexicains, particulièrement les pauvres, et de voir comment ils étaient affectés par les changements politiques et environnementaux ; le deuxième était de comprendre les contraintes auxquelles les ménages pauvres font face lorsqu'ils essaient de s'adapter au nouveau régime et de profiter des nouvelles opportunités.

López et al. (1995) construisent un modèle montrant que la richesse d'un ménage affecte à la fois sa production et sa capacité à répondre aux changements des prix. Ils testent ce modèle en utilisant d'abord une grande enquête auprès des ménages disponible pour 1991, puis une enquête plus petite et spécifique portant sur 1993. En utilisant les données de la première enquête, ils constatent que les fermiers ayant peu d'outils de production (les "pauvres") avaient de moindres récoltes en

moyenne, avaient un moindre accès et plus de difficultés à obtenir des crédits, et étaient moins prônes à utiliser des intrants achetés tels que les graines, engrais et pesticides et à utiliser un tracteur pour la préparation du sol. Leurs terres étaient aussi en général de moindre qualité et leur niveau d'instruction était plus faible que pour les fermiers ayant plus d'outils de production. Cette analyse a constaté que les fermiers les plus pauvres étaient moins en mesure de profiter des avantages amenés par la libéralisation.

Cependant, les résultats de la deuxième enquête suggèrent que les conditions se sont améliorées à la fois pour les ménages agricoles à revenu moyen et pour les ménages agricoles les plus pauvres. La production est plus diversifiée, la taille des terres possédées a augmenté, tout comme l'utilisation d'intrants achetés et la possession d'outils de production (de manière limitée). Ils constatent également que parmi les pauvres, le niveau de scolarité et les revenus de sources non-agricoles ont diminué. Bien que López et al (1995) ne spéculent pas sur les raisons pour ces résultats, ceux-ci pourraient être dus en grande partie aux plus grands rendements du travail agricole liés à la libéralisation, qui réduisent les rendements relatifs des revenus issus des activités non-agricole et les investissements éducatifs nécessaires pour accéder au marché du travail non-agricole.

Source : López, Nash et, Stanton (1995)

Les estimations de forme réduite peuvent être employées pour simuler l'impact des différentes variables de politique sur la pauvreté et le social. L'approche nécessite moins de données que les modèles multi-

marchés. Par exemple, les techniques de forme réduite ont été employées pour étudier la pauvreté rurale en Zambie, tirant profit des données sur les budgets des ménages, sur l'emploi du temps des ménages, ainsi

Encadré 9. L'impact des subventions agricoles en Turquie : modèle multi-marchés

Hammer et Tan (1989) ont construit un modèle multi-marchés du secteur agricole en Turquie. Leur modèle contient huit marchés agricoles séparés, qui sont des produits qui peuvent potentiellement être substitués les uns aux autres. Certains de ces derniers sont commercialisés internationalement. Les revenus dans les secteurs ruraux proviennent des bénéfices agricoles. Le modèle inclut également un compte explicite du gouvernement, qui lève les impôts, fournit les subventions et, intervient directement sur les marchés pour certains produits. Les élasticités de l'offre et de la demande ont été prises des sources éditées et modifiées pour satisfaire les restrictions théoriques et pour se conformer aux données de base. L'analyse de sensibilité a confirmé que le modèle était robuste et résistait aux grands changements dans les hypothèses posées.

Le modèle simule l'impact des changements de politique de gouvernement sur les interventions directes (subventions et soutien des prix) et les tarifs. Les résultats indiquent que la réduction des taxes à l'exportation mène à une large augmentation de l'offre et des exportations, et que l'incidence des subventions sur les céréales fourragères et sur les engrais est suffisamment biaisée qu'elles pourraient être coupées sans affecter les revenus agricoles ou les revenus d'exportations. En outre, les droits à l'exportation sur les produits laitiers sont régressifs. Imposer des prix de frontière (en enlevant les taxes et les restrictions à l'importation) mène à l'amélioration des revenus du gouvernement et des revenus en devises étrangères. Cela améliore également les revenus des ménages agricoles riches et moins riches, mais risque de nuire aux consommateurs — spécialement les pauvres—par le biais de prix élevés.

que d'autres données sociologiques et anthropologiques

Analyses d'équilibre général

L'analyse d'équilibre général va plus loin que l'analyse partielle d'équilibre dans la mesure où elle modélise tous les comptes économiques de l'économie et vise ainsi à en présenter une image complète. Les méthodes dans cette catégorie ont en commun est la caractérisation complète de l'économie, avec différents degrés d'agrégation. En théorie, un modèle d'équilibre général bien calibré peut capturer les impacts indirects de la politiques dans tous les autres marchés. Cependant, en pratique, comme dans toute estimation économique, il capture seulement les impacts indirects en provenance des marchés qui sont inclus dans le modèle, et les résultats dépendent des spécifications et des paramètres des modèles.¹⁸ Tandis que l'analyse en équilibre général peut être employée pour analyser la plupart des types de réforme de politique, elle est plus appropriée pour les réformes ayant des impacts indirects multiples et significatifs sur l'économie par un certain nombre de canaux de transmission. Une dévaluation du taux de change ou des politiques différentes pour le déficit fiscal seraient mieux analysées avec une approche en équilibre général, si les données et les capacités le permettent. L'analyse en équilibre général, en capturant les comptes de l'économie toute entière, exige non seulement des données d'enquête auprès des ménages mais également des données globales nationales complètes et cohérentes. Les besoins informatiques et de capacité sont également généralement assez importants. Les autres inconvénients sont qu'il peut être difficile d'expliquer la technique aux responsables politiques, et que les résultats sont sensibles aux hypothèses sur lesquelles un modèle particulier est basé. L'approche est par conséquent présentée dans la colonne « Elevée- élevée » dans le tableau 2. Les instruments spécifiques pour l'analyse en équilibre général sont les matrices de comptabilité sociale et les modèles d'entrées-sorties et les modèles d'équilibre général calculable (EGC)

Les matrices de comptabilité sociale (MCS) et les modèles d'entrée-sortie (E/S). Les matrices de comptabilité sociale (MCS) peuvent être employées pour des simulations de politique simples (en choisissant quelques

comptes comme exogènes et en laissant les autres endogènes). Par exemple, dans une MCS contenant des comptes de production agricole et de transport, l'impact d'un changement exogène affectant l'agriculture peut être simulé (laissant le transport fixe) et vice-versa¹⁹. Les MCS ont quelques sérieuses limitations, y compris le fait que les prix ne s'ajustent pas pour refléter des changements d'activité réelle et, que les résultats sont extrêmement sensibles aux hypothèses qui définissent quels comptes sont endogènes ou exogènes.

Les modèles d'équilibre général calculable (EGC) sont des modèles qui spécifient complètement une économie (ou une région). Leur complexité varie, allant de modèles de base tel que le modèle 1-2-3 (un pays, deux activités, trois biens), aux modèles qui contiennent plusieurs activités et acteurs et des centaines de paramètres. Les EGC peuvent être employés dans le contexte d'un certain nombre de politiques, y compris les réformes des finances publiques et la stabilisation macro-économique²⁰. L'encadré 10 illustre l'utilisation d'un modèle EGC pour calculer l'impact de l'incidence fiscale aux Philippines. Ces modèles – même les plus simples – requièrent de nombreuses données et peuvent être difficiles à construire et à comprendre.

Instruments reliant la distribution ou le comportement micro-économique aux cadres ou modèles macro-économiques.

La dernière classe d'instruments et de méthodes relie le comportement et/ou la distribution micro-économique à un cadre ou à un modèle macro-économique cohérent. Les impacts sur la distribution et la pauvreté sont estimés de manière itérative, et en dehors de l'exercice de modélisation macro-économique. Sous sa forme la plus simple, le cadre/modèle macro-économique (n'importe lequel de ceux mentionnés ci-dessus) est résolu pour tirer les paramètres d'équilibre principaux (tels que les prix, les salaires, le déficit fiscal et, ainsi de suite) ; ces paramètres sont alors introduits dans la composante micro-économique. Plusieurs approches micro peuvent être employées pour déduire les résultats sur la pauvreté et la distribution sur la base des paramètres du cadre/modèle macro-économique.²¹ Les approches présentées ci-dessous peuvent être appliquées à une grande variété de réformes. Cependant, elles requièrent des données

Encadré 10. Incidence fiscale nette aux Philippines

Dans le meilleur des cas, on devrait pouvoir analyser simultanément l'incidence des politiques fiscales et de dépenses publiques, ce qui revient à mener une analyse d'incidence fiscale nette. Dans la pratique, il est difficile d'entreprendre ce type d'analyse car les données nécessaires sont nombreuses. Devarajan et Hossain (1998) ont accompli un des quelques exemples de ce type d'analyse aux Philippines. L'incidence de la politique fiscale (impôts indirects et directs et, dépenses) a été estimée en utilisant une variété de sources de données et d'instruments.

Pour les deux impôts, indirects et directs, les auteurs calculent le taux d'imposition fiscal réel pour chaque décile de revenu – défini comme le changement de pouvoir d'achat de chaque classe de revenu. Pour des impôts directs, ils ont calculé le taux d'imposition fiscal réel en utilisant des taux de perception de l'impôt pour différents niveaux de revenus bruts. L'enquête sur le revenu et les dépenses des ménages a été employée pour attribuer ces classes de revenu aux différents déciles. Pour les impôts indirects, un modèle multi-sectoriel EGC a été employé pour calculer l'incidence des impôts. Le taux d'imposition fiscal réel pour chaque type d'impôt (tel que la TVA, les taxes à l'importation, les droits de régie) a été calculé individuelle-

ment. Ceci a été fait en simulant l'abolition de chaque type d'impôt avec le modèle EGC. L'incidence reflète à la fois les perceptions réelles de l'impôt et l'augmentation des coûts liés à chaque impôt. Les taux réels pour les impôts directs et indirects et ont été agrégés pour obtenir la charge fiscale globale.

Pour les dépenses, les auteurs se sont concentrés sur les dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructure. L'incidence à travers le pays a été obtenue en combinant des informations sur les dépenses régionales et des informations sur la répartition des revenus pour les différentes régions. Pour calculer l'incidence des dépenses, les auteurs en ont déduit la subvention implicite reçue par les différents déciles de revenu pour la santé, l'éducation et l'infrastructure. L'incidence globale des dépenses publiques de santé, éducation et infrastructure a été calculée comme moyenne pondérée de l'incidence régionale, les poids étant les allocations régionales de ces dépenses. L'incidence totale des dépenses publiques a été calculée en terme de la part du revenu brut qu'elles représentent.

Les résultats indiquent que l'incidence fiscale est assez neutre. L'incidence de la dépense est fortement progressive, de même que l'incidence combinée.

et des compétences importantes et sont situées dans la colonne « élevée-élevée » dans le tableau 2.²² Les techniques spécifiques suivantes sont décrites plus en détails dans l'annexe.

Lier le cadre macro-économique à une estimation de forme réduite est une approche minimaliste qui simule les impacts sur la pauvreté sur la base de diverses variables macro-économiques.²³ Des instruments ont été également développés pour examiner comment les changements de certaines variables macro-économiques —en particulier le taux de croissance— ont une incidence sur la pauvreté, basée sur la distribution spécifique à chaque pays. **SimSIP** (Simulations pour les Indicateurs Sociaux et la Pauvreté – Simulations for Social Indicators and Poverty) et **PovStat** sont des instruments de ce type.²⁴

Lier le cadre macro-économique à l'analyse du comportement des ménages représentatifs est l'approche suivie dans le **modèle 1-2-3 PRSP** qui lie le modèle 1-2-3 à une analyse du comportement des ménages représentatifs (Devarajan et autres 2001) et dans l'instrument d'analyse **PAMS** qui lie un module de travail/pauvreté à un modèle macro-économique cohérent (tel que le

modèle standard RMSM-X de la Banque mondiale).²⁵ La technique peut être employée pour simuler un grand choix de politiques, allant des politiques de l'emploi et des salaires, aux politiques fiscales, aux politiques affectant les prix et aux politiques de dépense publique. Une application est l'analyse de l'impact des modifications de politiques macro-économiques sur la consommation et du statut alimentaire aux Philippines, faite en liant un modèle simple d'EGC et un système de demande pour les denrées agricoles (Orbeta et 1998 alba).²⁶

Lier le cadre macro-économique à la simulation micro-économique. Une variante plus désagrégée de la méthode des ménages représentatifs exposée ci-dessus est la simulation du comportement au niveau de chaque ménage individuel. Robillard, Bourguignon et Robinson (2001) utilisent cette approche pour analyser l'impact de la crise financière indonésienne sur la pauvreté (voir encadré 11). Leur modèle de ménage est lié à un modèle EGC par les salaires et par l'attribution de l'emploi et des prix dans les différents secteurs. Ce modèle est ensuite contraint d'être cohérent avec les résultats du modèle EGC.

Encadré 11. L'impact de la crise financière sur les pauvres en Indonésie: modélisation d'un équilibre partiel et modélisation d'un modèle EGC avec micro-simulation

Les modèles d'équilibre général permettent à l'analyste d'examiner explicitement les conséquences indirectes et de deuxième ordre que les modifications de politiques provoquent. Ces conséquences indirectes sont souvent plus grandes que les impacts directs et immédiats, et peuvent avoir différentes implications sur la distribution. Les modèles d'équilibre général et partiel peuvent donc mener ainsi à des conclusions sensiblement différentes.

Une comparaison des conclusions de deux groupes de chercheurs, basées sur le même événement mais utilisant des méthodes différentes, révèle les différences entre les modèles. Les deux groupes de chercheurs, Levinsohn, Berry et, Friedman (1999) et Robillard, Bourguignon et Robinson (2001) ont étudié l'impact de la crise financière indonésienne sur les pauvres —le premier en utilisant un équilibre partiel, le second en employant un modèle EGC lié à la micro-simulation.

L'étude de Levinsohn a utilisé des données sur la consommation de près de 60.000 ménages, provenant de l'enquête SUSENAS de 1993, ainsi que des informations détaillées sur les changements de prix au cours de la période de crise 1997/98, pour calculer les changements du coût de la vie pour chaque ménage. Elle constate que les ménages urbains les plus pauvres ont été le plus touchés, en subissant une augmentation du coût de la vie de 10 à 30 pour cent (variant selon la méthode employée pour calculer le changement). Les ménages ruraux et les ménages urbains riches ont en fait vu leur coût de la vie diminuer.

Les résultats suggèrent que les pauvres sont tout aussi intégrés dans l'économie que les autres groupes, mais que pendant une crise ils ont moins la possibilité de maintenir un niveau de consommation plus stable. Cependant, les méthodes employées ont au moins trois inconvénients sérieux. D'abord, les paramètres de consommation sont fixes, c.-à-d., aucune substitution n'est autorisée entre les différents biens de

consommation selon leurs prix. En second lieu, les résultats sont exclusivement *nominaux*, parce que les changements du bien-être sont dus entièrement aux changements du prix de la consommation et, ne prennent pas en compte les changements concomitants dans les revenus. Troisièmement, cette analyse ne contrôle pas d'autres événements exogènes, comme par exemple la sécheresse d'El Niño, et les incendies de forêts qui ont suivi.

Robillard, Bourguignon et Robinson utilisent un modèle EGC lié à un modèle de micro-simulation. Les résultats sont obtenus en deux étapes. D'abord, le modèle EGC est construit pour obtenir un ensemble de paramètres pour les prix, les salaires et la demande de travail. Ces résultats sont ensuite introduits dans un modèle de micro-simulation pour estimer les effets sur chacun des 10.000 ménages dans l'enquête SUSENAS de 1996. Dans le modèle de micro-simulation, les travailleurs sont divisés en groupes selon le sexe, la résidence et les qualifications. Les individus reçoivent un revenu sous forme de salaires et des bénéfices des entreprises, et les ménages reçoivent revenus et profits proportionnellement à leurs dotations. L'offre de travail est endogène. Le modèle de micro-simulation est contraint de se conformer aux agrégats résultant du modèle EGC.

L'équipe de Robillard constate que la pauvreté a augmenté pendant la crise, mais pas aussi sévèrement que les résultats précédents le suggéraient. En outre, l'augmentation de la pauvreté était due à part égale à la crise et à la sécheresse. En comparant leurs résultats de la micro-simulation à ceux produits par le modèle EGC, les auteurs constatent que la modélisation des ménages représentatifs est susceptible de *sous-estimer* l'impact des chocs sur la pauvreté. D'autre part, ignorer les effets de substitution et les effets de revenu, comme Levinsohn, Berry et Friedman, peut mener à *surestimer* l'augmentation de la pauvreté, puisque cela ne permet pas aux ménages de changer l'allocation de leurs ressources en réponse aux chocs.

Élément 7 : Améliorer la réforme et envisager des mécanismes de compensation

L'analyse des impacts sur la pauvreté et le social est entreprise afin d'augmenter le bien-être, en particulier celui des pauvres, en influençant l'élaboration des réformes de politique. Dans la mesure où il existe des perdants lors d'une réforme, l'AIPS peut influencer la conception de politique afin de réduire au minimum le nombre de perdants ou l'ampleur des impacts défavorables. Une meilleure compréhension des impacts

défavorables peut également aider dans la conception de mécanismes de compensation appropriés, si nécessaires. Cette composante de l'AIPS est basée sur l'analyse et les instruments présentés dans la section précédente. Ce travail analytique peut fournir des options potentielles pour limiter les impacts négatifs sur le bien-être des pauvres ou d'autres groupes. En outre, trouver la solution appropriée, ou l'ensemble de solutions appropriées, requiert souvent des discussions et débats substantiels avec les principales parties prenantes, et en particulier celles affectées par la réforme, afin d'examiner la faisabilité et pertinence des

mesures de compensation proposées. En bref, si l'analyse ex ante des impacts sur la pauvreté et le social prouve qu'une réforme proposée aura des impacts défavorables à court terme sur le niveau de vie des pauvres ou d'autres groupes, il est important que l'analyste considère les options suivantes.

Considérer une conception alternative

La conception de la réforme peut être améliorée en incluant le renforcement de certaines mesures, la mise en place de mesures de mitigation, ou un séquençement différent des actions publiques. D'abord, on peut choisir de poursuivre l'exécution d'une réforme comme prévu, mais avec un système de subvention pour protéger les pauvres ou autres groupes affectés défavorablement par la politique. Par exemple, une augmentation du tarif de l'eau liée à une réforme des services publics peut être conçue afin de protéger ceux qui consomment des quantités d'eau relativement faibles en incorporant un système de subventions.²⁷ Des informations et des consultations sur le contexte de la réforme sont souvent nécessaires pour choisir le type de mécanisme le plus approprié aux particularités de certains pays et à la capacité de mise en œuvre. Alternativement, l'analyse d'une réforme du service électrique peut déterminer que l'accès est reconnu comme étant la contrainte principale pour les pauvres, et inclure la subvention des charges de connexion dans la conception pour les communautés pauvres visées.²⁸ Dans la réforme fiscale, les biens de grande consommation clé qui composent la majeure partie de la consommation des pauvres peuvent par exemple être exemptés de l'imposition.²⁹

En second lieu, les politiques peuvent devoir s'étendre au-delà des éléments centraux suggérés par le diagnostic initial du problème pour inclure des mesures complémentaires. Par exemple, si des goulots d'étranglement au niveau des frontières (telles que les restrictions d'accès au secteur des transports intérieurs) minimisent les avantages résultant de la libéralisation des échanges reçus par les bénéficiaires visés, il sera très important de prendre des mesures pour adresser ces contraintes afin de réaliser les gains de bien-être prévus. De même, il sera essentiel de comprendre et d'aborder les facteurs qui limitent la mesure dans laquelle les pauvres ou autres groupes cibles peuvent

tirer avantage de réformes du marché — par exemple le manque de ressources/actifs (terre, crédit, connexion au réseau électrique) ou de possibilités (information sur les prix, accès aux marchés). L'analyse micro-économétrique, tout comme l'analyse qualitative, peut aider à identifier les types de mesures complémentaires qui pourraient être nécessaires.

Troisièmement, il est important de considérer soigneusement la suite des événements. Par exemple, fermer un bureau de commercialisation agricole peut éliminer le monopsonne et les intrants subventionnés en même temps. S'il en résulte que des intrants critiques sont susceptibles d'être indisponibles ou trop chers pour les agriculteurs vulnérables dans certains endroits, l'AIPS pourrait suggérer que le gouvernement agisse d'abord pour faire tomber les barrières à l'entrée ou encourager les négociants privés à poursuivre les marchés inexploités *avant* de dissoudre le bureau de commercialisation. En outre, la pérennité du processus de réforme peut être augmentée par des gains rapides pour les parties prenantes principales, afin d'établir un vaste soutien de la réforme. Par exemple, de nouvelles ressources pour la sécurité dans les mines d'exploitation en Russie ont été employées pour persuader les syndicats du besoin de réforme.

Considérer les mécanismes de compensation directs

Quand les impacts défavorables de la réforme sont inévitables, les considérations justifiant la décision de compenser les perdants peuvent être basées sur : (a) la pauvreté (particulièrement si certains pauvres perdent à court terme et si l'objectif de la politique est la réduction de la pauvreté) ; (b) des raisons d'équité (particulièrement si les groupes qui ont traditionnellement été les plus pauvres et les plus vulnérables perdent du terrain par rapport à ceux avec une plus grande sécurité) ; ou (c) des raisons d'économie politique (particulièrement si les perdants ont la capacité de s'organiser et de menacer la pérennité de la réforme ou la survie du gouvernement).

Une attention particulière doit être portée dans la conception de mécanismes de compensation—pour assurer le ciblage approprié des bénéficiaires et limiter les coûts, et pour éviter les régimes pervers ou générateurs de distorsions qui pourraient compromettre la mise en œuvre de la politique prévue (voir encadré

12). Il est également important de calculer le coût de la compensation et de le comparer aux impacts positifs attendus de la réforme. En termes de coûts, le mécanisme de compensation lui-même (par exemple, un grand programme d'assistance pour les licenciés ou un grand programme social) entraînera des coûts fiscaux qui, selon leur taille, peuvent avoir des impacts indirects sur la stabilité fiscale, les prix et l'économie. De plus, ces mesures ont toujours un coût car n'importe quel système de compensation utilisera des ressources qui autrement auraient été dépensées ailleurs.³⁰

Considérer des délais ou suspensions

Si les résultats de l'AIPS suggèrent que les avantages à court et long terme d'une intervention politique la mieux conçue n'excède pas les coûts à court terme (ou long terme) de systèmes pour compenser les pauvres, ou si d'autres groupes importants pourraient souffrir de pertes irréversibles, alors on pourrait envisager des délais dans la mise en œuvre de la réforme (c'est-à-dire, le reséquencement de la réforme) ou l'abandon ou la suspension de l'exécution de la politique.

Élément 8 : Evaluer les risques

Lorsque l'on présente les paramètres des différentes réformes alternatives, il est important de considérer le

risque que certaines des hypothèses qui sous-tendent l'analyse ne se matérialisent pas dans la réalité.³¹ Ce processus peut fournir davantage de perspicacité dans le choix et la conception de la politique, y compris le séquençement. L'analyse de risque aborde la question de ce qui pourrait mal tourner et empêcher une réforme d'avoir les impacts prévus sur la pauvreté et le social. En traitant ces questions d'une manière explicite, des ajustements peuvent être faits pour atténuer les risques (par exemple, modifier la réforme ou prévoir des mesures complémentaires).

L'analyse de risque peut donc aider les gouvernements à anticiper des conséquences non voulues. L'analyse devrait considérer les risques que représente un programme de réforme aussi bien que les risques émanant de ses impacts. Une partie du défi de l'analyse est d'identifier explicitement les hypothèses qui doivent être valides pour qu'une politique ait son impact prévu. C'est une tâche difficile et cela met en évidence la nécessité de rendre les hypothèses explicites, qui devront être observées lors du suivi de la réforme et de ses impacts (voir la section Suivre et Evaluer, ci-dessous).

Il y a quatre principaux types de risques dans l'AIPS :

- *Les risques institutionnels.* Cela inclut les risques que les hypothèses faites concernant l'exécution institu-

Encadré 12. Les licenciements et la création de programmes d'indemnités compensatoires au Vietnam

La question des licenciements et de la création de programmes d'indemnités compensatoires a été analysée ex ante dans le contexte du Vietnam par Martin Rama (2001). Les réformes proposées incluaient une importante opération de dégraissage des effectifs liée à la liquidation, le désinvestissement ou la restructuration d'approximativement 6 000 entreprises d'état, ce qui avait pour effet la mise au chômage d'environ 5 pour cent de la main-d'œuvre vietnamienne, soit 450 000 travailleurs. En prévision de ces licenciements massifs, un programme d'indemnités compensatoires fut spécialement mis en place. Il revenait à deux mois de salaire par année de service, plus une substantielle allocation de formation en argent liquide. Ce programme fut le résultat des discussions politiques autour des simulations produites par Rama, à partir d'un DOSE (*Downsizing Options Simulation Exercise*- exercice de simulation des options de licenciement). La simulation avait calculé la proba-

bilité des employés d'accepter différents programmes d'indemnités de licenciement, sur la base des caractéristiques de différents employés.

Cette probabilité est définie comme la part des employés pour qui l'indemnité de licenciement dépasserait l'estimation du coût actualisé du licenciement. Rama constata qu'une formule basée uniquement sur les salaires passés avait une probabilité d'acceptation systématiquement plus élevée chez les hommes, alors que les femmes considéraient plus favorablement une compensation d'un montant forfaitaire. Se fondant sur ces simulations et afin de s'assurer que la main d'œuvre féminine n'est pas trop pénalisée par les licenciements, le gouvernement du Vietnam sélectionna un programme d'indemnités de licenciement impliquant un composant de montant forfaitaire assez important sous forme d'allocation de formation.

tionnelle sont incorrectes. Ceci pourrait être dû, par exemple, à l'existence d'imperfections de marché ou institutionnelles là où aucune n'avait été anticipée (comme dans le cas où l'information est asymétrique ou lorsque certains marchés sont absents) ou au fait que les organisations principales impliquées dans la réforme fonctionnent de manière inattendue.

- *Les risques d'économie politique.* Cela inclut les risques que des groupes d'intérêt puissants peuvent nuire aux objectifs de réforme en bloquant sa mise en œuvre, en s'en appropriant les avantages ou en renversant les actions de réforme.
- *Les risques exogènes.* Cela inclut les risques de chocs dans l'environnement extérieur tel qu'un désastre naturel ou une crise régionale économique qui peuvent avoir un impact énorme sur la vulnérabilité des pauvres.
- *Les autres risques pays.* Cela inclut les risques d'augmentation dans l'instabilité politique ou de tensions sociales qui pourraient porter atteinte à la mise en œuvre effective de la réforme.

Il y a trois méthodes principales disponibles pour analyser les risques : analyse des risques, analyse de sensibilité, et analyse de scénarios. La première et la troisième sont discutées plus en détails dans l'annexe.

L'analyse des risques est une approche pour identifier systématiquement les risques et leur importance pour la réforme actuelle. Elle va au-delà des risques de vulnérabilité, qui sont capturés par l'analyse d'impact, pour inclure la considération des risques provenant du contexte socio-politique et institutionnel qui pourrait porter atteinte à la réforme, aussi bien que les risques liés aux réponses de comportement face aux réformes proposées. Des exemples incluent les risques d'économie politique qui peuvent être latents mais peuvent devenir plus aigus lorsque les groupes d'intérêt perçoivent les réformes comme une menace. Un autre exemple serait l'accroissement de l'exposition aux conditions exogènes de marché en l'absence de mécanismes pour faire face aux risques ou d'assurance pour adresser les imperfections liées à la concurrence ou aux marchés. L'évaluation des risques est basée sur le fait que les risques deviennent réalité lorsque les hypothèses s'avèrent être erronées. Considérer la pro-

babilité qu'une hypothèse ne soit pas réalisée est donc une autre manière de juger l'ampleur du risque. La première étape est d'identifier l'hypothèse—implicite et explicite—portant sur ce qui devrait et ne devrait pas se produire afin qu'une politique puisse réaliser ses objectifs. La prochaine étape est de porter un jugement sur la probabilité que chaque hypothèse se réalise et sur son importance pour le succès de la réforme. Plus une hypothèse importante a des chances de ne pas se réaliser, plus le besoin de changer la politique sera important. Si des hypothèses sont considérées importantes mais ont une forte probabilité d'être valides, il peut y avoir un besoin de plan d'urgence que l'on pourrait déclencher dans le cas peu probable où l'hypothèse n'est pas confirmée. Une variété d'instruments est disponible pour l'analyse des risques. En particulier, l'analyse des risques sociaux compare les données et indicateurs de la Banque mondiale avec ceux des agences extérieures pour estimer la probabilité et l'importance des risques que représente un programme de réforme (voir l'annexe).

L'analyse de sensibilité est habituellement appliquée dans le contexte des modèles quantitatifs et nécessite de changer l'importance de certains paramètres principaux pour juger de la sensibilité des résultats du modèle à ces paramètres. L'analyse de sensibilité est particulièrement importante pour les paramètres qui sont particulièrement incertains (cela peut être le cas lorsqu'ils sont basés sur des estimations pour d'autres pays) ou bien lorsque les risques sont connus (par exemple, sécheresses dans le Sahel). Cette approche présente cependant une certaine limitation pratique, elle est plus souvent employée pour examiner la sensibilité dans un modèle donné que pour évaluer les scénarios alternatifs en utilisant différents modèles, ce qui n'est pas toujours faisable.³²

L'analyse de scénario est un instrument pour aider les décideurs de politique lorsqu'ils considèrent la façon dont les impacts pourraient varier dans différents scénarios. Les scénarios sont basés sur une gamme d'éléments sociaux, économiques, politiques ou technologiques qui conduisent au changement dans le pays. De cette façon, des risques inattendus peuvent être mis en évidence et des plans d'urgence être préparés.³³

Élément 9 : Suivre et évaluer les impacts

Il est important de prendre en considération, dès le début, l'organisation des systèmes de suivi, de responsabilisation sociale et d'évaluation ex post des impacts lors de l'identification et de l'élaboration de réforme. Lors de cette étape, certaines préoccupations devraient être prises en compte dans le contexte de l'analyse d'une réforme spécifique. Cette section présente ces questions dans leurs grandes lignes.³⁴

Comme nous l'avons noté ci-dessus, une bonne AIPS nécessite un suivi et une évaluation (S&E), toutes deux permettant de valider les analyses ex ante et d'influencer la reformulation de la politique. Par conséquent, une AIPS efficace implique une forte demande de données et d'informations. Lorsque les besoins d'information pour l'AIPS sont évalués, il est indispensable de construire, dans la mesure du possible, à partir de systèmes existants de S&E. Cela devrait être fait en vue de développer un système national cohérent de suivi de la pauvreté qui réunit les bases d'information, les indicateurs, et les mécanismes qui lient le S&E aux décisions de politique et ainsi de suite. Il s'agit d'un autre domaine où le renforcement des capacités fait partie intégrale de l'AIPS : le développement ou l'amélioration de systèmes de suivi, de responsabilisation sociale et d'évaluation est plus efficace lorsqu'il renforce la capacité dans le pays.³⁵

Le suivi implique l'examen des progrès réalisés dans les processus et la mise en œuvre d'une intervention (mesurés par des indicateurs sur les intrants, les produits, et les résultats), en vue de s'assurer que les objectifs sont atteints et que la politique est mise en œuvre comme prévu. L'évaluation analyse pourquoi et comment les changements remarquables dans les indicateurs sont survenus. L'évaluation de l'impact estime la mesure dans laquelle une intervention spécifique a contribué aux changements des résultats ou des impacts pour les individus, les groupes, les ménages et les institutions.

Caractéristiques particulières du S&E dans le contexte de l'AIPS

Le S&E se rapportant à l'AIPS peuvent être considérés comme un sous-ensemble du système national de

suivi de la pauvreté, qui a plusieurs caractéristiques. Il est orienté sur le suivi des impacts de *réformes de politique spécifiques* en vue de valider l'analyse ou d'informer des modifications de la politique lors de la mise en œuvre. L'idéal serait d'obtenir d'abord des informations sur des indicateurs clé avant (données de base), pendant et après la réforme. Le problème d'évaluation est particulièrement difficile dans le cas de réformes de politique à échelle nationale. En effet, étant donné que ces réformes s'appliquent à des secteurs ou des économies entières (contrairement aux projets qui se limitent souvent à un groupe ou à une région spécifique), il est difficile d'établir le contre factuel (ce qui se serait passé en l'absence de la réforme). On ne peut en effet utiliser de groupes de contrôle que lorsque la politique a été conçue dès le début avec des pilotes ou a été introduite progressivement, afin que ceux qui n'ont pas expérimenté les réformes dès le début puissent servir de contrôle. Les défis particuliers de l'évaluation ex post, pour certaines réformes à échelle nationale, requièrent l'organisation d'une structure d'évaluation avant la mise en œuvre de la réforme, qui peut être complexe. Etant données les défis de l'évaluation ex post ainsi que le besoin plus pressant de feedback sur l'évolution et l'impact de la politique, l'AIPS implique aussi un rôle purement pratique pour le suivi d'une optique. Bien que le suivi ne puisse établir de causalité, il peut informer lorsque, pour quelque raison que ce soit, les hypothèses et les impacts sont réalisés. Le suivi permet d'identifier si "les choses vont bien ou mal", et de révéler si des interventions supplémentaires ou des changements de politique sont nécessaires pour s'assurer que les impacts souhaités se réalisent. Par exemple, des réformes qui affectent la prestation de services peuvent bénéficier d'un S&E participatif qui capture le jugement des bénéficiaires sur la qualité des services reçus. Certaines méthodes pour le S&E participatif sont décrites ci-dessous.

Choix des indicateurs pour l'AIPS

Plusieurs critères clé sont utilisés pour choisir les indicateurs de suivi pertinents pour l'AIPS. Tout d'abord, si les impacts sont transmis par des canaux spécifiques (par exemple, changements des prix au producteur, augmentation de l'emploi), ces derniers sont des indicateurs évidents à suivre. En second lieu,

si la structure conceptuelle, à la base de l'analyse, dépend d'hypothèses spécifiques (par exemple, que les commerçants ou entreprises entreront les marchés après la libéralisation, ou que les consommateurs ou producteurs substitueront des biens, ou que certaines élasticités ont une certaine taille), ces hypothèses temps pourront également être suivies. Comme mentionné ci-dessus, suivre les impacts par le biais des canaux de transmission et rendre les hypothèses explicites permet de mieux comprendre les propositions théoriques sur lesquelles la réforme est basée. Dans le contexte du S&E, suivre les canaux de transmission théoriques permet également d'identifier des indicateurs potentiels intermédiaires et de processus qui peuvent être utilisés pour suivre la mise en œuvre et les résultats de la réforme. Troisièmement, étant donné l'importance du suivi pour ajuster une politique en « temps réel », certains indicateurs (tels que les prix) devraient être choisis de façon à pouvoir être suivis sur une courte période (six mois par exemple). L'objectif consiste à identifier des indicateurs proxy ou intermédiaires correspondant à des résultats ou impacts qui se concrétiseront progressivement. Cela peut se faire en suivant les hypothèses critiques, ou la « théorie », au travers desquelles la réforme influencera les résultats. Quatrièmement, il est important d'établir des indicateurs pour suivre les risques clés pour la réforme (voir la section précédente sur l'analyse des risques). Ils pourraient couvrir les risques spécifiques de la réforme (tels les mécanismes de transmission ou les institutions, par exemple) ou de plus grands risques provenant du contexte socio-politique (tel que le risque de capture de l'élite). Cinquièmement, lors du suivi des impacts d'une réforme, il est important de s'assurer que les impacts sur différents genres ou sur l'environnement sont inclus. Finalement, le choix des indicateurs peut être fondé sur l'ensemble des indicateurs déjà suivis dans le pays, dans le contexte du système national de suivi de la pauvreté déjà existant ou des rapports régulièrement fournis par le gouvernement. Construire sur des systèmes existants réduit les coûts et limite les répétitions.

De plus, les indicateurs devraient satisfaire un ensemble de critères techniques de base. L'indicateur idéal sera :

- En forte corrélation et sans équivoque avec la variable d'intérêt (par exemple, les résultats de tests spécifiques reflètent avec précision le taux d'alphabétisation)
- Sensible aux changements de résultats ou d'impact d'intérêt
- Mesuré en temps voulu pour informer une possible modification de la politique
- Relativement insensible aux autres changements du secteur n'ayant pas de rapport avec la réforme
- Relativement difficile à manipuler, soit par des groupes ciblés ou par des décideurs
- Pas trop coûteux à suivre.

Le suivi efficace facilite une bonne évaluation

La compréhension obtenue au cours du procédé de l'analyse ex ante pendant l'AIPS et l'identification des indicateurs aident à concevoir une bonne évaluation. Il est important de comprendre les « pourquoi » et les « comment » de l'évaluation du processus de réforme politique. Les indicateurs du processus sont habituellement disponibles rapidement et ne sont pas onéreux à obtenir. L'identification des mécanismes de transmission avant la réforme aide à trouver les hypothèses implicites et souligne les contraintes ou risques potentiels. Cela aide également à évaluer si l'impact prévu de la réforme est réellement confirmé. Lorsqu'il ne l'est pas, une analyse plus approfondie peut être menée pour en expliquer la divergence. Quand les résultats confirment les hypothèses, documenter les leçons apprises peut aider à concevoir des réformes semblables ailleurs ou dans le futur.

L'approche employée pour identifier les indicateurs regroupera les méthodes dites à questions « ouvertes » ou « fermées », et autant que possible des méthodes participatives. Les méthodes « ouvertes » examinent le pourquoi et le comment de la réforme politique et, dans le cas de méthode participative, favorisent l'appropriation, la responsabilisation et la transparence. Les méthodes « fermées », par ailleurs, touchent seulement le pourquoi et le comment des changements, et sont particulièrement conçues pour estimer l'ampleur du changement.

S&E pour promouvoir la responsabilisation sociale et la transparence

Le suivi et l'évaluation peuvent également être utilisés pour promouvoir la responsabilisation sociale durant

le processus de réforme, accroissant ainsi l'appropriation et la pérennité des réformes. Il existe plusieurs instruments de vérification et d'évaluation (S&E) qui peuvent aider à promouvoir la responsabilité sociale dans la mesure où ils sont bien utilisés. Il s'agit des enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP), des enquêtes quantitatives sur la prestation de services (EQPS), les bulletins de rapport des citoyens et des revues de dépenses publiques participatives (RDPP) (voir encadré 13). De même, les enquêtes de perception qui visent à obtenir des informations de qualité fournissent d'autres moyens d'indiquer les problèmes au sein des organisations pourvoyeurs du service. De manière idéale, les enquêtes de qualitatives et quantitatives peuvent être utilisées ensemble pour fournir

des informations critiques concernant l'élaboration et la participation aux réformes.

Quelques principes clés devraient être pris en compte pour établir un système S&E :

- Le suivi et l'évaluation participatifs peuvent aider à promouvoir l'appropriation de la réforme. Ils servent à identifier les indicateurs d'intrants, de produits, de résultats, de processus et d'impacts qui sont significatifs pour les parties prenantes. Aboutir à un accord sur les indicateurs de performance clé représente un défi et il est préférable de le faire avant la réforme. Un accord sur les objectifs à atteindre est utile tant pour ceux qui mettent en œuvre les réformes que pour les parties prenantes, qui acceptent

Encadré 13. Instruments de S&E pour promouvoir la responsabilisation et la transparence au cours des réformes de politique

Les enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP), les enquêtes quantitatives sur la prestation de services (EQPS), les revues des dépenses publiques participatives (RDPP), et les bulletins de rapport des citoyens sont des instruments utiles pour le suivi des dépenses publiques et de l'efficacité de la réforme, en termes de résultats prévus, de processus et d'impacts qui découleront de la réforme.

ESDP et EQPS rassemblent des données au moyen d'entretiens structurés et de documents provenant des prestataires de services. Tandis que les enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP) suivent les flots d'argent dans une organisation, les enquêtes quantitatives de prestation de services (EQPS) fournissent une analyse plus approfondie en indiquant les faiblesses des organisations qui peuvent être abordées au cours de la réforme. L'un des résultats de ces instruments d'enquête est le diagnostic spécifique de la prestation de service public, aidant à identifier les faiblesses dans la capacité de mise en œuvre, et à suggérer les domaines dans lesquels des efforts sont nécessaires. Les données des ESDP et EQPS peuvent aider à fournir les réponses à plusieurs types de questions, telles que :

- Comment renforcer la "voix" des utilisateurs de service ?
- Quels sont les mécanismes de responsabilisation entre différents niveaux de gouvernement qui pourraient améliorer la prestation de services ?
- Comment réglementer les prestataires privés ?

Sur la base d'un certain nombre de succès et de modèles testés dans le monde entier, la Banque mondiale a développé

une structure pour les revues des dépenses publiques participatives (RDPP) dans laquelle les groupes civils influencent les différents stades du processus budgétaire de façon fréquente et cyclique. La structure du RDPP peut également être appliquée au suivi et à l'évaluation participatifs des réformes de politique en couvrant tous les niveaux des indicateurs—intrants, produits, résultat, impact—de façon participative. Le système comprend quatre stades clés :

- Formulation : comment sont faites les propositions de dépenses, pour quels secteurs et, pour quel montant ?
- Analyse : revue de l'impact et des implications de politiques et d'allocations alternatives.
- Suivi des dépenses : identification des réseaux bureaucratiques au travers desquels les fonds circulent, des encombrements dans la circulation de ces fonds et, autres insuffisances des systèmes.
- Evaluation de performance : remarques directes des citoyens (par exemple, les bulletins de rapport du citoyen) sur la qualité, l'accès et la satisfaction à l'égard des services publics.

Un engagement à n'importe quel niveau du cycle RDPP peut être utile, mais les systèmes de dépenses publiques participatifs ne sont complets que lorsque l'utilisation des remarques et commentaires est institutionnalisée et qu'un espace est réservé aux voix extérieures à chaque stade. Pour obtenir ce niveau d'institutionnalisation, il faut engager d'importantes ressources à long terme.

alors plus volontiers les résultats des rapports de suivi et les utilisent pour améliorer la politique. Par ailleurs, les rapports publics qui en découlent renforcent l'engagement pour la réforme.

- On peut promouvoir la responsabilisation en utilisant les données issues d'instruments de collecte spécifiques pour permettre aux bénéficiaires de suivre les intrants et produits de la réforme, tout en sollicitant leurs points de vue sur les effets des résultats de la politique sur leur bien-être.
- Le choix de mener une évaluation de l'impact ou non est important car l'évaluation de l'impact demande de nombreuses données et beaucoup de temps, par rapport à d'autres formes d'évaluation, et ne peut souvent être appliquée qu'un certain temps après la mise en place de la réforme. Par conséquent, la décision d'évaluer l'impact devrait être basée sur le besoin de combler les manques de connaissance ou d'appliquer des leçons apprises lors du développement des réformes.
- L'utilisation de l'expertise nationale pour l'amélioration et la mise en place du système de S&E —tels que les ministères compétents, le bureau des statistiques, le bureau de planification, les agences de recherche privées, les universités et, les organisations non gouvernementales —aide non seulement à promouvoir la responsabilisation mais aussi à construire la capacité d'analyse de la pauvreté.

Planification et mise en œuvre du S&E: activités propres à chaque stade de l'AIPS

Dans la mesure du possible, les systèmes de suivi et d'évaluation pour l'AIPS devraient faire partie d'un système national de S&E existant. Le fait de construire sur la base de ressources existantes réduit le coût de mise en place du système et, renforce par la suite la capacité nationale existante.

Avant la réforme, tandis que les analystes se concentrent sur les questions clé et les objectifs de l'AIPS, on peut identifier une liste préliminaire d'indicateurs, les tâches requises et un calendrier pour le système de S&E. Il sera particulièrement important d'établir la base d'informations existante et ses lacunes, y compris la disponibilité de données de référence sur les indicateurs clé et les mesures de bien-être social, et la possibilité de devoir rassembler des données de référence (voir tableau 3).

Quand une partie de l'analyse ex ante est achevée et que l'on comprend mieux comment la réforme fonctionnera, la liste préliminaire d'indicateurs peut être peaufinée, en particulier les indicateurs intermédiaires et participatifs; cela peut inclure des vues et perceptions de ceux qui sont touchés. On peut alors développer un instrument qui servira à mesurer les indicateurs. Il est important qu'une meilleure compréhension du programme et des indicateurs soit utilisée pour la conception de l'évaluation quantitative. Une fois que les indicateurs ont été identifiés, on peut alors faire des plans pour rassembler tous les éléments manquants dans la base de données, de préférence avant la mise en œuvre de la réforme.

Au cours de la réforme ou pendant la période de mise en œuvre, on pourrait rassembler les indicateurs de manière périodique (proxys/intermédiaires, tous les trois à six mois ; certains indicateurs, tels que les prix, tous les mois ; et pour les indicateurs de résultats/impact, tous les six mois ou plus, selon la réforme). Peu après la mise en œuvre, après trois à six mois peut-être, on pourrait procéder à un suivi et une évaluation préliminaire pour voir comment la théorie est soutenue par la pratique. Les intrants et produits mènent-ils aux résultats et à l'impact attendus ? Sinon, pourquoi ? A ce stade, des ajustements peuvent être alors faits en cours d'opération afin de s'assurer que la réforme procède comme prévu.

Après la réforme, environ trois à six mois après l'achèvement de la réforme, on pourrait faire—en tant que bonne pratique—une évaluation, ainsi qu'une analyse de l'incidence des résultats, pour identifier dès le début les “perdants” et les “gagnants” et connaître les causes des événements observés. Cette analyse, en plus d'une évaluation rigoureuse, devrait être répétée pour combler les manques de connaissance dans les secteurs de politique clé ou pour informer des plans afin d'approfondir ou de développer les réformes ou augmenter les réformes pilotes.

Élément 10 : Favoriser un débat public et informer le choix de politiques

Pour les pays à faibles revenus faibles, l'AIPS a été conçue en tant que partie intégrale du processus DSRP et en tant qu'élément du dialogue sur les stratégies

Tableau 3. Prévoir le suivi et l'évaluation dans l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social

<i>Calendrier de la réforme</i>	<i>Calendrier pour l'AIPS</i>	<i>Calendrier pour le processus M&E</i>
<p>STADE 1 : avant la réforme</p>	<p>Identifier les objectifs clé de la réforme, les questions, les résultats et les risques à analyser. Présentation de la "théorie", selon laquelle la réforme mènera aux résultats souhaités sur le terrain.</p> <p>Visite préliminaire sur le terrain pour une analyse ex ante. Conception de l'analyse ex ante.</p> <p>Conduite de l'analyse ex ante.</p>	<p>Identifier les indicateurs d'intrant, de produit, de résultat et d'impact. Identifier la disponibilité des données de référence. Identifier les sources et lacunes des informations existantes. Spécifier les tâches/besoins nécessaires pour combler les lacunes pour le S&E.</p> <p>Identifier la (les) institution(s) responsables du S&E. Commencer à définir les processus pour le S&E : périodicité, stockage, maintenance, etc. Planifier la collecte des données de référence, si elles n'existent pas.</p> <p>Peaufiner les indicateurs préliminaires avec les informations reçues des parties prenantes clé. Rassembler les données de référence. Concevoir l'instrument qui sera utilisé pour mesurer les indicateurs.</p>
<p>STADE 2 : au cours de la mise en œuvre de la réforme</p>	<p>3 à 6 mois après la mise en application initiale (et régulièrement jusqu'à l'achèvement des réformes) : analyse.</p>	<p>Evaluation du processus. Analyse de l'impact. Analyse d'incidence préliminaire.</p>
<p>STADE 3 : achèvement de la réforme</p>	<p>3 - 6 mois à un an après l'achèvement des réformes (en fonction des résultats d'intérêt).</p>	<p>Evaluation du processus. Analyse de l'impact. Analyse d'incidence.</p>

visant à réduire la pauvreté. Prendre en charge et tenir compte de la discussion publique de la politique peut servir à plusieurs moments dans le processus de l'AIPS—par exemple, pour identifier les parties prenantes et leurs positions, pour comprendre les canaux de transmission, pour prouver le bien-fondé de l'analyse technique, ou pour exercer une influence sur la responsabilisation sociale. Il est essentiel pour l'AIPS de "fermer la boucle" et de s'assurer que les leçons apprises à partir de l'analyse de l'impact, du suivi et de l'évaluation, de la responsabilisation sociale et, du débat public de la politique, informent et affectent la politique.³⁶

Favoriser le débat politique

La formulation de la politique n'est pas seulement un processus technique, c'est aussi un processus politique. L'AIPS fournit les paramètres techniques pour que les décisions soient basées sur des preuves et, présente aux décideurs ce qui est réalisable et les impacts possibles des politiques et des réformes proposées. Les débats

qui les accompagnent définissent ce qui peut être réaliste dans ce contexte politique, là où les intérêts et perceptions de certains groupes sont invariablement mis en balance par rapport aux mérites et démérites de la réforme. Pour cette raison, le débat politique doit impliquer des technocrates et des chercheurs tout comme les parlementaires, la société civile, les donateurs et, autres parties prenantes clé dont le soutien est essentiel pour la réforme.

Le processus du débat politique, y compris parmi les parties prenantes, peut être aussi important que l'analyse. De nombreuses études ont conclu que la politique est plus ou moins effective lorsqu'il existe une grande appropriation et, que le débat politique parmi les parties prenantes est utile au développement du consensus et au renforcement de l'appropriation. Un moyen pour aborder ce point est de divulguer les informations concernant la réforme proposée ainsi que les résultats de l'AIPS au public, en particulier aux parties prenantes et, d'organiser un forum politique où ces dernières pourront discuter des implications. Un tel forum poli-

tique peut apporter des informations d'une valeur inestimable. Les idées émergent des dialogues peuvent être d'ordre technique (par exemple, la recherche académique) ou social (par exemple, les perspectives et les inquiétudes de groupes qui ne participent pas traditionnellement au processus du débat politique officiel). Ces idées peuvent prouver le bien-fondé ou changer les hypothèses ou les analyses antérieures, y compris les hypothèses critiques. Le fait de communiquer les impacts politiques aux parties prenantes, peut également leur faire mieux comprendre la logique derrière une réforme politique proposée. De telles initiatives sont très importantes dans un large contexte d'incertitude, de méfiance et d'ignorance—ou dans des pays où les groupes pauvres et marginaux n'ont pas de voix politique. Comme nous en avons discuté ci-dessus, l'établissement de systèmes et de forums pour le débat sur la politique est important non seulement pour l'AIPS *ex ante*, mais aussi dans la mesure où il contribue au suivi et à la responsabilisation sociale durant et après la mise en œuvre de la réforme.

Il peut y avoir également de bonnes raisons pour qu'un gouvernement prenne un forum politique au sérieux. Les dirigeants élus qui comptent sur la légitimité démocratique pour renforcer leur popularité peuvent trouver ce genre de forum attirant, tout comme les décideurs qui sont naturellement incertains de l'orientation de la réforme politique à suivre. Du point de vue d'un dirigeant, il est judicieux et plus viable de mener une politique qui repose sur une coalition ou négociation sociale plutôt que de proposer une politique que la théorie propose comme étant la meilleure au premier abord.

Toutefois, organiser de tels forums de discussion parmi les parties prenantes n'est pas sans risques. Il faut d'abord savoir qu'un conflit implicite entre des parties prenantes importantes peut se transformer en réelle hostilité. Le deuxième risque peut voir la concurrence politique l'emporter sur la possibilité d'un dialogue constructif.³⁷ Un autre risque est que les attentes que les participants ont du forum ne soient déçues : les gens peuvent penser que le débat public aboutira à l'adoption d'une politique qui satisfera les besoins de toutes les parties prenantes ; en réalité, le processus typique de négociation et de compromis mènent souvent à des politiques qui ne

reflètent pas toutes les préférences des parties prenantes.

La gestion du processus de débat sur les politiques lui-même nécessite une planification, particulièrement en matière de gestion des risques. Il est primordial, une fois que la décision est prise d'organiser un forum, que trois points concrets soient abordés : qui inviter, de quoi discuter et, comment structurer le dialogue. Ces décisions sont meilleures lorsqu'elles sont faites en même temps par l'équipe de l'AIPS et par le Ministère compétent ou par l'agence qui met en œuvre la réforme considérée. Dans le contexte de la responsabilisation sociale discutée ci-dessus, le gouvernement peut intégrer ces débats dans les processus existants (par exemple, en ouvrant des débats parlementaires aux parties prenantes venant de l'extérieur), mais peut également tenir compte de la création de structures à long terme—sous forme de consultations régulières, d'ateliers nationaux ou “de réunions à l'hôtel de ville.”³⁸ Dans de nombreux pays à faibles revenus, de telles structures ont été établies au cours du processus de consultation pour la stratégie de réduction de pauvreté (SRP). Le fait de mettre en place de telles structures peut s'avérer être un moyen facile et viable pour maintenir ce dialogue sur les politiques.

Utiliser ces informations pour informer les choix de politique

L'un des objectifs principaux de l'AIPS est de s'assurer que les leçons apprises au cours du suivi et de l'analyse de la mise en œuvre de la politique permettent d'informer la conception et l'ajustement de la politique. Une AIPS *ex ante* saine, comme nous en avons discuté, devrait mener à une articulation explicite des impacts prévus, des canaux de transmission et des hypothèses, et à l'établissement d'un système de suivi des indicateurs clé qui permettent de suivre l'évolution du programme de réforme. Evidemment, une AIPS *ex ante* n'aura *pas* toujours tout bon. Au contraire, le suivi et l'évaluation, pendant et après la mise en œuvre de la politique, sont des aspects critiques de l'AIPS, ayant pour objectif (a) de corriger des politiques viciées, (b) de faire des ajustements pour améliorer les choix politiques et/ou (c) d'identifier les contraintes et les opportunités pour une action publique qui augmentent les impacts en termes de réduction de la pauvreté.

Par conséquent, il existe une étape critique dans « la boucle » de l'AIPS. Il s'agit de l'utilisation des informations (provenant des leçons apprises au cours du suivi et pendant la mise en œuvre et de l'évaluation des impacts sur la pauvreté et le social), afin que le S&E mène à des améliorations de la politique appropriées. Les organisations institutionnelles sont fondamentales pour ceci. Le piège habituel consiste à ce que les unités ou les systèmes chargés du S&E ne soient pas bien liés aux corps dirigeants responsables de l'élaboration de la politique. Le dernier lien crucial du processus effectif de l'AIPS est de s'assurer que ceux qui prennent les décisions concernant une réforme politique particulière soient tenus responsables de la divulgation des résultats du S&E et du réexamen périodiquement de la politique. Là encore, le fait de construire une capacité institutionnelle, en créant de tels liens qui n'existaient pas avant, tient une place importante dans l'AIPS.

Notes

1. L'arbre hiérarchique de problèmes est un instrument qui a été popularisé par son intégration dans la méthodologie de ZOPP soutenue par beaucoup d'organismes de développement européens (voir le GTZ 1991). Pour une description de l'arbre hiérarchique de problèmes voyez http://europa.eu.int/comm/europeaid/evaluation/methods/PCM_Manual_EN-march.pdf et la Commission Européenne, 2002.

2. Dans la mesure où l'analyse des parties prenantes aide l'analyse à mieux se focaliser sur les ensembles d'acteurs spécifiques, elle augmente l'approfondissement d'une analyse plus complexe de l'impact sur la pauvreté et le social, tout en réduisant le temps et le coût. Une discussion plus détaillée des parties prenantes et de leur importance pour des politiques et des programmes est fournie dans le *Social Analysis Sourcebook* (Le recueil sur l'analyse sociale) (Banque Mondiale 2002c).

3. Le procédé d'identification décompose ces acteurs en termes de caractéristiques culturelles, structurelles, économiques, politiques ou gouvernementales.

4. Faire ceci dès le début fournit dès l'abord une base pour la validation des hypothèses, une meilleure identification des besoins de données et d'information et, de l'analyse plus rigoureuse des hypothèses dans les étapes de la PSIA.

5. Quelques questions abordent les problèmes de l'appropriation et de l'engagement exposés dans la section précédente. Dans les situations où des entretiens avec des informateurs ne sont pas faisables ou lorsque les résultats ne sont pas considérés fiables, l'instrument institutionnel d'évaluation peut être utilisé pour conduire ou compléter l'analyse des parties prenantes.

6. On peut trouver des ensembles d'instruments pour les évaluations institutionnelles sur le site: <http://www1.worldbank.org/publicsector/toolkits.htm>.

7. Ceci exige une note. Premièrement, des méthodes de collecte et d'analyse de données « fermées » rapides existent (par exemple, le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Développement). Deuxièmement, une analyse « ouverte » fiable exige aussi beaucoup de temps et d'attention si l'on veut en assurer la qualité.

8. Ces instruments de collecte de données ont été souvent utilisés sur la base d'échantillons non-aléatoires, par exemple dans l'analyse ethnographique. Cependant, il n'y a aucune raison pour laquelle ils ne pourraient pas être employés sur les échantillons aléatoires pour produire des données représentatives. De même, des données non-numériques ont pu être codées dans des données numériques.

9. Voir Rao et le Woolcock 2003 pour des exemples de méthodes mixtes.

10. La plupart des pays ont maintenant entrepris au moins une enquête nationale auprès des ménages, bien que parfois la provenance et la qualité des données soient problématiques. Les données d'Intra-ménage, quand elles sont disponibles, peuvent permettre l'analyse distributionnelle au niveau des différents membres du ménage, un intérêt particulier en considérant le bien-être des femmes ou d'autres individus qui peuvent avoir moins de droits ou de privilèges dans le ménage.

11. En examinant une réforme qui touche l'ensemble de l'économie, telle qu'une augmentation de tarif douanier sur le riz, il serait évidemment préférable d'adopter un échantillon représentatif pour toute enquête nouvelle, ou d'adopter le même échantillon (ou choisir un panel) que pour les enquêtes auprès des ménages déjà existante. Si au contraire la réforme est limitée à une zone géographique, ou affecte une population spécifique—par exemple avec la fermeture ou la

privatisation d'une société minière étatisée —un échantillon choisi représentatif de ceux qui seront directement affectés serait approprié.

12. Utiliser un échantillon non-représentatif pour extrapoler des impacts différenciés des politiques parmi des groupes dans tout le pays revient à faire l'hypothèse que les caractéristiques distributionnelles nationales sont identiques à celles de l'échantillon non-représentatif.

13. Afin de présenter ce tableau simple, des catégories indicatives, élevées, moyennes et faibles sont employées, alors que ceci est un continuum dans la pratique. Tout en sachant que les données, le temps et la capacité locale ne sont pas parfaitement corrélés, ils sont considérés comme étant assez liés pour être classés en une seule dimension. Par exemple, si l'on lit cette échelle en termes de données, « faible » signifie que les enquêtes auprès des ménages nationalement représentatives n'existent pas; « moyenne » signifie que ces enquêtes existent; et « élevée » indique que ces enquêtes existent, ainsi que d'autres sources de données, telles que le recensement, les comptes nationaux et autres données nécessaires pour les modèles d'équilibre général calculable.

14. *Le recueil d'analyse sociale (Social Analysis Sourcebook*, Banque mondiale 2002c) fournit une description plus détaillée en liant les questions d'équité et de pérennité sociale aux résultats de développement.

15. L'analyse de l'incidence a aussi des inconvénients : D'abord, elle n'explique pas pourquoi les choses sont comme elles sont. Ensuite, alors que l'analyse de l'incidence emploie la dépense publique comme mesure de la valeur des services reçus par les bénéficiaires, il se peut qu'il n'y ait aucune corrélation entre la dépense et la valeur reçue (ou perçue) ou les résultats obtenus. Troisièmement, comme pour beaucoup de comparaisons interpersonnelles du bien-être, les résultats de l'analyse peuvent changer selon la méthode et la dimension employées pour classer les ménages. Voir Demery 2000 et van de Walle 1998. Voir également les « instruments pour évaluer les prestations de services publics » plus loin dans cette section.

16. L'analyse des comportements, en se concentrant sur l'analyse de la demande et de l'analyse de l'offre séparément, peut discutablement être vue en tant qu'analyse en équilibre "partiel". Selon la distinction

faite ici, puisque l'offre et la demande du marché ne sont pas assimilées et égalisées, nous ne pouvons techniquement pas considérer cette analyse comme analyse d'«équilibre».

17. Si l'on utilise la terminologie des équilibres généraux, cela présume aussi que les marchés soient en équilibre.

18. Typiquement, pour la modélisation économique, une attention particulière doit être portée au contexte du pays lors de la spécification du modèle et de ses paramètres, et les hypothèses et les limitations spécifiques des simulations dérivées de tels modèles doivent être clairement énoncées.

19. L'offre est soit parfaitement élastique (si elle est endogène) et entièrement déterminée par la demande, soit parfaitement inélastique et considérée comme fixe. Les simulations MCS changent également considérablement selon les hypothèses faites sur le choix des comptes qui sont exogènes ou endogènes.

20. Dervis, de Melo et, Robinson (1982) et Shoven et Whalley (1992) offrent de bons résumés.

21. Il est également possible de se limiter à l'exercice de micro-simulation, non sur une base de paramètres dérivés d'un macro modèle cohérent, mais sur une base de changements de paramètres supposés être exogènes. Une telle approche ne serait pas si différente de la forme la plus simple « de l'analyse des impacts directs » décrite ci-dessus.

22. C'est également un secteur où le travail est encore en cours et de nouveaux instruments et applications continuent d'être développés.

23. Ceci a été fait, par exemple par Agénor (2002) qui a estimé une telle équation, y compris les élasticités appropriées, sur la base d'une régression conçue pour utiliser les données issues du modèle RMSM-X. Une limitation de cette approche est liée à la robustesse des estimations sur la base de données couvrant plusieurs pays, lorsque celles-ci sont appliquées à un contexte national.

24. SimSIP a un module sur les impacts de la croissance et est étendu pour inclure un module qui utilisera les variables de salaire et de consommation générées par le modèle 1-2-3.

25. Le module sur le travail et la pauvreté peut simuler l'impact des politiques sur le marché du travail, le revenu et les dépenses, et sur les autres indica-

teurs de niveau de vie. Il permet aux ménages de revoir l'allocation de leur travail en réponse aux changements des prix et des salaires.

26. Ianchovichina, Nicita et, Soloaga (2001) ont employé une approche semblable pour examiner l'impact du traité du libre-échange d'Amérique du Nord (NAFTA) sur le bien-être des ménages au Mexique.

27. L'AIPS conduite pour le secteur de l'eau en Afrique a souligné l'importance d'évaluer soigneusement quel mécanisme est plus adapté aux conditions spécifiques du pays (tarifs minimaux, systèmes de coupons, subventions). Ceci est souvent fait en consultant les consommateurs et les parties prenantes clés telles que le personnel du service public.

28. Le choix de subvention dépendrait, au moins en partie, de la capacité institutionnelle et des coûts liés à la mise en œuvre de la subvention.

29. Cela vaut la peine de noter que de telles exemptions peuvent présenter des distorsions indésirables dans le régime d'impôts et d'incitation, de plusieurs points de vue, y compris celui de l'efficacité. Dans la mesure où elles permettent aux producteurs non-pauvres d'éviter légalement des impôts ou peuvent faciliter l'évasion fiscale, les exemptions qui apparaissent de toute évidence progressives peuvent aussi limiter les budgets progressifs dédiés aux programmes sociaux pour les pauvres.

30. Le calcul de ce coût d'opportunité est compliqué dans la mesure où le programme de réforme dans son ensemble pourrait dépendre du mécanisme de compensation.

31. Cette discussion ne traite de l'analyse des risques que dans le contexte de l'AIPS, et ne représente pas un traitement complet du problème. Pour un traitement plus ample des risques voir Le recueil sur l'analyse sociale (La Banque mondiale 2002c).

32. Ceci a été fait, par exemple, à Madagascar, où trois approches de modélisation différentes ont été utilisées pour estimer l'impact des tarifs du riz sur la distribution.

33. Pour une discussion opérationnelle avec des exemples, voir Maack 2001. Pour des études plus

approfondies de cas d'analyse de scénario voir www.gbn.org/public/gbnstory/downloads/gbn_mont_fleur.pdf (South Africa).

34. Cette discussion porte sur la vérification et l'évaluation dans la mesure où elle se rapporte à la PSIA et n'est pas considérée comme étant un traitement complet du problème.

35. Dans ce contexte, la capacité de construction inclut non seulement le développement des connaissances techniques, mais également les changements concernant les motivations et les demandes pour ce genre d'information parmi les personnes concernées du pays (y compris le gouvernement) ainsi qu'une meilleure compréhension constituant une bonne base d'information, pour savoir comment cette dernière peut être utilisée dans le but d'une analyse plus créative et pour la prise de décisions immédiate de la politique.

36. Cette discussion ne concerne que l'AIPS. Elle ne représente pas le traitement complet du sujet.

37. En certaines circonstances, il peut exister des raisons politiques indiscutables pour éviter les forums publics. Par exemple: (a) quand l'engagement du gouvernement envers la politique est irréversible malgré la réaction du public sur les coûts à court terme; (b) lorsqu'un parti d'opposition intransigeant ou qu'un mouvement social veulent simplement utiliser le forum comme une excuse pour gêner le gouvernement; (c) quand les représentants de groupes marginaux manquent, et que seuls les groupes d'intérêt organisés siègent à la table des forums, ou (d) lorsqu'une violence ouverte entre les participants représente une réelle menace. Dans de telles situations, d'autres formes de consultation avec les parties prenantes sont plus appropriées qu'un forum public.

38. Il s'agit d'un autre domaine où une AIPS saine devrait prendre le renforcement des capacités en compte comme faisant partie entière de ses objectifs. Au niveau des institutions, la capacité est nécessaire pour organiser de tels forums et pour donner place à une discussion sur les politiques. Au niveau individuel, la capacité pour une participation informée et effective en vue d'un débat informé est aussi nécessaire.

4 Défis et principes opérationnels

Le chapitre précédent a exposé les étapes recommandées pour la conduite d'une bonne AIPS. Les analystes devraient adopter une approche spécifique à chaque pays et contexte, qui dépend des données et compétences disponibles ainsi que de la réforme considérée. Les défis et principes opérationnels clé sont brièvement exposés ci-dessous.

Les défis

Les défis spécifiques que les analystes peuvent rencontrer, comprennent des contraintes concernant les données, l'analyse, les compétences et le temps.

Les contraintes relevant des données et des informations

Très souvent, les données et informations nécessaires à la conduite d'une analyse approfondie ne sont pas facilement disponibles. Les données d'enquêtes auprès des ménages, qui sont particulièrement pertinentes à la conduite d'analyses de distribution au niveau national, sont parfois inexistantes ou anciennes. Ou encore, souvent, les sources d'informations existantes, y compris les données d'enquêtes et les analyses sociologiques, n'abordent pas les questions propres à la réforme considérée.

Les contraintes analytiques

Pour commencer, l'analyse de l'impact des réformes macroéconomiques et structurelles est difficile à un niveau microéconomique, c'est-à-dire au niveau des

ménages. Les politiques adoptées peuvent avoir des effets directs et indirects au niveau microéconomique, transmis par les institutions locales et les comportements. Il est souvent difficile de saisir la complexité des réalités dans un modèle. L'analyste doit faire très attention entre vouloir simplifier la réalité pour expliquer des impacts, et capturer les institutions et comportements spécifiques au contexte.

Deuxièmement, l'envergure et la nature des impacts de la réforme peuvent varier dans le temps. Par exemple, à court terme, l'impact d'une réforme fiscale peut être limité à un secteur unique, mais peut s'étendre à autres secteurs dans le temps, au fur et à mesure de l'adaptation des agents aux nouveaux taux fiscaux. Ou, une politique peut déboucher sur des pertes et gains à court terme pour différents groupes, même s'il est anticipé que les effets à long terme soient positifs. Saisir ces dimensions « inter-temporelles » dans le cadre d'une analyse distributionnelle est une entreprise complexe.

Troisièmement, une analyse rigoureuse implique la conduite d'une comparaison entre les résultats, avec ou sans la réforme (le statu quo en lui-même étant un choix de politique alternative ou le « contre factuel »). Ceci est très difficile à faire ex ante, quand l'analyste doit « simuler » ce qui se passerait en l'absence de réforme. Cela relève aussi du défi dans le cadre d'une analyse ex post, nombre de facteurs ayant changé pendant la mise en place de la réforme, masquant ainsi certains effets spécifiques à cette dernière.

Et pour finir, pouvoir relever de tels défis analytiques implique l'emploi de bons instruments écono-

miques et sociaux. De nombreux instruments utiles existent et ce Guide de l'utilisateur en expose certains des principaux. Mais, il reste du travail à faire, pour le développement de méthodes analytiques mieux appropriées à combler les lacunes et pour le développement d'instruments d'enquête et d'analyse plus rigoureux, en l'absence d'informations adéquates.

Les contraintes relevant des compétences

Les contraintes rencontrées dans le domaine des compétences affectent le choix de la méthode analytique. Dans les pays pauvres, les compétences en matière d'analyse stratégique sont généralement limitées au sein des agences gouvernementales, du corps enseignant et des organisations de la société civile. Ainsi, alors qu'une analyse rigoureuse demande la mise en œuvre de méthodes et instruments complexes, les compétences locales peuvent plutôt convenir à des approches de plus simple nature. Néanmoins, au fil du temps, les compétences des agences pour le développement dans les pays doivent également être renforcées, à la fois en termes d'expertise analytique et en termes de ressources attribuées aux AIPS.

Les contraintes relevant du temps

Alors que l'analyste peut avoir à se confronter à de difficiles défis analytiques ou concernant les données, le stratège est souvent incité à prendre rapidement certaines décisions stratégiques et n'attendra pas qu'une AIPS rigoureuse soit menée à bien. Dans certaines circonstances, telles qu'une crise économique, la décision de reporter la prise de décisions politiques jusqu'à l'obtention d'une analyse, d'un débat et d'un consensus adéquats, devra être pesée contre l'opportunité d'une action rapide. Dans d'autres cas de figure, les stratèges peuvent vouloir lancer leur action en considération d'une politique ou d'un cycle politique.

Les principes opérationnels

Les défis soulignés ci-dessus ont souvent dissuadé les analystes et les preneurs de décisions, de mener des évaluations ex ante des impacts d'une réforme sur la pauvreté et le social. Même si certains avancent « qu'une absence d'analyse est préférable à une mauvaise analyse », il est important de considérer le type

d'analyse faisable, même en présence de données et compétences limitées. Ainsi, la question porte sur les modalités d'approche de l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social, en considération des diverses contraintes présentes. Certains des principes de base nécessaires à une bonne analyse des impacts des réformes sur la pauvreté et le social sont les suivants :

Promouvoir l'appropriation par les pays

Pour qu'une AIPS représente un instrument stratégique efficace, elle doit être appropriée par le pays en question. De façon idéale, les pays devraient être responsables de choix de réformes et de l'analyse de ces dernières. Lors de la conduite de l'analyse, ils peuvent demander l'assistance externe de certains partenaires comme la Banque mondiale, les Nations Unies et les donateurs bilatéraux.

Augmenter l'attention accordée aux analyses ex ante

Il est important qu'une analyse ex ante des impacts sur la pauvreté et le social informe le dessein et le choix des politiques, surtout pour celles dont les impacts les plus importants sont attendus à court et moyen terme. Cela aidera à garantir que les politiques sont conçues, développées et mises en place dans le but de la réduction de la pauvreté et de la progression dans les objectifs sociaux.

S'inspirer des expériences passées

En pratique, les réformes impliquent souvent une série de mesures s'étalant sur une longue période. L'analyse ex ante des réformes futures peut être avancée par l'analyse des réformes antérieures, de façon à s'assurer qu'une considération est accordée aux événements et changements passés. Dans la mesure du possible, les analyses ex post et ex ante doivent être combinées.

Suivre et évaluer pour valider les analyses ex ante

Une analyse ex ante ne peut pas saisir tous les impacts d'une politique. En conséquence, il est important de surveiller les résultats réels via leur suivi et, dans la mesure du possible, via leur évaluation ex post. De cette façon, des corrections en cours de réforme peuvent être apportées à celles n'atteignant pas leur but prévu en matière d'impact social et de lutte contre la pauvreté. Dans de nombreux pays aux bas revenus, la

capacité nationale de suivi de la pauvreté est en cours de développement via des systèmes de suivi des SRP. Dans la mesure du possible, le suivi pour l'AIPS devrait être intégré au système de suivi des SRP.

Maintenir une flexibilité dans le choix des instruments et des méthodes

Il est important de façonner les approches en considération de la capacité dans le pays, des réformes analysées, des données disponibles et des délais impartis. Dans certains cas, des analyses économiques de base enrichies d'analyses qualitatives peuvent être appropriées, alors que dans d'autres, une modélisation économétrique peut être la chose la plus importante à considérer pour l'AIPS. La compréhension des impacts est meilleure quand les résultats produits par différentes techniques analytiques se renforcent les uns les autres ou en soulignent les différents aspects.

Augmenter la transparence sur les liens entre la politique et la pauvreté

Beaucoup peut être gagné par la soumission de la logique ayant motivé le choix politique, à l'examen minutieux du public – les gagnants et perdants attendus de la réforme en question, les hypothèses de base et les mécanismes de transmission. Ceci peut encourager un débat national sur la réforme et l'acceptation de cette dernière, tout comme servir de base de comparaison pour le suivi des progrès accomplis. De plus, ceci peut permettre de souligner le fait que la réforme peut mener à des avantages à long terme, en termes de croissance et de réduction de la pauvreté et des éventuelles baisses de niveau de vie à court terme.

S'efforcer de maximaliser les gains et de minimiser les pertes, surtout pour les pauvres

L'AIPS devrait explicitement se pencher sur les mesures telles que d'autres choix stratégiques et politiques, des mesures complémentaires ou compensatoires, conçues pour l'amélioration des impacts positifs sur les parties prenantes (et sur les pauvres en particulier) et, pour la minimisation des pertes que celles-ci peuvent avoir à assumer en conséquence de la réforme. Cela renforcera les impacts « pro-pauvres » des politiques choisies et en améliorera le potentiel d'acceptation et la pérennité.

Créer des compétences au niveau national

Pousser à la création de compétences au niveau national est essentiel à l'amélioration à terme de la rigueur analytique, en tandem avec le renforcement de l'appropriation par les pays. Nombre de pays à faibles revenus ont des compétences et expériences limitées dans les domaines essentiels aux AIPS. Ces domaines comprennent les systèmes de collecte des données, les systèmes de suivi et d'évaluation, les aptitudes à effectuer des analyses et à traduire les données et analyses en politiques et, les structures et mécanismes institutionnels nécessaires à l'instauration d'un débat public sur les questions soulevées par lesdites politiques. Créer de telles compétences au niveau national dans ces domaines doit être un des pivots de l'AIPS. Les partenaires au développement, la Banque y compris, ont un rôle important à jouer dans le renforcement des compétences au niveau national et dans le comble des lacunes analytiques. L'approche AIPS encourageant « l'enseignement par la pratique » devraient être la clé de voûte de l'assistance apportée aux pays en voie de développement.

5 Potentielle matrice récapitulative

Le chapitre 3 a exposé une série d'éléments nécessaires à la conduite d'une bonne AIPS. Rassembler ces éléments de façon cohérente, stratégique et intégrative est à la source d'une bonne analyse des impacts sur la pauvreté et le social. Invariablement, ce guide propose une approche caractérisée par une prise en compte des spécificités du pays et du contexte, des données et compétences disponibles, et de la réforme analysée. L'encadré 14 en est un exemple, décrivant l'approche adoptée pour une AIPS conduite au Tchad, dans le cadre d'une réforme en cours dans ce pays.

Le guide de l'utilisateur reconnaît que les instruments et les techniques employés pour les AIPS sont susceptibles de grandes variations, suivant les pays et les réformes contemplées. Néanmoins, quelle que soit la méthodologie choisie, certaines composantes clé devraient être adressées lors de ce type d'analyse. Le tableau 4 donne un exemple de matrice récapitulative intégrant lesdites composantes clé. Outre fournir à l'analyste un cadre propice à la considération et à l'expression des aspects clé d'une AIPS pour une réforme donnée, elle représente un modèle permettant d'explicitement certains des résultats et certaines des hypothèses sous-jacentes à une telle analyse. En elle-même, la matrice peut être un instrument utile pendant le processus d'une AIPS. Par exemple, un analyste peut vouloir esquisser les hypothèses pour chacun des 10 éléments essentiels à une bonne AIPS et ce, avant même de ne commencer l'analyse, puis revenir à la matrice pour la validation ou correction de telles hypothèses.

La matrice demande à l'analyste d'exposer les composantes de la réforme et les raisons ayant motivé la sélection de ladite réforme pour la conduite de l'ana-

lyse (question 1) et les mécanismes institutionnels par lesquels la réforme sera mise en place (question 2). Elle permet ensuite à l'analyste de résumer l'impact de la réforme anticipé sur les différentes parties prenantes, tel que transmis par les cinq différents canaux exposés au chapitre 2 : emploi, prix, accès aux biens et services, ressources/actifs et, transferts et impôts (questions 3, 4 et 5). L'analyste devrait explicitement identifier, non seulement, les parties prenantes susceptibles de profiter de la réforme et celles susceptibles d'y perdre, mais aussi celles susceptibles d'influencer cette dernière de façon significative. La matrice demande également que les hypothèses posées pour la réforme soient explicitement exposées. Suivant le pays concerné, les conclusions prises à propos des impacts découlant de la politique adoptée s'inspireront de différentes bases de données et différents instruments d'analyse. Par exemple, dans le contexte d'un pays donné, la matrice peut être remplie à l'aide de raisonnements informés, basés sur des données secondaires et sur une recherche qualitative menée sur le terrain ; dans un autre contexte, les conclusions prises peuvent être basées sur des effets simulés empiriquement et dérivés de techniques de modélisation, utilisant des données provenant d'enquêtes récentes auprès des ménages et d'une analyse sociale récemment conduite. Dans un cas comme dans l'autre, la matrice demande une description de la nature de la base d'informations et de la méthodologie analytique. Elle demande également que l'analyste spécifie les risques clé associés à la réforme, tout comme leur probabilité et leur ampleur envisagée (question 6). Pour en finir, elle propose de décrire l'impact que l'analyse a eu sur le débat politique national (question 7).

Encadré 14. Analyse des impacts de la réforme cotonnière au Tchad sur la pauvreté et le social

Au Tchad, le coton constitue un produit agricole clé, à la fois pour la création de revenus et la réduction de la pauvreté. En 1997, le coton représentait 24 pour cent du total des revenus gouvernementaux et constituait la plus importante source de liquidités pour environ 300 000 familles agricoles en milieu rural. Mais, la faiblesse de l'organisation et des connaissances des coopératives agricoles, associée aux lacunes structurelles du secteur, débouchent sur de bas rendements et revenus agricoles.

Dans le but de combler ces lacunes, le gouvernement du Tchad a décidé non seulement la privatisation de Cotontchad, l'entité paragonnementale à l'heure actuelle chargée de la production cotonnière au niveau national, mais aussi le renforcement des collectivités agricoles. Un des objectifs clé des réformes cotonnières est l'accroissement du revenu des agriculteurs. Plusieurs facteurs sont responsables de la décision du gouvernement à avancer avec prudence, lors de la conception et de la mise en place des réformes : l'éventualité d'une chute encore plus grande des revenus au cas où la réforme motiverait les agriculteurs à se replier sur une agriculture de subsistance, la disponibilité restreinte des informations portant sur la pauvreté rurale et la façon dont les producteurs de coton considèrent les risques impliqués par la réforme. En raison de cela, le gouvernement procède à la conduite d'une analyse des impacts sur la pauvreté et le social, dans le but de guider la réforme.

De façon à analyser ex ante les impacts sur la pauvreté et le social entraînés par la réforme, l'AIPS se doit de procéder à une analyse du problème et à la clarification des hypothèses sur lesquelles le programme repose. L'équipe, en consultation avec le gouvernement et leurs collègues locaux, a identifié certains canaux par lesquels la réforme devrait améliorer les performances. En expliquant les liens de causalité reliant les intrants du programme aux produits, et résultats attendus, et en particulier à l'objectif final d'amélioration des revenus des agriculteurs, l'équipe a expressément souligné les hypothèses faites pour la transmission des impacts à chaque étape de la réforme, afin que ces dernières puissent être vérifiées.

L'AIPS ayant débouché de ces discussions a trois composantes : (a) une étude de scénarios économiques des différentes options de privatisation ; (b) une analyse qualitative ex ante et une enquête quantitative de référence; et (c) une analyse ex post incluant aussi bien les méthodes qualitatives que les méthodes quantitatives.

Le but de l'étude des scénarios est d'identifier et d'évaluer l'efficacité technique et économique des scénarios alternatifs de privatisation de Cotontchad. L'étude examine les options de privatisation (telles qu'une intégration verticale, des filatures privées indépendantes, etc.) et estime le risque posé par chacune.

Parallèlement à cette étude, l'AIPS procède à l'évaluation des impacts de la réforme sur le niveau de vie des agriculteurs dans le secteur. La composante qualitative ex ante identifie les parties prenantes (agriculteurs, employés de Cotontchad, micro-entrepreneurs), les obstacles rencontrés suivant les différents scénarios de réforme, la solidité des structures institutionnelles en place et les risques sociaux entraînés par la réforme.

L'analyse quantitative et qualitative se penche sur les mesures de compensation et d'amélioration nécessaires au succès de la réforme, et soulignent l'importance de la capacité des agriculteurs, de l'accès au crédit, de l'utilisation des intrants et du transport. Le travail suivant implique un « groupe de quasi-comparaison » pour les différents types d'agriculteurs – ceux qui produisent du coton et ceux qui n'en produisent pas ou qui en ont abandonné la production – de façon à analyser l'impact probable des réformes sur les différents groupes et de se faire une idée de l'impact sur le niveau de vie des agriculteurs abandonnant la production cotonnière.

Les différents scénarios de privatisation partielle ou totale et les travaux qualitatifs et quantitatifs ex ante seront l'objet de discussion lors d'un forum réunissant les parties prenantes. Une telle discussion publique vise à augmenter la transparence de la réforme et à promouvoir l'appropriation en encourageant l'instauration d'un débat sur la politique considérée.

En outre, une évaluation ex post des impacts de la réforme est prévue. L'analyse ex ante définira les indicateurs clé à suivre pour l'utilisation des résultats dans la formulation de la politique adoptée, dans le cadre d'une analyse ex post. L'analyse ex post appliquera des méthodes quantitatives d'évaluation des impacts, qui tenteront, dans la mesure du possible, d'évaluer les impacts sur la base de ce qui se serait passé en l'absence de réformes (contre factuel). Cette analyse quantitative ex post sera appliquée à un échantillon panel, pour l'estimation de l'impact sur le niveau de vie du producteur.

Tableau 4. Une matrice récapitulative pour l'analyse des impacts d'une réforme sur la pauvreté et le social

Réforme :					
1. Quelle est la réforme choisie (composantes principales) et pourquoi ?					
2. Quels sont les mécanismes institutionnels par lesquels la réforme sera mise en place ?					
3. Quelles sont les parties prenantes susceptibles d'être affectées par la réforme ? Quelles sont les parties prenantes susceptibles d'affecter la réforme et de quelle façon ?	4. Par quels canaux les parties prenantes sont-elles affectées ?		5. Quelles sont les directions et l'ordre d'ampleur du ou des impacts ? Quelles sont les hypothèses sous-jacentes ?		
	L'emploi	Les prix	L'accès aux biens et services	Les ressources/ actifs	Les transferts et impôts
Parties prenantes affectées (positivement et négativement) :					
Parties prenantes ayant une influence significative sur la réforme : Soutien ou opposition éventuelle :					
Quelles données et techniques ont été utilisées pour répondre aux questions 3, 4 et 5 ?					
6. Quels sont les risques principaux pouvant changer l'impact envisagé pour la réforme ? Quelles en sont la probabilité et l'ampleur anticipées ?					
Type/nature du risque	Probabilité		Ampleur anticipée		
Risques d'économie politique :					
Chocs exogènes :					
Risques institutionnels :					
Autres risques-pays :					
7. Quel impact l'analyse a-t-elle eu sur le débat politique national ?					

6 Conclusions

Ce guide de l'utilisateur pour l'AIPS fournit une vue globale de l'approche et des points clé devant être considérés par les professionnels contemplant les impacts sur la pauvreté et le social inhérents aux options politiques, en vue d'informer les choix et l'élaboration des politiques. Il soutient qu'une analyse ex ante des impacts probables sur la pauvreté et le social découlant d'une réforme spécifique peut être effectuée de manière plus systématique que généralement envisagée à l'heure actuelle. Il adopte également la position que, pour qu'une telle chose soit réalisable dans la pratique, les approches et méthodes en place devront être adaptées au contexte et aux circonstances considérés et, que les limites de ce qui peut être accompli via une analyse ex ante devront être adressées, au fil du temps, au moyen du suivi, de l'analyse et de la réévaluation continues de la politique choisie.

Ce guide a défini 10 éléments clé à être considérés par les analystes et les stratèges dans leur approche de l'AIPS. Par ailleurs, il a donné une brève vue générale de certains des instruments et de certaines des méthodes pouvant être utilisés dans la conduite d'analyses des impacts sur la pauvreté et le social, associées aux changements de politique. À cette fin, il a tenté de faire appel aux instruments utilisés par les économistes et les sociologues et de les décrire de façon intégrée. L'application de ces instruments au contexte opérationnel, par l'utilisation d'une approche multidisciplinaire, mènera à une compréhension plus riche et mieux intégrée des impacts des politiques. Par ailleurs, en raison des différences marquées entre les cas individuels en termes de sujets de réforme, canaux de transmission et données disponibles, le choix des instruments et méthodes utilisés pour une AIPS dépendra substantiellement du type de réforme envisagée.

Annexe : instruments économiques et sociaux pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social

Vous trouverez dans cette annexe des informations sur des instruments et méthodes disponibles pour l'analyse des impacts des réformes sur la pauvreté et le social. Cette annexe contient un résumé des informations sur les instruments, tirées en particulier de « *Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies* » (*Ensemble d'instruments d'évaluation de l'impact sur la pauvreté et des impacts distributionnels des politiques économiques*) et de « *Social Analysis Sourcebook* » (*Recueil d'informations sur les analyses sociales*), tous deux des sources d'informations plus détaillées¹. D'autres sources sur certains instruments sociaux et économiques sont actuellement en préparation. La Banque mondiale est d'autre part en train de mettre au point des documents de conseils sur les questions, défis et instruments utiles dans l'analyse de certaines réformes spécifiques. Une matrice récapitulative et des notes spécifiques à certains types de réformes seront affichées périodiquement sur le site Web de l'AIPS.

Cette annexe porte sur certains instruments clé à ce type d'analyse, sans pour autant vouloir en faire la couverture complète ; de nouvelles informations sur d'autres instruments et méthodes seront continuellement affichées sur le site Web de l'AISP : <http://www.worldbank.org/psia>. Les instruments en question sont organisés en fonction des éléments du Guide de l'utilisateur, y compris l'analyse des parties prenantes, l'analyse des institutions, l'analyse des impacts, l'analyse des risques et le suivi et l'évaluation. En pratique, l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social inhérents aux réformes demande l'application de plusieurs instruments complémentaires et variés, à

la fois au sein des catégories et entre elles. Par ailleurs, certains instruments ont évolué de manière à intégrer les méthodes sociales et économiques.

Tous les instruments et toutes les méthodes sont exposés dans des tableaux récapitulatifs. Chaque tableau est constitué de cinq composantes : (1) ce qu'est l'instrument/la méthode, quelles réformes politiques il/elle peut évaluer, à quels types de questions il/elle peut répondre et, sa complémentarité à d'autres instruments/méthodes, (2) ses éléments clé, (3) les conditions en termes de données, délais, compétences, logiciel et coût, (4) les limitations de l'instrument/la méthode et, (5) les références et les applications spécifiques aux pays.

Il est à noter que certains des instruments décrits dans cette annexe, appartiennent à plus d'une catégorie. Par exemple, l'analyse des bénéficiaires ou l'évaluation de la pauvreté participative peuvent également être utilisées comme instruments de suivi; alors que les enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP) ou les enquêtes quantitatives sur la prestation de services (EQPS) peuvent aussi être utilisées pour analyses les parties prenantes pour les impacts. Par ailleurs, il est à noter que certains des instruments servant à l'analyse des impacts catégorisés comme « sociaux » ou « économiques » utilisent en fait un mélange de méthodes, comme par exemple dans le cas pour l'analyse de la demande. De plus, certaines des techniques exposées peuvent être utilisées dans le cadre de la conduite de plus d'un type d'analyses. Par exemple, les analyses de la demande et de l'offre sont deux des composantes des analyses en équilibre partiel, et l'IMMPA et le modèle EGC augmenté tombent aussi dans la catégorie des « modèles d'équilibre général ».

Les instruments et méthodes exposés en annexe comprennent les choses suivantes :

I. Identification des parties prenantes

- Analyse des parties prenantes

II. Analyse des institutions

- Analyse institutionnelle

III. Analyse des impacts – Instruments sociaux

- Analyse de l'impact social (AIS)
- Analyse des bénéficiaires (AB)
- Analyse participative de la pauvreté (APP)
- Instrument d'analyse du capital social (IACS)
- Analyse de la demande : analyse des consommateurs

IV. Analyse des impacts – Instruments économiques

1. Analyse des impacts directs

- Analyse de l'incidence des dépenses publiques (moyennes et marginales)
- Analyse de l'incidence de la fiscalité
- Carte de pauvreté

2. Analyse des comportements

- Analyse comportementale de l'incidence marginale des dépenses publiques et des programmes sociaux (ex post)
- Évaluation comportementale marginale des réformes politiques (ex ante)
- Méthodes d'évaluation de l'impact des programmes assignés (ex post)
- Analyse de la demande : estimation des fonctions de demande
- Analyse de l'offre
- Modélisation des ménages

3. Analyse d'équilibre partiel

- Analyse d'équilibre partiel : modèle multi-marchés
- Analyse d'équilibre partiel : estimation de forme réduite

4. Analyse d'équilibre général

- Matrices de comptabilité sociale (MCS)
- Modèles d'équilibre général calculable (EGC)

5. Instruments reliant la distribution ou le comportement microéconomique aux cadres ou modèles macroéconomiques

- PovStat
- SimSip Poverty
- 123 PRSP
- PAMS
- IMMPA
- Modèle d'EGC augmenté, avec ménages représentatifs

V. Analyse des risques

- Analyse des risques sociaux
- Analyse de scénarios

VI. Suivi et évaluation

- Enquêtes de Suivi des Dépenses Publiques (ESDP)
- Enquêtes Quantitatives sur la Prestation de Services (EQPS)
- Bulletin de rapport des citoyens
- Carte de score de la communauté

Note

1. Ils sont disponibles à <http://www.worldbank.org/psia> et <http://www.worldbank.org/socialanalysissourcebook/>.

Nom de l'instrument : Analyse des parties prenantes

Qu'est-ce que c'est ?	L'analyse des parties prenantes est une méthodologie systématique reposant sur des données qualitatives, pour la détermination des intérêts et de l'influence de différents groupes vis-à-vis de d'une réforme.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Alors que l'analyse des parties prenantes peut être effectuée pour n'importe quel type de réforme, elle est plus particulièrement pertinente pour les réformes structurelles et sectorielles. La conduite d'une analyse de base devrait précéder la conception de la réforme et devrait être approfondie en permanence, au fur et à mesure de la finalisation des éléments de la réforme.	
Que fait-il ?	L'analyse des parties prenantes évalue : (i) la mesure dans laquelle la réforme peut provoquer une action politique ou sociale ; (ii) le degré d'appropriation parmi différents groupes ; (iii) les différences de perception de la réforme parmi les différents groupes ethniques, religieux ou linguistiques. L'analyse peut être étendue à une plus large analyse des questions d'économie politique, de façon à identifier les groupes affectés et à se pencher sur : (i) leur position vis-à-vis de la politique en question ; (ii) leur influence sur le gouvernement ; (iii) la probabilité de leur participation à des coalitions favorables au changement ; (iv) les stratégies visant à maîtriser les oppositions, telles que la compensation des « perdants » ou le report de la mise en place.	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Généralement utilisée de concert à l'analyse des impacts sociaux. • L'analyse des parties prenantes identifie les groupes à considérer comme catégories d'analyse. Elle est utile à la conception des enquêtes auprès des ménages, à la modélisation micro-économique et aux outils liant micro et macro. 	
Éléments clé :	L'analyse des personnes concernées est itérative et se fait généralement au travers des sources de données suivantes : (i) informations de référence sur les contraintes au passage de politiques gouvernementales efficaces ; (ii) interviews des sources clé pour identifier les parties prenantes importantes pour la pérennité de la réforme politique. Les participants devraient être sélectionnés au sein de divers groupes d'intérêts de façon à limiter les partis pris ; (iii) vérification des hypothèses prises à propos de l'influence et de l'intérêt des parties prenantes, par l'intermédiaire de sondages/études et de l'analyse quantitative de données secondaires.	
Conditions :	Données et Informations :	Les intérêts des personnes concernées sont rarement expressément exprimés dans les sources existantes. Les principales sources d'information sont : (i) les interviews des sources clé ; (ii) les documents secondaires tels que les articles de journaux et les recherches relevant du domaine des sciences humaines.
	Temps :	Si les interviews des sources clé ont déjà été conduites dans le cadre d'autres analyses, la préparation d'un document analytique sur les parties prenantes peut être très rapide, et ne nécessiter qu'une semaine de travail. Dans les situations où aucun travail qualitatif significatif n'est envisagé, une opération approfondie impliquera probablement le déplacement sur le terrain et deux à trois semaines de travail. Une analyse destinée à prédire les positions adoptées par les parties prenantes clé, dans différents scénarios de réforme, n'est pas un travail fait d'une seule pièce et devrait découler des conclusions présentées par d'autres travaux analytiques. Garantir l'obtention d'une vision complète et à jour peut demander que les spécialistes s'attèlent à la tâche pendant plusieurs mois.
	Compétences :	Une formation en sociologie et anthropologie est utile, tout comme une expérience des sciences politiques. Une connaissance de la situation locale, y compris des contacts avec les experts locaux, est cruciale. Les analystes doivent également comprendre à fond la réforme et le récent passé du secteur en question.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	S'il est combiné avec d'autres travaux qualitatifs, le coût différentiel de l'analyse peut être aussi minime que 10 000 USD. Dans les situations où aucun autre travail n'est envisagé, les coûts peuvent monter jusqu'à 25 000 USD.
Limites :	L'analyse des parties prenantes repose sur des données qualitatives, des perceptions, et des préférences. L'absence de représentativité statistique rend encore plus importante la prudence en matière de sélection des sondés et d'interprétation des données.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Bianchi et Kossoudji. (2001). • Brinkerhoff et Crosby (2002). • La Banque mondiale (2002e), Annexe VII sur la Guyana. 	

Nom de l'instrument : **Analyse institutionnelle**

Qu'est-ce que c'est ?	Une approche analytique utilisant des méthodes qualitatives pour démêler l'imbraglio des processus de prises de décision et de mise en œuvre.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Utile pour tous types de réforme, particulièrement pour les réformes institutionnelles, telles que la décentralisation des services publics, les réformes des services publics, les réformes foncières et les réformes des protections sociales. Utile à la conception et mise en œuvre des réformes.	
Que fait-il ?	La compréhension des questions d'économie politique et de bonne gouvernance via l'analyse des institutions impliquées dans la conception et la mise en œuvre des réformes et, l'identification des processus dynamiques et des éventuelles limitations en la matière. Les étapes comprennent : (i) L'identification des agences gouvernementales, organisations non gouvernementales et entreprises chargées de la mise en œuvre de la réforme. (ii) L'identification de leurs caractéristiques et relations. But : la compréhension des règles du jeu officielles (via une cartographie statique comme par exemple un organigramme fonctionnel) et, des règles officielles régissant les actions lors des processus de prises de décision (via la cartographie du processus de circulation des ressources essentielles, comme par exemple, l'argent, les informations).	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisée de concert avec l'analyse des parties prenantes et l'évaluation de l'impact social • ESDP, EQPS, Analyse de l'incidence des dépenses publiques 	
Éléments clé :	Trois types d'information : (i) informations de référence sur les parties prenantes clé et les structures organisationnelles des agences concernées ; (ii) interviews et groupes de discussion avec les informateurs clé des agences gouvernementales, organisations non gouvernementales et entreprises ; (iii) triangulation et référencement croisé avec d'autres informations pour la validation des informations de référence et des interviews des informants.	
Conditions	Données et Informations :	Documents secondaires, y compris les RDP, les DPR, les IGR, recherche en sciences politiques et sociales, et les évaluations sur le terrain des structures organisationnelles et des cadres institutionnels. Des données de base, illustrant les pratiques informelles et identifiant les processus dynamiques internes à la conception et mise en place de la politique.
	Temps :	De quelques semaines (4-5 semaines/personne) à quelques mois (2-3 mois/personne pour travail de terrain, analyse et rapport) : peut être rapidement menée en association à une analyse des parties prenantes, pour l'obtention d'un résumé des règles du jeu officielles et officielles. Une analyse institutionnelle visant à identifier les processus dynamiques au sein de la conception et mise en place des politiques demande une analyse plus approfondie pouvant prendre quelques mois.
	Compétences :	Une formation en sociologie, anthropologie et politique (y compris des compétences de recherches qualitatives sur le terrain) est utile. Une connaissance approfondie de la situation du pays, du domaine de la réforme, de la conception et application des politiques et de l'économie politique (y compris les intérêts et influences des personnes concernées clé) est essentielle.
	Logiciels :	IPS Ltd. : http://www.ips-uk.com/ProcessMapping.htm - ProcessMap ; Toolpack.com : http://www.toolpack.com/workflow.htm ; HPS Inc. : http://www.hps-inc.com/ithinkDemo.htm# ; Triaster : http://www.processnavigator.com/english/index.htm ; Ash House : http://www.ashhouse.co.uk/process.htm ; Process Mapping : http://www.processmapping.com/ ; TSQ Europe : http://www.tsqeurope.com/activemo.htm ; Designtech : http://www.designtech.com/processmap.html ;
	Coût :	Suivant la profondeur de l'analyse, le coût peut être varier de 25 000 USD (si l'analyse est faite avec l'analyse des parties prenantes ou l'AIS) à 50 000 USD.
Limites :	La généralisation des conclusions aux différentes unités d'analyse ou régions présentant des institutions différentes, même au sein d'un même pays ne doit être faite qu'avec prudence. Les besoins (ressources et délais) varient suivant la profondeur de l'analyse (y compris l'envergure des travaux sur le terrain au niveau local, provincial et/ou national) et la complexité de la réforme qui pourrait nécessiter la poursuite de l'analyse pendant la phase de mise en œuvre.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Brinkerhoff et Crosby (2002). • Hunt (1996). • North (1990). • Tymons et Jacobs (1997). 	

Nom de l'instrument : Analyse de l'impact social (AIS)

Qu'est-ce que c'est ?	Cadre de travail analytique pour l'identification de la gamme d'impacts sociaux et réponses des personnes et institutions aux réformes, y compris les vulnérables et pauvres. Souvent effectuée de façon itérative, fournit des informations détaillées sur le contexte social de la réforme.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Elle peut être employée pour nombre de types de réformes. Elle a été largement utilisée pour la restructuration des secteurs miniers, la privatisation des institutions parastatales et pour les réformes agricoles débouchant sur des impacts sociaux significatifs.	
Que fait-il ?	Le contexte social et politique de la réforme, les personnes affectées par la réforme et le moment auquel elles le sont, les préférences et priorités des personnes affectées, les obstacles à la mise en place de la réforme, les modalités de réponse des institutions à la réforme, et l'exactitude des hypothèses sur la manière dont elles réagiront ou seront affectées. Elle donne également une bonne idée des mécanismes d'adaptation et des risques sociaux, et les suggestions des parties prenantes sur les meilleurs moyens de mitiger les impacts négatifs et leur efficacité dans le contexte local.	
Instruments complémentaires :	Employée en conjonction avec l'analyse des parties prenantes. D'autres instruments tels que l'analyse institutionnelle et l'analyse des risques complètent les AIS et s'en inspirent. Les AIS peuvent alimenter les hypothèses faites lors de la modélisation économique.	
Éléments clé :	Caractérisée par la combinaison de méthodes et la consultation directe des groupes potentiellement affectés, elle comprend une grande variété de techniques de collecte des données : discussions avec la communauté, entretiens de personnes-clé, groupes de discussion, études quantitatives, observations, et recherches ethnographiques. La bonne organisation des méthodes qualitatives et l'interprétation des analyses qualitatives ou quantitatives requièrent une connaissance suffisante des coutumes et cultures locales et sollicite donc un partenariat avec les sociétés locales de conseil, les ONG et les cabinets de recherche. Généralement, une AIS emploie des sondages pour la collecte d'informations auprès d'un échantillon représentatif d'une région spécifique ou de groupes pertinents pour la réforme en question. Ceci est particulièrement utile lorsque les données nationales sur les ménages n'existent pas ou ne permettent pas d'évaluer les impacts de la réforme.	
Conditions	Données et Informations :	(1) Le degré de diversité des groupes possiblement affectés ou influençant la réforme (tirés de l'analyse des parties prenantes) basé en partie sur des informations sur le pays (aspects culturels ethniques, réglementaires et institutionnels), tirées d'études existantes, de la presse et d'interviews de personnes-clé. Ceci détermine la stratégie d'échantillonnage pour les travaux sur le terrain. (2) Des données sur les perspectives des parties prenantes, provenant de recherches conduites sur le terrain. (3) Des données quantitatives sur les revenus/dépenses, comportements, mécanismes d'adaptation, et autres variables liées à la réforme. Généralement, les AIS utilisent des enquêtes spécifiques si on attend des impacts disproportionnés pour des régions ou groupes particuliers. L'échantillon est alors représentatif de la région/du groupe, non du pays. Ceci est utile si les données nationales n'existent pas ou n'offrent pas les informations requises.
	Temps :	La durée des AIS varie suivant leur envergure et la taille des échantillons (en partie fonction de la diversité ou complexité des groupes et de la taille de la population affectée). Ceci est typiquement combiné avec l'analyse des parties prenantes, avec une durée minimale d'environ trois mois.
	Compétences :	Requiert une équipe aux aptitudes diverses (techniques qualitatives, collecte et analyse de données quantitatives, analyse du secteur) ou de deux équipes travaillant de concert. La coordination et l'analyse itérative des données qualitatives/participatives et quantitative sont primordiales.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	Varié suivant l'analyse. Une AIS complète, avec méthodes combinées, coûte 80-100 000 USD. Si les données sur les ménages existent, une AIS complémentaire pour une réforme spécifique coûte en moyenne 35 000 USD (sans compter la supervision). Elle peut coûter si la capacité locale est limitée et doit être complétée par des consultants internationaux.
Limites :	Une SIA n'est pas le meilleur instrument à employer pour les réformes à spectre large pour lesquelles les canaux de transmission et les groupes affectés ne sont pas bien connus.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Finterbusch, Ingersoll et Llewellyn (1990). • Goldman (2000) ; Becker (1997). • Banque mondiale (2002c) http://www.worldbank.org/socialanalysis/sourcebook/socialassess.htm. • Cernea et Kudat (1997) sur l'application aux réformes politiques sectorielles comprenant des questions de tarifs. • Autres : http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/61ByDocName/CaseStudies 	

Nom de l'instrument : **Analyse des bénéficiaires (AB)**

Qu'est-ce que c'est ?	Méthode participative d'évaluation et de suivi incorporant la consultation directe des personnes affectées par la réforme et l'influçant. Comme l'APP, l'AB repose surtout sur une recherche qualitative, avec une moindre utilisation des techniques visuelles et du suivi des communautés.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Elle a traditionnellement été utilisée pour l'évaluation de projets ou de réformes dans les secteurs de la santé, éducation, infrastructure, protection sociale et agriculture, mais peut être adaptée à l'évaluation ou le suivi de l'impact de certaines interventions quand les canaux de transmission et les groupes affectés sont clairement définis. Elle peut être employée même pour les pays aux capacités limitées, en supplément à d'autres instruments économiques. Elle est employée pour évaluer les réformes proposées, pour signaler des obstacles rencontrés par des groupes pour participer, ou pour obtenir l'opinion des bénéficiaires sur des réformes en cours.	
Que fait-il ?	La perspective des bénéficiaires sur problème adressé par la réforme, leur perception de la stratégie proposée et des éventuelles mesures de soutien envisagées. Elle donne une bonne idée de la manière dont la réforme sera probablement reçue et des questions pouvant apparaître lors de la mise en place. Elle a tendance à se concentrer sur le niveau communautaire, mais sans pour cela ne s'intéresser qu'aux pauvres ou qu'à la communauté.	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Employée en conjonction avec l'analyse des parties prenantes et l'analyse institutionnelle. Peut aussi venir en complément d'études quantitatives représentatives. • Informations sur comment la manière dont différents groupes réagissent aux changements de politique envisagés peut influencer les hypothèses prises pour les modèles macro et micro, en termes de réponse comportementale (particulièrement quand les données historiques sont insuffisantes ou manquantes). 	
Éléments clé :	Elle repose principalement sur trois méthodes de collecte des données : (1) des interviews sous forme de conversations (2) des débats en groupe de discussion et (3) l'observation directe et l'observation des participants. Même si les informations rassemblées peuvent être de nature qualitative, elle comprend aussi une analyse quantitative de telles informations données par les bénéficiaires en retour.	
Conditions	Données et Informations :	Des informations de référence sur les parties prenantes, sur les variations culturelles ethniques ou socio-économiques, et sur les variables déterminant si certains groupes spécifiques peuvent être affectés (telles que le type d'accès) sont requises pour la conception d'une AB et de sa stratégie d'échantillonnage.
	Temps :	Généralement de trois à quatre mois, de la conception à la présentation du rapport final.
	Compétences :	Une formation en sociologie et anthropologie est utile, mais bien savoir écouter est crucial. Une bonne connaissance du programme et de la situation historique et culturelle est aussi importante.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	En moyenne 40 000 USD.
Limites :	À tendance à avoir une envergure moindre que les AIS ou APP, fournissant moins d'informations de contexte et de référence historique, mais est souvent moins demandeuse en ressources.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Salmen (2002). • Salmen et Amelga (1998). • Pour le résumé d'applications spécifiques à certains pays pour les BA et PPA, voir : • http://www.worldbank.org/participation/beneficiaryassessment/beneficiary assessment.pdf 	

Nom de l'instrument : Analyse participative de la pauvreté (APP)

Qu'est-ce que c'est ?	Un instrument permettant de faire directement participer les pauvres à des discussions et débats sur les politiques et priorités et, reposant principalement sur des techniques d'analyse rurale qualitatives, visuelles et participatives. Utilise des techniques de collecte des données similaires aux AB, mais en se concentrant plus sur la consultation des pauvres et sur un plus grand nombre de questions politiques affectant ces derniers.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Elle peut être adaptée à l'analyse ou au suivi de nombreuses réformes. Elle a été largement employée dans le cadre des réformes des dépenses publiques nécessitant l'établissement de priorités ou une meilleure compréhension des raisons justifiant la responsabilité financière ou une utilisation réduite des services ou encore, dans le cadre de réformes institutionnellement complexes (telles que les réformes agraires, la libéralisation des marchés, les réformes du marché de l'emploi) ou pour l'instauration de mesures de protection mieux ciblées. Elle peut aussi être utilisée pour suivre l'impact local des politiques macro-économiques telles que les dévaluations.	
Que fait-il ?	Une analyse en profondeur des opinions des pauvres et de leur contexte politique, social et institutionnel ; les priorités politiques des pauvres, la dynamique multidimensionnelle de la pauvreté et les mécanismes d'adaptation ; l'identification des obstacles pouvant être surmontés via une action publique visant à augmenter l'accès aux avantages apportés par la réforme, en se concentrant particulièrement sur les obstacles rencontrés par les pauvres.	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisée en conjonction avec l'analyse des parties prenantes. • Peut aussi être utilisée comme complément à une analyse institutionnelle, à des sondages des ménages plus largement représentatifs ou à un IACS. • Peut être employée de concert avec les cartes de pauvreté, l'analyse statistique des enquêtes auprès des ménages, des enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP), et l'analyse de l'incidence des dépenses publiques et de la fiscalité. 	
Éléments clé :	Les APP (i) emploient diverses méthodes flexibles de participation combinant des méthodes visuelles (cartes, matrices et diagrammes) et des techniques verbales (entrevues non directives, groupes de discussion) et (ii) mettent l'accent sur les exercices facilitant le partage des informations, l'analyse et l'action, pour accorder aux communautés un plus grand contrôle sur le processus de recherche. En elles-mêmes, les APP peuvent créer des opportunités ou des espoirs de suivi au niveau communautaire, telles que la mise en place de plans d'action communautaire, souvent soutenue par le gouvernement local ou les ONG.	
Conditions	Données et Informations :	La sélection des échantillons appropriés pour les APP (généralement entre 40 et 60 communautés) demande une compréhension adéquate du contexte social, économique et du contexte de la pauvreté dans les diverses régions ou divers territoires d'un pays. Les APP se concentrent sur des recherches sur le terrain et, en conséquence, n'ont pas à avoir au préalable à leur disposition d'autres informations.
	Temps :	De 5 à 9 mois pour les recherches et l'analyse, en assumant la mobilisation d'une équipe de recherches de 10 à 20 personnes.
	Compétences :	Des représentants aptes et expérimentés, capables d'écouter et d'enregistrer les informations autant que possible sans préjugés et, de gérer les attentes provoquées par l'APP au niveau communautaire.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	De 15 000 USD à 200 000 USD suivant l'envergure.
Limites :	N'est pas statistiquement représentative. Peut engendrer des attentes/espoirs de suivi ou d'amélioration des services au niveau communautaire, auxquelles les responsables locaux et/ou l'équipe de recherche ne sont pas à même de répondre.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Robb (2002). • Norton et al (2001). • Salmen (1995). • Pour le résumé d'applications spécifiques à certains pays pour les BA et les PPA : • http://www.worldbank.org/participation/beneficiaryassessment/beneficiary assessment.pdf 	

Nom de l'instrument : **Instrument d'analyse du capital social (IACS)**

Qu'est-ce que c'est ?	Un ensemble d'instruments quantitatifs et qualitatifs intégrés pour l'étude des institutions, réseaux et normes permettant une action collective. Il doit être adapté à chaque question particulière. Il peut être appliqué en conjonction avec d'autres instruments.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Il est principalement utile pour les réformes aux impacts indirects moindres ou moyens, telles que par exemple : réformes agricoles (changements des subventions ou taxes), libéralisation des marchés, réformes financières (modification de l'accès au crédit), réformes du marché de l'emploi (programmes actifs sur le marché de l'emploi), réformes des services publics (accès aux services), décentralisation et, programmes de protection sociale (modification des transferts publics/privés).	
Que fait-il ?	L'existence des institutions et des réseaux affectés par et/ou impliqués dans la mise en place de la réforme. Quelles sont les normes et valeurs menant à l'adoption de la réforme ou à une résistance à son propos ? La distribution des actifs sociaux et leur rôle dans la génération des revenus et la gestion des risques. Quels sont les impacts de la réforme sur les ménages ayant peu d'actifs sociaux ? Quels sont les ajustements à apporter à la formulation de la politique et/ou quelles sont les mesures compensatoires recommandées ?	
Instruments complémentaires :	Analyse des parties prenantes, analyse institutionnelle, analyse de l'impact social, analyse des bénéficiaires.	
Éléments clé :	Une application intégrée et l'analyse d'informations quantitatives et qualitatives (sondages, interviews des personnes-clé, groupes de discussion) obtenues au niveau des ménages, communautés et organisations. L'analyse se base sur la compréhension de solidarité, confiance et coopération et résolution des conflits (capital social cognitif), tout comme sur les organisations et leurs membres (capital social culturel).	
Conditions	Données et Informations :	À utiliser indépendamment pour l'analyse du capital social ou conjointement à d'autres enquêtes (par exemple, les enquêtes intégrées auprès des ménages, enquêtes sur les revenus/dépenses) pour l'analyse des liens entre la pauvreté et le capital social. Des modules pour l'intégration à d'autres sondages sont disponibles, tout comme des questionnaires spécifiques aux différents secteurs.
	Temps :	Une application typique demande 3-4 mois.
	Compétences :	Une formation en sociologie et anthropologie est utile, avec en particulier une bonne compréhension des institutions et réseaux officiels et officieux. Une bonne connaissance du programme et de ses composantes est essentielle.
	Logiciels :	Un ensemble d'instruments IACS comprenant un Cd-rom interactif est disponible.
	Coût :	Dépendent de la taille de l'échantillon, salaires locaux et coûts de transport de l'équipe sur le terrain. En général, une gamme de prix pour un exercice IACS indépendant ira de 50 000 USD à 200 000 USD. Ces coûts peuvent être substantiellement réduits en cas d'utilisation en conjonction avec d'autres instruments de collecte des données.
Limites :	Ne collecte des données de capital social qu'aux niveaux micro et méso. Pour l'analyse des liens entre le capital social et la pauvreté, associer un autre sondage est nécessaire.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> Grootaert et van Bastelaer (2002). Informations complémentaires à : http://poverty.worldbank.org/library/topic.php?topic=4294 ou à : http://iris.umd.edu/adass/proj/soccap.asp 	

Nom de l'instrument : **Analyse de la demande : analyse des consommateurs**

Qu'est-ce que c'est ?	L'adaptation et l'expansion de l'analyse traditionnelle de la demande à un processus qualitatif et quantitatif plus large qui considère la demande du consommateur ou du client pour différents types de services (désir de payer, capacité à payer, préférences), explore les facteurs qualitatifs et autres alimentant la demande et les substituts potentiels, obtient des informations sur les réponses probables aux éventuels changements de tarifs ou de gestion (tels que la privatisation) et explore comment aider les pauvres en termes de prix et d'accès en fonction du contexte institutionnel local et des expériences passées quant aux programmes conçus pour les pauvres. (Voir également le tableau sur l'analyse de la demande : estimation des fonctions de la demande)	
Pour quoi peut-il être utile ?	Elle a été utilisée dans le cadre des réformes du secteur énergétique ou du secteur de l'eau, privatisations comprises, mais elle peut également être appliquée aux changements apportés au recouvrement des coûts dans d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation ou les transports.	
Que fait-il ?	Elle fait la lumière sur la façon dont les prix affecte différents groupes de consommateurs, pauvres compris, prenant spécifiquement en compte les facteurs institutionnels affectant la transmission de tels prix. D'autre part, l'analyse des consommateurs aide à prévoir des niveaux plus réalistes en matière de revenus et recouvrements des coûts, incorpore les perspectives des clients et leur satisfaction et catégorise le service dans les priorités des différents groupes de clients. Appliquée en Afrique, elle s'est aussi prêtée à une étude de la viabilité des options permettant de toucher les pauvres, prenant en compte les contingences institutionnelles et de marché et leurs préférences.	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Peut être utilisée avec l'analyse des parties prenantes et l'analyse institutionnelle. Certains éléments d'un IACS peuvent être intégrés. Peut compléter les enquêtes auprès des ménages. • Les informations permettent l'affinement des hypothèses prises sur l'élasticité ou l'impact sur le niveau de vie des différents groupes pour la modélisation économique et les modèles de demande standard. 	
Éléments clé :	(1) études quantitatives sur les ménages incluant le désir et la capacité de payer, des indicateurs de vulnérabilité ou pauvreté, les revenus, le capital social et/ou (2) peut utiliser des enquêtes existantes auprès des ménages, ou des données fournies par d'autres prestataires de services publics sur les types de consommateurs et leur consommation; et (3) des groupes de discussion traditionnels ou utilisant divers supports visuels. Dans certains cas, elles incluent également (4) des interviews avec les personnes clé et (5) des observations pour trianguler les informations obtenues des différentes sources. En Afrique, elles ont été intégrées aux modèles financiers des services publics, pour des projections réalistes en matière de taux de recouvrement des coûts et de tarifs.	
Conditions	Données et Informations :	Des données sur les sources et les services pour les différents groupes de consommateurs, niveaux de couverture, niveaux de consommation et tarifs, heures supplémentaires si disponibles (provenant des données des services publics, recherches directes ou sondages déjà effectués), données sur la distribution des revenus par type de service ou catégories de consommateurs (bien qu'elles soient souvent collectées lors de la phase de recherche). Elle est surtout efficace comme instrument de décision si les coûts actuels et projetés des services fournis suivant différents scénarios sont utilisés pour les questions sur le désir de payer.
	Temps :	Généralement de six à huit mois, avec deux à trois mois au total de travail sur le terrain, bien qu'une analyse plus détaillée (dans les zones périurbaines d'une ville donnée) soit plus longue.
	Compétences :	Demande des compétences quantitatives (économiste, économiste social ou économiste sectoriel) en plus de compétences dans le domaine des recherches qualitatives (sociologue, anthropologue). Une bonne connaissance de la structure du secteur est essentielle.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	Pour le travail sur le terrain de 40 000 USD à plus de 100 000, supervision des consultants non comprise.
Limites :	Nécessite des compétences dans la triangulation des informations pour analyser la réponse des clients aux changements dans les tarifs et distinguer les biais éventuels dans les informations fournies. De plus, un travail qualitatif efficace demande des facilitateurs compétents. Les questions sur le désir de payer peuvent engendrer des attentes d'amélioration des services et doivent donc être soigneusement situées dans le contexte des limites sectorielles et des scénarios probables.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Lampietti et al (2001) sur le prix des services publics en Amérique • Sechaba Consultants (2002) sur le secteur de l'eau 	

Nom de l'instrument : **Analyse de l'incidence des dépenses publiques (moyennes et marginales)**

Qu'est-ce que c'est ?	L'analyse de l'incidence estime l'impact des dépenses publiques, transferts publics, impôts, subventions ou de tout changement affectant les prix. Elle mesure l'incidence distributionnelle pour différents groupes d'intérêt, comme par exemple les ménages à différents niveaux de revenus ou dans différentes régions. L'analyse de l'incidence moyenne (ou « simple ») mesure l'incidence de tous les transferts ou dépenses, à savoir le transfert ou la dépense totale. L'analyse de l'incidence marginale estime l'incidence de la dernière (ou prochaine) unité de transfert ou dépense. (Voir aussi le tableau sur l'analyse de l'incidence de la fiscalité).	
Pour quoi peut-il être utile ?	L'analyse de l'incidence est surtout employée pour examiner l'impact des dépenses publiques et des réformes de ces dernières. Elle peut être aussi appliquée à d'autres réformes comme les réformes affectant les prix et pouvant modifier le revenu ou les dépenses des ménages, ou comme les réformes fiscales. Elle peut être appliquée aussi bien aux transferts directs qu'aux transferts au par le biais de la consommation de biens et services subventionnés.	
Que fait-il ?	L'analyse identifie les personnes bénéficiant des services, transferts ou changements de prix. Lors de l'estimation de la taille des services ou transferts reçus par différents groupes, l'analyse de l'incidence moyenne calcule les services ou transferts reçus en moyenne (sur la base des coûts moyens d'une unité) ; l'analyse marginale indique qui bénéficiera d'une augmentation ou réduction des services ou transferts (le changement marginal). Ces deux analyses peuvent être très différentes : en règle générale, les services et transferts marginaux sont plus susceptibles d'être reçus par des groupes n'étant pas déjà couverts par le système (par ex. dans les régions reculées).	
Instruments complémentaires :	Les analyses simples ou marginales peuvent être combinées à des informations sur les ménages ou sur les comportements individuels – voir les tableaux sur l'analyse comportementale de l'incidence des dépenses et programmes sociaux, sur l'analyse de l'impact social et sur l'analyse des bénéficiaires. Ces techniques expliquent les changements distributionnels engendrés par une réforme, en prenant en compte les réactions des ménages ou personnes vis-à-vis de ces derniers.	
Éléments clé :	(1) Estimation de la valeur de la dépense/transfert : en général estimée comme le coût de la prestation du service, du transfert ou de la subvention. L'inclusion des coûts administratifs ou des coûts d'investissement et le traitement du recouvrement des coûts peuvent être difficile à prendre en compte. Les estimations sont parfois faites à niveau régional afin de prendre en considération les différences de coût ; (2) Identification des utilisateurs sur la base d'enquêtes auprès des ménages ; (3) Catégorisation des utilisateurs en groupes (par exemple par niveaux de revenus, régions, milieu urbain ou rural, pauvres/non pauvres, professions ethnicité etc.) ; (4) Comptabilisation des dépenses des ménages, lorsque l'accès aux services ou transferts nécessite des paiements privés. Pour les transferts financiers, les ménages peuvent être groupés en fonction de leurs revenus avant ou après transferts, ce qui peut déboucher sur des résultats très différents.	
Conditions	Données et Informations :	(1) Des données au niveau des individus ou des ménages provenant d'enquêtes auprès des ménages sur leur bien-être, l'utilisation de services et la réception de transferts publics et (2) des informations sur les dépenses publiques pour estimer la valeur des services/transferts. Pour l'analyse marginale, les données en panel sont idéales, même s'il existe aussi des méthodes pour les données portant sur une période définie.
	Temps :	L'analyse des données d'enquêtes auprès des ménages peut parfois être longue, selon la qualité des données et de la saisie et gestion des données. L'analyse peut prendre de 4 à 8 semaines suivant les conditions des données sur les ménages et l'accessibilité au coût unitaire des services et transferts analysés (habituellement obtenu des données administratives). Si une enquête doit être effectuée, les délais peuvent être considérablement allongés, passant de 1 à 2 ans.
	Compétences :	De bonnes compétences dans la manipulation des données, et une expérience particulière de l'analyse des enquêtes auprès des ménages. Une expérience des logiciels de statistiques (tels que SPSS, SAS, et STATA)
	Logiciels :	SPSS, SAS, STATA ou logiciels similaires
	Coût :	Les coûts peuvent varier énormément, suivant l'existence préalable d'une enquête auprès des ménages. Si elle existe, l'analyse peut être effectuée pour environ 10 000 USD.
Limites :	L'analyse ne prend pas les comportements en compte, tel que, par exemple, le changement probable de la demande des ménages découlant des changements de politiques. Pour les méthodes adressant cette question, voir le tableau sur l'analyse comportementale de l'incidence marginale des dépenses publiques et programmes sociaux et sur l'analyse de l'impact social .	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir Demery (2003), Chapitre 2 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Demery (2000) et van der Walle (1998) sur la technique en général. • Castro-Leal, Dayton et Demery (1997) sur un groupe de pays africains. • Castro-Leal (1996) sur l'Afrique du Sud. • Demery et al. (1995) sur le Ghana. • Devarajan et Hossain (1998) sur l'analyse de l'incidence des taxes et dépenses aux Philippines. • Van der Walle (1992) et Lanjouw et al (2001) sur l'Indonésie. • Van der Walle (2002c) sur l'incidence des transferts publics au Yémen. 	

Nom de l'instrument :

Analyse de l'incidence de la fiscalité

Qu'est-ce que c'est ?	L'analyse évalue l'incidence distributionnelle des taxes – leur incidence sur les divers groupes de ménages. Les taxes ont un effet sur le revenu réel directement ou par l'intermédiaire des prix. (Voir aussi le tableau sur l'analyse de l'incidence des dépenses publiques).	
Pour quoi peut-il être utile ?	L'analyse de l'incidence fiscale peut être utilisée pour l'analyse de l'impact distributionnel des taxes, impôts ou subventions. Elle peut être utilisée pour analyser l'impact distributionnel d'autres changements exogènes touchant les prix et ceux touchant les services publics.	
Que fait-il ?	L'instrument estime l'effet des changements de prix et de revenus sur le bien être des individus ou des ménages. La plus grande partie de l'analyse porte sur la part des taxes payée par différents groupes. L'imposition est considérée comme une perte de revenus réels.	
Instruments complémentaires :	L'analyse peut être complétée par l'analyse de l'incidence réglementaire des taxes (à savoir, l'analyse des règles déterminant qui doit payer quelles taxes) et par l'analyse du fonctionnement des processus de collecte des taxes (voir les tableaux sur l'analyse institutionnelle et sur les enquêtes quantitatives sur la prestation de services). L'analyse (simple ou marginale) de l'incidence de la fiscalité évalue l'incidence des transferts sans considérer les réactions des groupes aux changements (voir les tableaux sur l'analyse comportementale).	
Éléments clé :	La technique (1) définit les groupes d'intérêt, généralement en termes de revenus/consommation, situation géographique, sexe, ethnicité, âge, groupe socio-économique et (2) calcule les taxes payées par chaque groupe. Pour se faire, on doit reconnaître que l'incidence réglementaire des taxes (ceux qui devraient payer selon la réglementation) n'est pas nécessairement identique à leur incidence économique (ceux dont le pouvoir d'achat réel diminue à cause des taxes). Cela est lié au fait que différentes taxes réglementaires passent d'un agent à un autre. Généralement, on suppose que les taxes indirectes sur les biens sont complètement à la charge du consommateur final (les prix reflètent les taxes payées par les autres) et que les droits de douane sont inclus dans les prix. Les taxes sont donc supposées avoir un impact sur les groupes par l'intermédiaire des biens, services, transferts et subventions. Pour quantifier les taxes, on (a) multiplie le taux de taxe officiel par la valeur des dépenses avant taxes (si on présume que les taxes sont collectées conformément à la loi) ou (b) estime le taux d'imposition « réel » pour les différentes catégories de dépenses, en divisant la base d'imposition par les revenus fiscaux réalisés et en appliquant le taux qui en découle aux catégories.	
Conditions	Données et Informations :	L'analyse nécessite des informations sur les taxes et subventions et sur leurs modifications et des données représentatives au niveau national sur le revenu des ménages (par ex. LSMS), y compris des informations sur les articles spécifiques assujettis à une imposition ou subventionnés.
	Temps :	Un mois, si les données sont de qualité et comprennent une variable pour le niveau de vie ou bien-être (telle que les dépenses, la consommation ou les revenus des ménages).
	Compétences :	Une connaissance du système fiscal et de la structure des marchés du pays. Des connaissances en économétrie et une connaissance des logiciels de soutien (voir ci-dessous).
	Logiciels :	Tous les logiciels de statistiques peuvent estimer les valeurs (Stata, SPSS et.c.). Pour estimer les variances, un langage de programmation matricielle (Gauss, Matlab, SAS IML) est utile. Le logiciel DAD calcule les courbes de concentration et autres mesures avec les écarts-type.
	Coût :	15 000 USD
Limites :	L'analyse ne prend pas en compte les changements de comportement et donne donc une approximation de premier ordre de la véritable incidence. De plus, des erreurs peuvent découler des hypothèses sur la manière dont les taxes réglementaires se traduisent en incidence économique. En outre, certaines taxes indirectes peuvent également être prélevées sur les biens intermédiaires et des modèles complexes seraient nécessaires pour estimer l'incidence leur incidence. Finalement, une analyse de l'efficacité économique et administrative du système est souvent utile.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir Sahn et Younger (2003), Chapitre 1 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Alderman et del Ninno (1999) sur le ciblage des exemptions de TVA en Afrique du Sud. • Ahmad et Stern (1984, 1987, 1990 et 1991) sur l'Inde et le Pakistan. • Chen et al. (2001) sur l'Ouganda. • Gibson (1998) sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'introduction de la TVA. • Younger et al. (1999) sur Madagascar. • Younger (1993) sur le Ghana. 	

Nom de l'instrument :

Carte de pauvreté

Qu'est-ce que c'est ?	Une technique permettant d'estimer les niveaux et changements de bien-être et d'inégalité au niveau désagrégé, pour des petites zones géographiques, tels que les districts et sous-districts. Cela permet de considérer l'hétérogénéité géographique.	
Pour quoi peut-il être utile ?	La méthode peut fournir des informations pour le ciblage des ressources publiques et peut simuler l'impact géographique de réformes telles que le changement des barrières douanières, la décentralisation, les dépenses publiques etc. Les informations désagrégées sont particulièrement importantes dans le contexte de la décentralisation des services publics.	
Que fait-il ?	La méthode donne une estimation de la distribution de la pauvreté et de l'inégalité dans les sous-régions du pays. Elle identifie les poches de pauvreté en estimant de manière suffisamment précise la pauvreté pour un niveau de désagrégation inférieur à ceux typiquement considérés par les enquêtes auprès des ménages. Les estimations de la pauvreté et des inégalités peuvent ensuite être représentées sur des cartes. D'autres variables intéressantes peuvent être représentées sur les cartes pour l'évaluation de l'impact géographique des politiques - par exemple, variables sur l'éducation, l'eau, la santé, les services publics, la production agricole etc. suivant la réforme envisagée.	
Instruments complémentaires :	Une carte de la pauvreté peut être associée à d'autres systèmes d'informations géo-référencées, avec des informations sur une variété d'actions publiques. L'analyse de l'impact social et l'analyse participative de la pauvreté peuvent aider à comprendre les phénomènes observés.	
Éléments clé :	La méthode utilise une enquête auprès des ménages et un recensement. Elle impute les informations sur la pauvreté et l'inégalité dans le recensement, utilisant des estimations provenant de l'enquête auprès des ménages, par l'intermédiaire de la création d'indicateurs de niveau de vie basés sur la consommation pour de petites zones géographiques. À cette fin, (1) les variables communes à l'enquête et au recensement sont identifiées, (2) l'enquête est utilisée pour l'estimation d'un modèle de prévision liant la consommation aux variables que les deux sources de données ont en commun, (3) les estimations des paramètres sont appliquées aux données du recensement pour en tirer une estimation de la pauvreté pour chacun des ménages du recensement et, (4) des estimations de la pauvreté et d'inégalité peuvent être calculées pour de petites zones géographiques et transposées dans un système d'information géo-référencée.	
Conditions	Données et Informations :	Une enquête auprès des ménages et un recensement de la population, idéalement effectués la même année. Si cela n'est pas le cas, la compatibilité des sources devra être vérifiée en comparant les estimations avec les statistiques de base sur la pauvreté et les inégalités de l'enquête auprès des ménages. Dans ce cas, les estimations de niveau de vie portent sur l'année du recensement qui sert de base à l'estimation des dépenses/consommation et des variables de pauvreté et d'inégalité.
	Temps :	Dépend de la qualité des données; au minimum deux mois ; six mois en moyenne.
	Compétences :	Une bonne connaissance de la mesure de la pauvreté et des inégalités. De bonnes compétences dans le traitement des données et une expérience dans l'analyse de grandes enquêtes auprès des ménages et de recensements. Une expérience des logiciels de statistiques (SPSS, SAS, STATA)
	Logiciels :	SPSS, SAS, STATA et systèmes géo-référencés tels que ARCVIEW, le logiciel créé à ce propos et produit par la Banque mondiale : http://econ.worldbank.org/programs/poverty/topic/14460/ .
	Coût :	Entre 20 000 et 100 000 USD suivant le niveau du consultant spécialisé, la disponibilité en termes d'assistance informatique, etc.
Limites :	Les variables ne capturent pas certains effets géographiques (tels que le climat, la qualité de l'administration locale etc.). On peut compléter l'analyse par des données supplémentaires de la sorte. Par ailleurs, les changements de comportements sont généralement ignorés.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir Lanjouw (2003), Chapitre 4 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Elbers, Lanjouw et Lanjouw (2002) sur l'approche générale. • Pour le logiciel spécialement écrit et son manuel, tout comme pour les applications à d'autres pays, voir http://econ.worldbank.org/programs/poverty/topic/14460/. • Demombynes et al. (2002) sur la pauvreté en Équateur, à Madagascar et en Afrique du Sud. • Elbers, Lanjouw, Mistiaen, Ozler et Simler (2002) sur les inégalités en Équateur, à Madagascar et au Mozambique. • Elbers, Lanjouw, Lanjouw et Leite (2002) sur le Brésil. • Mistiaen (2002) sur l'analyse de l'impact du changement des prix du riz à Madagascar. • Mistiaen et al. (2002) sur les dépenses de la Santé à Madagascar. 	

Nom de l'instrument :

Analyse comportementale de l'incidence marginale des dépenses publiques et des programmes sociaux

Qu'est-ce que c'est ?	Ce type d'analyse combine l'analyse de l'incidence marginale des dépenses publiques et la modélisation économétrique du comportement des ménages. L'analyse est ex post puisqu'elle porte sur des interventions passées, en tirant des leçons pour les interventions futures. Les méthodes permettent de saisir le comportement à la fois des bénéficiaires des dépenses publiques ou des participants aux programmes et des agents mettant en place ces dernières ou derniers. Et pour finir, l'analyse est marginale puisqu'elle porte sur l'impact des augmentations apportées aux dépenses et programmes publics ou sur celui des coupes les affectant.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Elle peut être utilisée pour expliquer les impacts distributionnels des finances publiques ou des réformes sur les individus ou les ménages, permettant des réponses de comportements. Cela s'applique aux dépenses et programmes publics pour l'éducation et la santé et à ceux concernant les programmes de transfert monétaires. Elle peut aussi être utilisée dans l'analyse d'autres réformes, comme entre autres les réformes agraires, la réforme des retraites et les programmes de micro-finance.	
Que fait-il ?	L'analyse permet d'estimer les impacts distributionnels des changements dans les dépenses ou programmes publics, tout en prenant en compte les réponses de comportements des bénéficiaires et des agences de mise en œuvre. En examinant, ex post, les changements réellement intervenus, ces méthodes permettent d'autre part, de vérifier le réalisme des résultats des méthodes utilisées pour essayer de prévoir les changements ex-ante, avant la mise en œuvre des changements.	
Instruments complémentaires :	L'analyse ex post de l'impact social peut compléter de tels efforts, tout comme l'adaptation de certains instruments tels que les enquêtes quantitatives de la prestation de services (EQPS) et les enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP) qui utilisent des données historiques (voir les tableaux sur ces instruments et techniques).	
Éléments clé :	La technique comporte l'analyse économétrique de données au niveau des ménages portant sur les indicateurs de niveau de vie et sur la réception des dépenses et programmes considérés, et la modélisation des réponses des ménages, telles que les changements apportés dans les choix d'allocation de la main-d'œuvre des ménages.	
Conditions	Données et Informations :	L'incidence marginale et comportementale peut être obtenue à l'aide : 1) d'une seule enquête auprès des ménages présentant suffisamment de désagrégation régionale et de variation en termes de participation aux programmes; 2) deux enquêtes auprès des ménages comparables; 3) des enquêtes panels auprès des ménages ou, 4) des enquêtes panels sur les régions pour l'analyse dynamique de l'incidence marginale.
	Temps :	De quelques semaines à quelques mois suivant la qualité des données.
	Compétences :	Des compétences en économétrie.
	Logiciels :	EXCEL et STATA (ou d'autres logiciels de micro économétrie et tableurs)
	Coût :	Les coûts de développement et d'utilisation des instruments peuvent varier, suivant l'existence préalable ou non des enquêtes auprès des ménages. En cas d'existence préalable, l'analyse peut être faite pour environ 10 000 USD.
Limites :	L'analyse comportementale de l'incidence nécessite généralement des données plus complexes que dans l'analyse de l'incidence simple afin de permettre une modélisation des comportements.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir van de Walle (2003), Chapitre 3 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Lanjouw & Ravallion (1999) • van de Walle (1994) sur l'Indonésie. • van de Walle (2002a) sur le réseau routier rural. • van de Walle (2002b) sur le Vietnam. • Ravallion (1999) 	

Nom de l'instrument : **Évaluation comportementale marginale des réformes politiques (ex ante)**

Qu'est-ce que c'est ?	Les techniques permettent l'estimation de la situation qui pourrait résulter des changements apportés aux politiques. Elles permettent une analyse des impacts distributionnels d'une réforme, ex ante, à savoir avant la mise en place de la réforme. Une telle analyse est marginale, car elle vise à saisir les changements à partir d'une situation existante (par exemple, une nouvelle politique, l'expansion ou la réduction d'actions publiques existantes). D'autre part, l'analyse est comportementale, les comportements de diverses personnes concernées étant pris en compte lors de la définition des contrefactuels.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Ce type d'analyse peut être appliqué aux types de programmes de transfert pour lesquels un impact est anticipé, dans une certaine mesure, sur le comportement des ménages (par exemple, les choix sur le marché du travail, l'éducation des enfants, la demande de divers biens et services etc.). Cela comprend, entre autres, les changements fiscaux, les changements apportés aux dépenses et à certains programmes ciblés. Elle peut aussi être utilisée pour tous les changements exogènes apportés à l'environnement d'un ménage et susceptibles de déclencher une réponse comportementale non négligeable (par exemple, l'accessibilité à divers types de services, les conditions du marché de l'emploi, les prix à la production et à la consommation).	
Que fait-il ?	Elle indique les impacts distributionnels probables des changements politiques, tout en prenant en compte les comportements des diverses personnes concernées.	
Instruments complémentaires :	Des instruments tels que l'analyse des parties prenantes, l'analyse de l'impact social et, dans certains cas, l'instrument d'analyse du capital social peuvent aider les analystes à mieux comprendre les variables affectant le plus probablement le comportement des ménages.	
Éléments clé :	La technique s'applique comme suit : (1) l'identification de la réforme politique à analyser ; (2) l'identification des données et sources d'information renfermant les informations nécessaires ; (3) la spécification du modèle économique saisissant les mécanismes susceptibles d'affecter les réponses des personnes individuelles ou des ménages aux changements politiques en question ; (4) l'estimation du modèle ; (5) et la simulation de la réforme sur la base de l'estimation empirique du modèle.	
Conditions	Données et Informations :	Des enquêtes auprès des ménages, et des enquêtes ou questions spécifiques suivant la question soulevée.
	Temps :	6 mois avec un modélisateur compétent en microéconométrie
	Compétences :	Modélisation microéconométrique
	Logiciels :	Tous les logiciels utilisés en microéconométrie - Stata, SAS etc.
	Coût :	Dépend de la question soulevée et du besoin de nouvelles données. Si les données sont disponibles, le coût varie entre 10 000 USD et 30 000 USD.
Limites :	L'estimation des modèles de comportements adaptés à la politique devant être évaluée ou conçue peut être difficile, mais peut reposer sur des hypothèses plus simples. Par ailleurs, l'approche repose sur un modèle structurel, qui nécessite un ensemble d'hypothèses.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir Bourguignon et Ferriera (2003), Chapitre 6 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Atkinson et Bourguignon (1991) sur les modèles impôts/transferts. • Attanasio, Meghir et Santiago (2002) sur les choix éducatifs au Mexique. • Bourguignon, Ferreira et Leite (2002) sur les transferts monétaires conditionnels dans l'éducation au Brésil. • Blundell et al (2000) sur les crédits d'impôt au Royaume-Uni. • Younger (2002) sur l'incidence marginale des dépenses et l'éducation au Pérou. 	

Nom de l'instrument : Méthodes d'évaluation de l'impact des programmes assignés (ex post)

Qu'est-ce que c'est ?	Des méthodes d'évaluation des contrefactuels pour l'évaluation de l'impact sur la pauvreté résultant de programmes assignés	
Pour quoi peut-il être utile ?	À toute politique ou tout programme ou choc assigné à certaines unités d'observation et pas aux autres, et où les unités non touchées par la politique ou le programme ne sont pas ou peu affectées. Les unités peuvent être constituées de personnes, ménages, entreprises, communautés, provinces ou même des pays.	
Que fait-il ?	Elles mesurent l'impact, généralement défini comme la différence existant entre la valeur de l'indicateur choisi une fois le programme en place et sa valeur suivant le contrefactuel (ce qu'aurait été la valeur de l'indicateur en l'absence du programme).	
Instruments complémentaires :	Les meilleures évaluations combinent souvent plusieurs méthodes : la randomisation de certains aspects et l'utilisation de méthodes économétriques pour traiter des éléments non aléatoires, ou la combinaison de « matching » méthodes et des observations longitudinales dans le but d'essayer d'éliminer les erreurs découlant de données imparfaites. Les instruments complémentaires à envisager comprennent l'analyse de l'incidence des dépenses et transferts, l'analyse de l'impact social et l'analyse de la demande, qui pouvant aider les décideurs à suivre l'impact des changements politiques du passé, en combinant les données des enquêtes auprès des ménages et les données financières ou portant sur la prestation de services.	
Éléments clé :	La stratégie d'identification pose les hypothèses selon lesquelles les résultats observés pour participants et non participants peuvent être utilisés (souvent en combinaison à d'autres données) pour en déduire l'impact. Si le programme est assigné de façon aléatoire dans la population (tout le monde a la même chance, ex ante, de participer au programme), les différences observées ex post à propos des résultats sont alors attribuables au programme. Cependant, tel n'est pas souvent le cas, les programmes ayant tendance à cibler certains groupes de façon calculée. Dans ces situations, des méthodes existent pour l'estimation des contrefactuels, comme par exemple la méthode de « propensity-score matching » et la méthode des « doubles différences ».	
Conditions	Données et Informations :	Des données sur les indicateurs pertinents de résultats pour les unités participant et pour celles qui ne participent pas. Des données d'enquête ou de recensement portant sur les participants et les non participants sont essentielles. Les données doivent inclure des indicateurs pertinents de résultats et (suivant la stratégie d'identification) d'autres covariables portant sur la participation ou les résultats.
	Temps :	La conception de l'évaluation devrait idéalement démarrer avant même que la politique ou le programme ne commence ; il est souvent difficile de se prêter à une bonne évaluation si elle est commencée avec retard. Des données « déjà toutes prêtes » peuvent parfois convenir, mais il est souvent nécessaire de rassembler des données spécialement à cet effet, ce qui doit être envisagé à l'avance.
	Compétences :	Une connaissance suffisante des statistiques et de l'économétrie et des compétences dans le domaine des données quantitatives. Des connaissances en microéconomie aident souvent. Une bonne connaissance du programme est importante.
	Logiciels :	Les logiciels standard en statistiques et économétrie, tels que STATA, sont souvent suffisants. Un certain nombre de routines STATA spécifiques sont disponibles pour les évaluations.
	Coût :	Varié énormément, principalement suivant la disponibilité de données à jour. Le coût marginal de l'évaluation peut être minime dans les situations « riches en données » et élevé dans les situations « pauvres en données » où la collecte des nombreuses données est requise. Même dans les situations riches en données, le rassemblement de données complémentaires est souvent nécessaire.
Limites :		
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue des techniques, voir Ravallion (2003), Chapitre 5 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Galasso et al. (2001) et Angrist et al. (2001) sur les programmes aléatoires. • Van de Walle (2002a), Jalan et Ravallion (2003a et 2003b) sur la méthode « propensity-score matching ». • Ravallion et al. (2001) sur les techniques de doubles différences. 	

Nom de l'instrument :

Analyse de la demande : estimation des fonctions de demande

Qu'est-ce que c'est ?	Un modèle d'équilibre partiel portant sur le niveau de demande concernant les bien de base dont un individu, un ménage ou un producteur a besoin selon la structure des prix relatifs en place, le revenu réel et un ensemble caractéristiques individuelles. (Voir également le tableau sur l'analyse de la demande : évaluation des consommateurs)	
Pour quoi peut-il être utile ?	Elle peut être utilisée dans le cadre d'une large gamme de réformes pour lesquelles la connaissance du comportement des consommateurs est importante. Cette technique simple, qui se concentre sur un bien unique, peut être particulièrement utile à l'analyse des changements de prix pour les biens et services qui n'ont que peu ou pas de substituts. Cela peut inclure les changements apportés aux droits de douane, subventions et autres prix.	
Que fait-il ?	Montre la manière dont les variations de revenus ou de prix pour un bien donné affectent la demande formulée par un groupe spécifique de consommateurs ou producteurs.	
Instruments complémentaires :	Elle peut être utilisée en conjonction avec l'analyse des parties prenantes. L'analyse d'un système complet de demande est souvent utilisée comme base pour des modèles plus complexes « multi-marchés » ou d'équilibre général calculable (voir les tableaux sur ces deux techniques). Les systèmes de demandes les plus complets sont : le système de dépenses linéaire (LES - Linear expenditure system) ; le système de demande presque parfaite (AIDS – Almost ideal demand system) et le système généralisé de demande presque parfaite (GAIDS – Generalized almost ideam demand system). L'analyse de la demande est aussi utilisée pour la construction de modèles des ménages, en combinaison à l'analyse de l'offre.	
Éléments clé :	Méthodologiquement, il existe deux approches principales pour l'estimation des paramètres d'une équation de demande. L'une consiste à la spécification des fonctions de demande en une équation simple et estimable, avec pragmatisme et sans avoir recours à la théorie économique, en utilisant une estimation de forme réduite. La deuxième consiste à utiliser la théorie de la demande pour dériver un modèle structurel estimable pouvant guider le choix des variables à inclure et celui des formes fonctionnelles et des restrictions à apporter aux paramètres. Ce modèle, bien que difficile à estimer en raison de sa nature typiquement non linéaire, donne des interprétations simples des canaux de transmission. Quand l'analyse de la demande est utilisée dans le cadre de modèles complets (voir par exemple le tableau sur l'analyse des modèles multi-marchés ou les modèles d'équilibre général calculables), des systèmes complets d'équations de demande doivent être spécifiés et estimés, qui peuvent prendre en compte l'interdépendance entre un grand nombre de biens de base dans les choix faits par les consommateurs.	
Conditions	Données et Informations :	Requiert des données sur les niveaux de consommation des ménages et sur leurs revenus, avec suffisamment de variations au niveau des prix, géographiquement ou dans le temps.
	Temps :	De 1 à 3 mois.
	Compétences :	Pour les modèles de forme réduite, des compétences de base en économétrie peuvent suffire. Pour les modèles plus complets, des compétences supérieures en économétrie sont requises, tout comme des compétences typiques de programmation.
	Logiciels :	Un logiciel pour l'analyse des données au niveau des ménages.
	Coût :	5 000 USD pour les modèles simples de forme réduite ; 35 000 USD pour l'analyse en détail des modèles particulièrement complexes.
Limites :	Les équations de demande de forme réduite sont simples à estimer, mais leurs résultats dépendent du choix de la forme fonctionnelle et des variables incluses dans l'équation. Elles demandent aussi une constance dans les élasticités pour toutes les valeurs des variables exogènes. Par ailleurs, les modèles plus complexes sont affectés par les fondements théoriques utilisés pour leur dérivation et peuvent se révéler très complexes à estimer.	
Références et applications :	Pour l'estimation des systèmes de demande : <ul style="list-style-type: none"> • Stone (1954) sur le système de dépenses linéaire (LES) • Deaton et Muellbauer (1986) sur le système de demande presque parfaite (AIDS) • Christensen et al. (1975) sur le système transcendantal logarithmique 	

Nom de l'instrument :

Analyse de l'offre

Qu'est-ce que c'est ?	Un système d'équations intrants/produits utilisé pour déterminer les réponses de l'offre des producteurs (y compris les ménages) face aux changements de circonstances. L'analyse de l'offre prend en compte les changements en termes d'offre de produits et de demande d'intrants/facteurs de production.	
Pour quoi peut-il être utile ?	L'analyse de l'offre peut être utilisée pour déterminer l'impact des changements de prix d'un produit ou d'un facteur, de technologie et/ou d'accès sur la demande pour les facteurs de production (y compris la main d'œuvre), sur la production, sur les produits commercialisés, sur l'offre globale, et sur les revenus. Par exemple, elle peut être utilisée pour estimer le changement dans la production agricole des ménages pouvant être entraîné par la libéralisation de certains marchés (intrants, crédit, produits...). Plus généralement, elle peut être utilisée pour l'analyse de l'impact sur la production résultant de l'élimination des barrières à l'accès ou d'autres changements apportés aux marchés.	
Que fait-il ?	L'analyse de l'offre est centrale pour le choix de politiques car elle aide à comprendre l'impact que différentes décisions politiques alternatives pourraient avoir sur les producteurs. Par l'intermédiaire des changements qu'elle déclenche sur l'offre en biens et services et sur la demande en facteurs, l'analyse de la réponse de la production est une composante essentielle des modèles cherchant à expliquer les prix du marché, les salaires et l'emploi, le commerce extérieur et les revenus fiscaux du gouvernement.	
Instruments complémentaires :	L'analyse de l'offre peut être combinée à l'analyse de la demande pour la construction de modèles des ménages. Une analyse institutionnelle et une analyse des parties prenantes peuvent contribuer au choix des hypothèses faites sur les contraintes aux changements de comportement des fournisseurs et sur les structures des incitations au sein d'un marché. Les techniques APP et AB facilitent la compréhension des relations entre les ménages et les réponses possibles des ménages.	
Éléments clé :	Lors de l'étude de la réponse de l'offre, il est important de distinguer entre les biens spécifiques et les agrégats pour les grands secteurs, et entre les réponses à court et à long terme. La théorie de base de la production est basée sur la maximisation des bénéfices, lors de la décision sur le volume des intrants et produits. Les techniques de maximisation déboucheront sur un ensemble de fonctions de demande en intrants et d'offre des produits, alors utilisées pour en déduire les quantités optimales. L'impact des changements de prix sur les producteurs peut être estimé pour un seul produit ou pour un système de produits, au cas où les entreprises/ménages produisent de multiples produits. Il est aussi important de distinguer entre les résultats à court terme et ceux à long terme. On fait habituellement l'hypothèse que certains facteurs de production sont fixes à court terme. Dans l'agriculture, par exemple, la superficie des terrains et le niveau de la technologie ne changent pas pendant un cycle de culture. La main-d'œuvre peut elle aussi être relativement lente à s'ajuster. Pour cette raison, il peut être argumenté que l'élasticité de l'offre agricole est proche de zéro à court terme. A moyen et long termes, les investissements fixes en technologie rentrent en compte et l'offre peut augmenter.	
Conditions	Données et Informations :	Si l'analyse porte sur les ménages producteurs, des données de production au niveau des ménages seront nécessaires. Pour une analyse des entreprises, des données d'enquête sur les entreprises seront nécessaires.
	Temps :	De 1 à 3 mois si les données sont disponibles
	Compétences :	Des techniques supérieures d'économétrie
	Logiciels :	Un logiciel d'économétrie, tel que SAS, STATA etc.
	Coût :	De 10 000 USD à 30 000 USD
Limites :	En dépit de son approche différente quant aux effets à court terme et aux effets à long terme, l'analyse de l'offre est un instrument statique. De plus, au niveau des entreprises, nombre des décisions sont basées sur des attentes difficiles à modéliser.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • López et al. (1995) sur le Mexique. 	

Nom de l'instrument :

Modélisation des ménages

Qu'est-ce que c'est ?	Des modèles micro-économiques intégrant les décisions prises conjointement par les ménages en tant que producteurs, consommateurs et travailleurs. Ces modèles reflètent le fait que nombre de ménages, surtout en milieu rural, sont simultanément des unités de production et de consommation.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Dans le contexte des ménages agricoles, quand les marchés sont parfaits, le seul lien entre les décisions de production et de consommation passe par le niveau du revenu découlant de la production. En cas d'imperfections des marchés, les politiques affectant le prix des biens (facteurs) aussi bien produits (utilisés) que consommés (vendus), ont ainsi des répercussions complexes sur la production et le niveau de vie des ménages. Ces modèles ont été utilisés pour l'examen d'une large gamme de réformes politiques, telles que les changements de prix et de commercialisation, de fonctionnement des marchés et la fiscalité. En outre, des modèles distincts peuvent être construits pour différents groupes, afin d'examiner les différences structurelles présentes dans l'impact que les politiques ont sur ces derniers.	
Que fait-il ?	Les modèles permettent d'estimer la réponse des ménages face aux changements, en termes de leur consommation, production, et offre de main-d'œuvre et plus généralement en termes des d'allocation des ressources au sein du ménage.	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Si la production (main-d'œuvre) dépasse la consommation (les besoins en production), le ménage est fournisseur net de produits (main-d'œuvre) et vice versa. Dans ces circonstances, l'analyse de la demande et de l'offre peut être un complément aux modèles des ménages. • Par ailleurs, si les marchés fonctionnent bien, le ménage se comporte comme si les décisions de production et de consommation étaient prises séquentiellement, auquel cas la théorie de la production (à savoir l'analyse de l'offre) et de la consommation (à savoir l'analyse de la demande) s'applique. • L'analyse de l'impact social et des bénéficiaires qui s'intéressent aux déterminants de comportement des ménages peut donner des informations sur les préférences des ménages et les changements de comportement susceptibles d'être constatés en cas de réforme. 	
Éléments clé :	Si le modèle des ménages est séparable (à savoir qu'il peut être assumé que les décisions de production et de consommation sont prises séquentiellement), le problème peut être divisé en deux parties (demande et offre). Si le modèle n'est pas séparable, l'estimation de la production et celle de la consommation doivent être faites simultanément. L'une des possibilités est de continuer avec une approche de forme réduite. Une autre possibilité est le calibrage et la simulation d'un modèle structurel des ménages.	
Conditions	Données et Informations :	Ces modèles nécessitent des enquêtes intégrées auprès des ménages. Des informations sont requises aussi bien du côté de la demande que de celui de l'offre. De façon idéale, les modèles prendraient aussi en compte l'allocation du temps au sein des ménages, ce qui nécessite des données sur des facteurs n'apparaissant habituellement pas dans les enquêtes sur la consommation ou la production, telles que l'allocation du temps entre soins des enfants ou autres travaux non rémunérés (par exemple le temps passé à la collecte de l'eau).
	Temps :	Quelques mois si une enquête intégrée auprès des ménages existe déjà.
	Compétences :	Une expérience des enquêtes auprès des ménages et des compétences en économétrie.
	Logiciels :	Des logiciels pour l'analyse des données des ménages, comme Stata et SPSS.
	Coût :	10 000 USD – 30 000 USD
Limites :		
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour un examen approfondi de ces modèles, voir Sadoulet et de Janvry (1995). • Singh, Squire et Strauss (1986) sur l'impact des changements de prix. • De Janvry et al. (1991) sur les modèles pour les ménages agricoles. 	

Nom de l'instrument : **Analyse d'équilibre partiel : modèle multi-marchés**

Qu'est-ce que c'est ?	Les modèles multi-marchés appartiennent à la catégorie des modèles d'équilibre partiel. Ils utilisent une analyse en équilibre partiel de l'impact des changements affectant les prix et les quantités de certains marchés sélectionnés sur le revenu et les dépenses des ménages. Ils spécifient un système de relations entre demande et offre pour quelques secteurs de l'économie, pour estimer l'impact des politiques concernant un secteur particulier, sur d'autres secteurs économiques.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Les modèles multi-marchés sont utiles à l'analyse des impacts sur la pauvreté et à celle de l'impact distributionnel des politiques affectant les prix et quantités d'un petit groupe de biens. Par exemple, ils peuvent être utilisés dans l'estimation des impacts distributionnels des taxes ou d'un changement fiscal et dans celui des impacts distributionnels des subventions, quotas et tarifs douaniers, sur certains produits spécifiques; ou de l'augmentation ou la chute des prix des importations ou exportations.	
Que fait-il ?	Les modèles multi-marchés permettent d'estimer l'impact d'une politique ou d'un choc externe sur les prix et la production dans quelques secteurs et sur le niveau de vie des ménages.	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Une analyse des parties prenantes peut être utile pour l'identification d'autres groupes d'intérêt. • Les modèles multi-marchés ne sont généralement pas des modèles d'équilibre général, puisqu'ils ne sont pas nécessairement entièrement spécifiés. S'il est probable que la réforme politique concernée aura des impacts d'équilibre général, l'analyse devrait être complétée par un modèle d'équilibre général calculable. 	
Éléments clé :	Un modèle multi-marchés élargit l'analyse traditionnelle de l'incidence des dépenses et transferts, afin de saisir les effets de substitution entre les biens sélectionnés, en réponse à la réforme. La première étape avec cette approche est l'identification du marché ou des marchés où la réforme analysée est susceptible d'avoir un effet direct. Les informations provenant de l'étude des ménages sont ensuite utilisées pour estimer les élasticités de la demande au revenu, prix des biens, et prix croisé (prix des biens pouvant être substitués), pour l'ensemble des marchés interconnectés. L'équilibre du marché (par l'équilibre des prix ou celui des quantités) est imposé pour chacun des biens dans le système d'équations. En résumé, les modèles multi-marchés impliquent un système d'équations représentant les acteurs (les producteurs, les consommateurs et le gouvernement), les fonctions de production ou de profit, les marchés des facteurs et des produits, le revenu revenant aux propriétaires d'apports productifs (main-d'œuvre comprise) et la consommation finale.	
Conditions	Données et Informations :	Les modèles multi-marchés requièrent (1) un ensemble de données désagrégées sur la distribution du revenu ou de la consommation des ménages, (2) un paramétrage complet des fonctions d'offre et de demande sur le ou les marchés directement touchés par la réforme, (3) l'identification des équilibres du ou des marchés modélisé(s), (4) un logiciel capable de résoudre un système d'équations potentiellement non linéaires pour les prix et quantités endogènes et, (5) l'intégration de ces variables endogènes dans le revenu et la consommation des ménages.
	Temps :	Le temps nécessaire à la conduite d'une analyse basée sur des modèles d'équilibre partiel dépend, dans une large mesure, de la disponibilité des données et du degré de raffinement des modèles économétriques. Cela peut aller d'environ une semaine pour un modèle simple, à trois mois pour les modèles très détaillés.
	Compétences :	Une bonne connaissance de la modélisation d'équilibre partiel de base et des techniques d'estimation micro économétriques.
	Logiciels :	Stata, SAS, GAMS
	Coût :	5 000 USD pour les modèles simples; 25 000 USD pour les modèles détaillés ou complexes.
Limites :	Ces modèles sont limités à certains marchés sélectionnés et, par conséquent, ignorent par définition les autres marchés y étant reliés. Il est, d'autre part, prudent de procéder à une analyse sensible des résultats obtenus pour les différentes valeurs des paramètres utilisés dans le modèle.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir Arulpragasam et Conway (2003), Chapitre 12 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Binswanger et Qizon (1984, 1986) sur l'agriculture en Inde. • Dorosh, del Ninno et Sahn (1995) sur l'aide alimentaire au Mozambique. • Minot et Goletti (1998) sur la réforme du riz au Vietnam. 	

Nom de l'instrument :

Analyse d'équilibre partiel : estimation de forme réduite

Qu'est-ce que c'est ?	Le modèle d'équilibre partiel porte sur les effets des changements de politiques (y compris les changements des taux d'intérêt, les impôts etc.) ou des chocs exogènes (un changement dans les droits de douane d'un autre pays ou un choc des conditions commerciales) sur une variable importante, telle que la consommation totale ou le revenu total.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Une analyse en équilibre partiel sur la base d'une estimation de forme réduite est l'une des applications les plus communes de l'analyse économétrique et peut être utilisée pour l'examen de l'impact sur une myriade de dimensions. Elle peut être appliquée à la plupart des changements politiques ou chocs exogènes. Elle est surtout utile pour l'analyse des réformes aux effets indirects significatifs. Par exemple, une analyse simple de l'incidence de la fiscalité (voir le tableau de cette méthode) peut analyser les impacts distributionnels directs des changements fiscaux, mais ne peut pas saisir l'impact des changements fiscaux sur la globalité de l'économie et sur la croissance, ne fournissant en conséquence qu'une réponse partielle à la question de l'impact. Une analyse en équilibre partiel avec une estimation de forme réduite peut saisir cet impact indirect et fournir une estimation de l'impact anticipé sur les revenus.	
Que fait-il ?	Elle peut fournir une bonne estimation de l'impact que des changements entraînés par une politique donnée ou des chocs exogènes ont sur une variable spécifiquement importante. Une fois que le modèle contient la variable de politique et que la variable importante a été estimée, les modèles de forme réduite peuvent être utilisés pour simuler l'impact d'autres choix politiques.	
Instruments complémentaires :	L'estimation de forme réduite peut être utile à la compréhension de l'impact macroéconomique d'une intervention politique sur une importante variable sélectionnée. L'analyse a souvent besoin d'être complétée par l'utilisation des enquêtes auprès des ménages, pour estimer les impacts sur la distribution. Une analyse des parties prenantes peut être utile à l'identification des différents groupes d'intérêt.	
Éléments clé :	L'estimation de forme réduite prend pour hypothèse un système sous-jacent d'équations de demande et d'offre, mais le modèle en lui-même ne spécifie pas entièrement toute la gamme des interactions économiques et sociales. Au lieu de cela, le modèle est résolu pour en tirer une seule équation d'estimation : un modèle économétrique faisant le lien entre le résultat et les variables politiques ou le choc. Cela peut être fait sur la base de deux observations séparées dans le temps par un changement politique. Quand une seule enquête est utilisée, il doit y avoir une variation significative au sein de l'échantillon. L'analyse de certaines unités agrégées, telles que des régressions sur différents pays, doit idéalement être conduite sur des enquêtes panels et des données pour différents points dans le temps.	
Conditions	Données et Informations :	Les modèles de forme réduite requièrent des informations sur la variable importante et ses présumés déterminants. Les conditions spécifiques des données dépendent de l'unité d'analyse, que ce soit au niveau des ménages ou des individus, ou à celui des pays.
	Temps :	Le temps requis pour l'analyse basée sur un modèle d'équilibre partiel et d'une estimation de forme réduite dépend dans une large mesure de la disponibilité des données et du degré de raffinement du modèle économétrique. Ils peuvent aller d'une semaine pour un modèle simple à trois mois pour des modèles très détaillés.
	Compétences :	Des compétences en économétrie
	Logiciels :	Eviews, STATA, Gauss et, c.
	Coût :	5 000 USD pour les modèles simples, 25 000 USD pour les modèles détaillés et complexes.
Limites :	Les élasticités de la variable importante sont souvent basées sur des régressions couvrant un ensemble de pays et peuvent être différentes de l'élasticité prévalant dans le pays en lui-même.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Barro (1997) • Quah et Durlauf (1999) • Dollar et Kraay (2002) 	

Nom de l'instrument :

Matrices de comptabilité sociale (MCS)

Qu'est-ce que c'est ?	Une matrice de comptabilité sociale (MCS) est une technique liée à la comptabilité du revenu national, fournissant une base conceptuelle propice à l'examen des questions de croissance et de distribution, au sein d'un cadre de travail analytique unique. Elle peut être considérée comme un instrument pour l'organisation des informations en une seule matrice d'interaction entre la production, le revenu, la consommation et l'accumulation de capital.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Les MCS peuvent être utiles pour certaines simulations simples de politique.	
Que fait-il ?	Les MCS peuvent être utilisées pour l'analyse des corrélations entre les caractéristiques structurelles d'une économie et la distribution des revenus et dépenses entre les groupes de ménages.	
Instruments complémentaires :	Les MCS peuvent compléter et être complétées par l'utilisation d'enquêtes auprès des ménages pour traduire les changements agrégés sur la distribution entre les ménages. Une analyse des parties prenantes peut être utile à l'identification des différents groupes.	
Éléments clé :	Une MCS typique comprend des informations sur les activités de production, les biens, les facteurs de production, les institutions, le compte capital et le « reste du monde ». Une activité produit des biens (et en reçoit un revenu), achète des biens comme intrants et paie des salaires à la main-d'œuvre, des loyers au capital et des impôts au gouvernement. Le revenu des facteurs de production revient aux ménages en leur qualité de propriétaires des facteurs. La MCS peut être élaborée de façon à distinguer les groupes de ménages selon, par exemple, leurs sources de revenus. Les MCS sélectionnent certains comptes comme étant exogènes et laissent le reste des comptes endogènes. Cette sélection peut être faite en partie à l'aide d'une base théorique solide, mais elle est souvent arbitraire. Par exemple, si la MCS contient un compte pour la production agricole et un autre pour les transports, une expérience peut être menée en imposant certains changements exogènes (un « choc ») à l'agriculture en laissant le secteur des transports fixe ou en permettant au secteur des transports de s'ajuster de façon endogène suite au choc.	
Conditions	Données et Informations :	Pour une MCS, les sources de données viennent des tableaux entrées/sorties, des statistiques de comptabilité nationale et d'une enquête auprès des ménages comprenant un module sur le travail.
	Temps :	Environ trois mois pour une MCS modérément détaillée.
	Compétences :	Savoir travailler avec des données d'enquêtes auprès des ménages ; une solide connaissance des comptes nationaux ; savoir utiliser Excel et éventuellement GAMS (dans le cadre de l'emploi d'un logiciel spécifique)
	Logiciels :	Excel, un logiciel spécifique basé sur GAMS, et STATA, SAS ou SPSS pour le travail avec les données sur les ménages.
	Coût :	25 000 USD quand les données sont disponibles. Cela ne comprend pas le coût du développement d'une nouvelle enquête auprès des ménages.
Limites :	Les MCS présentent au moins deux inconvénients. Premièrement, les prix sont fixes et ne s'ajustent pas pour refléter les changements intervenus, par exemple, dans l'activité réelle. L'offre est donc soit parfaitement élastique (si endogène) et entièrement définie par la demande, soit parfaitement non élastique (l'offre est constante). Deuxièmement, les résultats des simulations varient largement suivant les hypothèses posées sur le choix des comptes devant être exogènes et de ceux devant être endogènes.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir Round (2003), Chapitre 14 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Pyatt et Round (1985). • Powell et Round (2000). • Reinert et Roland-Holst (1997). • Sadoulet et de Janry (1995). • Tarp, Roland-Holst et Rand (2002). 	

Nom de l'instrument :

Modèle d'équilibre général calculable (EGC)

Qu'est-ce que c'est ?	Les modèles EGC sont des modèles entièrement spécifiés portant sur une économie ou une région et incluant toutes les activités, facteurs et institutions de production. Par conséquent, les modèles comprennent la modélisation de tous les marchés (sur lesquels les décisions des agents sont sensibles aux prix et les marchés concilient les décisions d'offre et de demande) et des composantes macroéconomiques, telles que les investissements et l'épargne, la balance des paiements et le budget du gouvernement.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Les modèles EGC peuvent être utilisés pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social entraînés par une large gamme de politiques, chocs exogènes compris (taux de change, prix internationaux etc.), changements dans les impôts, les subventions et les dépenses publiques (y compris les changements de politiques commerciales) et changements dans la structure économique et sociale nationale (y compris les changements technologiques, la redistribution des actifs, la formation du capital de ressources humaines).	
Que fait-il ?	Le choix des modèles EGC est préférable quand la structure socioéconomique, les prix et les phénomènes macroéconomiques se révèlent tous importants pour l'analyse. Les modèles EGC permettent de prendre en considération tous les secteurs de l'économie, tout comme la macroéconomie et, permettent en cela l'examen explicite des conséquences à la fois directes et indirectes des politiques. Ceci est particulièrement important pour les réformes politiques susceptibles de jouer un rôle important dans l'économie et susceptibles d'avoir des impacts importants sur d'autres secteurs et/ou sur le flot des devises ou capitaux étrangers.	
Instruments complémentaires :	D'autres instruments décrits dans ce guide appartiennent à cette catégorie de modèles, avec un module supplémentaire pour tenir compte de la distribution : 1-2-3 PRSP, IMMPA et le modèle d'EGC augmenté avec ménages représentatifs. Voir leurs tableaux respectifs.	
Éléments clé :	Le modèle peut être décrit en spécifiant les agents et leur comportement, les règles d'équilibre des différents marchés et les caractéristiques macroéconomiques. Les modèles sont basés sur des MCS (voir le tableau sur les matrices de comptabilité sociale) et varient selon la complexité et le degré de fragmentation des activités de production et des facteurs et institutions, ménages y compris.	
Conditions	Données et Informations :	Les modèles EGC font un usage intensif des données. Ils sont construits à partir de la combinaison des comptes nationaux et des données d'enquêtes. Ils sont d'abord compilés dans une MCS qui est ensuite utilisée en tant que fondation pour le modèle EGC.
	Temps :	De quelques mois à un an, suivant l'existence d'une MCS ou d'un autre modèle EGC déjà utilisé pour une autre question. Même ces modèles simples peuvent être complexes et prendre du temps. Une autre possibilité est l'utilisation d'un modèle déjà construit dans le passé. Par exemple, Ianchovichina et al. (2001) utilisent un modèle construit par le projet « Global Trade and Analysis Project », pour l'examen de l'impact du NAFTA (ALENA) sur le bien-être des ménages au Mexique. Cependant, l'utilisation d'un modèle simple du passé peut limiter le nombre de changements de politique pouvant être simulés (dans le cas précédent, le modèle avait été construit pour examiner la politique commerciale et ne renfermait pas d'impôts ou de dépenses publiques).
	Compétences :	Des modélisateurs expérimentés ayant une connaissance préalable des modèles d'équilibre général calculables, sont requis
	Logiciels :	Excel, Eviews, Gauss
	Coût :	Entre 25 000 USD et 75 000 USD suivant les données existantes.
Limites :	Les résultats des simulations dépendent, en partie, des hypothèses posées dans le modèle, telles que les règles de « règlement des marchés ». Celles-ci garantissent que les comptes macroéconomiques (fiscaux, commerciaux, épargne/investissement) sont en équilibre. Qu'ils soient fixés de façon exogène ou qu'il leur soit permis de s'équilibrer de façon endogène, et la manière dont ils s'équilibrent, peuvent avoir un impact significatif sur les résultats. Par ailleurs, les comptes de production spécifiés dans la plupart des modèles disponibles sont trop agrégés pour permettre l'identification de l'impact des changements intervenants dans l'une des composantes de l'un des comptes. Nombre de modèles ont au plus deux activités agricoles, soit pour les cultures commercialisables et non commercialisables, soit pour les cultures de subsistance et pour les autres cultures.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Dervis et al. (1982) et Shoven et Whalley (1992) pour des résumés sur l'utilisation des modèles EGC. • Ianchovichina, Nicita et Soloaga (2001). Modèles GTAP à http://www.gtap.agecon.purdue.edu. 	

Nom de l'instrument :		PovStat
Qu'est-ce que c'est ?	Un logiciel en format Excel, simulant les changements en pauvreté et inégalité dans le temps qui résultent des changements dans la croissance du PNB et de l'emploi.	
Pour quoi peut-il être utile ?	PovStat peut être utilisé pour simuler l'impact que les politiques affectant la croissance de différents secteurs et de l'emploi ont sur la pauvreté et les inégalités.	
Que fait-il ?	PovStat simule les valeurs des mesures de pauvreté et d'inégalité selon différents scénarios de croissance. Des prévisions aux différents niveaux de complexité peuvent être calculées suivant la disponibilité de données fiables et la mesure dans laquelle les facteurs influençant les niveaux de pauvreté sont incorporés. Les simulations varient suivant les paramètres de prévision optionnels.	
Instruments complémentaires :	Les autres logiciels de prévision de la pauvreté et de l'inégalité comprennent SimSIP Poverty (voir le tableau sur SimSIP) et DAD (un logiciel d'analyse des distributions). Une analyse de l'impact social et une analyse institutionnelle peuvent compléter cette analyse par l'identification des restrictions posées à la participation au marché par certains groupes qui peuvent affecter les estimations.	
Éléments clé :	Sur la base de données recueillies au niveau des ménages, le logiciel traduit les différents taux de croissance du revenu et de l'emploi dans les différents secteurs, en taux de croissance en revenu par habitant ou en consommation pour les ménages desdits secteurs. L'instrument simule l'impact que les politiques affectant la production ont sur la pauvreté, utilisant le fait que les changements affectant la pauvreté peuvent être décomposés en deux parties : une composante liée à la croissance uniforme du revenu et une composante due aux changements du revenu relatif (inégalité). Les simulations sont faites suivant l'hypothèse que la politique analysée sera neutre au niveau de la distribution ou, au contraire, qu'une forme spécifique et quantifiable est choisie pour le changement distributionnel. Les changements intervenant dans la distribution entre les différents groupes économiques sont adaptés via une nouvelle pondération des ménages de l'échantillon.	
Conditions	Données et Informations :	Ce programme nécessite des données d'enquête auprès des ménages. D'autre part, l'utilisateur doit fournir les paramètres suivants : un seuil de pauvreté, une année de sondage et un horizon de prévision. Les variables macroéconomiques agrégées ou désagrégées par secteur et les taux de croissance du revenu, de l'emploi et de la population sont également requis. Par ailleurs, l'utilisateur peut apporter un changement au déflateur utilisé pour les prix et le PNB, un changement au prix relatif de la nourriture et aux parts de la nourriture dans le panier utilisé pour les indices de prix, et des changements au panier de consommation utilisé pour définir le seuil de pauvreté. Cela permet d'envisager différents types de paramètres optionnels de projection, tels que les transferts de main d'œuvre entre les secteurs. Le logiciel peut aussi être adapté à des données groupées.
	Temps :	1-2 jours pour formater les données d'enquête auprès des ménages, rassembler et vérifier les variables économiques et saisir le tout dans PovStat.
	Compétences :	Une connaissance d'Excel et d'un logiciel approprié de traitement des données des ménages (tel que Stata). D'autre part, une connaissance de PovCal en cas d'utilisation de données synthétiques provenant d'une distribution groupée.
	Logiciels :	Excel
	Coût :	
Limites :	PovStat n'est pas à même de saisir les effets secondaires. Ceux-ci peuvent être saisis par les modèles d'équilibre général calculables.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir Datt, Ramadas, van der Mensrugge, Walker et Wodon (2003), Chapitre 10 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Datt et Walker (2002). • Logiciel disponible à http://www.worldbank.org/psia, section sur les Instruments et méthodes (Tools and Methods). 	

Nom de l'instrument :

SimSIP Poverty

Qu'est-ce que c'est ?	SimSIP Poverty est un simulateur générique basé sur Excel, permettant d'estimer dans le temps les changements dans la prévalence de la pauvreté et de l'inégalité, suite aux changements dans la croissance du produit/revenu et de l'emploi.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Cet instrument peut être utilisé pour simuler l'impact que les politiques affectant la croissance de la production sectorielle et de l'emploi ont sur la pauvreté et les inégalités.	
Que fait-il ?	Il simule les mesures de la pauvreté et des inégalités, pour le pays et pour les secteurs (urbains et ruraux ; agriculture, industrie et services). Il peut simuler l'impact que divers types de croissance sectorielle et que les transferts de population entre les secteurs auront sur la pauvreté et les inégalités.	
Instruments complémentaires :	Les autres logiciels de prévision de la pauvreté et de l'inégalité comprennent SimSIP Poverty (voir le tableau sur SimSIP) et DAD (un logiciel d'analyse des distributions). Une analyse de l'impact social et une analyse institutionnelle peuvent compléter cette analyse par l'identification des restrictions posées à la participation au marché par certains groupes qui peuvent affecter les estimations.	
Éléments clé :	Sur la base de données groupées recueillies au niveau des ménages (données typiquement groupées pour les déciles ou quintiles), le logiciel traduit les différents taux de croissance du revenu et de l'emploi dans les différents secteurs, en taux de croissance en revenu par habitant ou en consommation pour les ménages desdits secteurs. L'instrument simule l'impact que les politiques affectant la production ont sur la pauvreté, utilisant le fait que les changements affectant la pauvreté peuvent être décomposés en deux parties : une composante liée à la croissance uniforme du revenu et une composante due aux changements du revenu relatif (inégalité). Les simulations sont faites suivant l'hypothèse que la politique analysée sera neutre au niveau de la distribution ou, au contraire, qu'une forme spécifique et quantifiable est choisie pour le changement distributionnel. Les changements intervenant dans la distribution entre les différents groupes économiques sont adaptés via une nouvelle pondération des ménages de l'échantillon.	
Conditions	Données et Informations :	SimSIP Poverty utilise des données de ménages groupées, typiquement par revenu : le revenu ou la consommation moyens de chaque groupe et la part de ces groupes dans le total. En outre, SimSIP Poverty nécessite des données macroéconomiques à un niveau agrégé ou désagrégé par secteur. Cela comprend, par exemple, les taux de croissance passés ou anticipés pour la production, l'emploi et la population par secteur. Et pour finir, la taille de la population et sa croissance, tout comme un seuil de pauvreté sont nécessaires.
	Temps :	1 ou 2 jours pour rassembler les données sur les parts de population des groupes et leur revenu ou consommation moyens, vérifier le réalisme des scénarios et entrer les données dans le logiciel.
	Compétences :	Une connaissance d'Excel
	Logiciels :	Excel
	Coût :	
Limites :	SimSIP ne saisit pas les effets des secondes implémentations. Ceux-ci peuvent être saisis par les modèles MGEC.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue de la technique, voir Datt, Ramadas, van der Mensrughe, Walker et Wodon (2003), Chapitre 10 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Wodon et al. (2003). • Ramadas et al. (2002). • Logiciel disponible à www.worldbank.org/simsip. 	

Nom de l'instrument :

123 PRSP

Qu'est-ce que c'est ?	123PRSP (un pays, deux secteurs et trois biens) est un modèle d'équilibre général calculable (EGC).	
Pour quoi peut-il être utile ?	123PRSP peut être utilisé pour l'analyse de l'impact que la politique macroéconomique et les chocs externes ont sur la distribution des revenus, sur l'emploi et sur la pauvreté.	
Que fait-il ?	Il permet d'établir une prévision des mesures de niveau de vie et des indicateurs de pauvreté, cohérente avec un ensemble de politiques macroéconomiques, dans le contexte d'un modèle d'équilibre général très simple. Pour un ensemble donné de politiques macroéconomiques, 123PRSP génère un ensemble de salaires, profits spécifiques aux différents secteurs, et prix relatifs qui sont cohérents. Les changements anticipés au niveau des prix, salaires et profits sont ensuite imputés aux données auprès des ménages portant sur les salaires, profits et demandes en produits de base pour des groupes de ménages représentatifs ou des segments de la distribution. En principe, 123PRSP peut calculer l'impact de la politique sur chacun des ménages de l'échantillon, afin de saisir l'effet de l'entière distribution du revenu. Pour un seuil de pauvreté donné, 123PRSP peut aussi calculer l'effet des différentes mesures de pauvreté.	
Instruments complémentaires :	L'analyse des impacts sur la distribution du revenu peut être complétée par une analyse de l'impact social et une analyse institutionnelle, qui considèrent les variables pouvant affecter la participation des ménages à la croissance. L'analyse des scénarios, qui aide les décideurs à évaluer les effets d'importantes discontinuités sur les projections économiques, peut compléter le modèle qui opère à long terme.	
Éléments clé :	123PRSP peut être considéré comme une étape à mi-chemin entre les modèles de cohérence (tels que RMSM-X) et les approches plus raffinées telles que les modèles désagrégés d'équilibre général calculables. Les premiers sont simples à estimer et à utiliser mais considèrent les deux déterminants les plus importants de la pauvreté, la croissance économique et les prix relatifs, comme exogènes. Les derniers sont utiles pour saisir les impacts des politiques sur la pauvreté, mais requièrent de nombreuses données et sont difficiles à bien gérer. Un des aspects fondamentaux de 123PRSP est son approche modulaire ; en liant plusieurs modèles existants, il peut faire usage de leurs modules individuels déjà disponibles. De plus, la structure peut être mise en place même si un module particulier n'est pas disponible, faute de données ou autres motifs.	
Conditions	Données et Informations :	Le modèle 123PRSP nécessite des comptes nationaux, une matrice de comptabilité sociale, et certaines données distributionnelles ou une enquête auprès des ménages. Le modèle ajoute à un modèle statique et agrégé déjà existant, tel que le modèle de programmation financière du FMI (contenant un ensemble cohérent de comptes nationaux reliés à la balance fiscale, aux comptes monétaires et à la balance des paiements). Les politiques macroéconomiques sont ensuite entrées dans le « module réaliste » (Get Real Module) ou dans un modèle de prévision de la croissance à long terme pour le pays en question, et dans un module de fluctuation à court terme. Ce dernier demande des données des comptes nationaux passés. Les projections à long et court termes seront ensuite entrées dans le modèle 123, pour les projections sur les changements de salaires, profits et prix affectant les trois biens considérés. Celles-ci seront à leur tour entrées dans un module de données sur les ménages pour estimer les effets des politiques macroéconomiques sur la pauvreté.
	Temps :	Environ trois mois si une enquête auprès des ménages et le modèle macro sont disponibles
	Compétences :	Des modélisateurs expérimentés et experts en programmation financière et en économétrie supérieure des séries chronologiques.
	Logiciels :	Eviews, Excel
	Coût :	Sans le coût du développement d'un modèle macro ou d'une enquête auprès des ménages, environ 25 000 USD pour l'établissement d'un nouveau modèle.
Limites :	123PRSP adopte plusieurs simplifications stratégiques de façon à rendre le modèle facile à utiliser. Il en résulte que la chaîne de causalité des politiques macroéconomiques à la pauvreté n'est qu'unidirectionnelle. À cet égard, le modèle ne saisit pas les effets en retour des changements dans la composition de la demande (entraînés par les changements dans la distribution du revenu) sur les équilibres macroéconomiques.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> Pour une revue de la technique, voir Devarajan et Go (2003), Chapitre 13 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. 	

Nom de l'instrument :

**Simulateur macroéconomique pour l'analyse de la pauvreté
(Poverty Analysis Macroeconomic Simulator – PAMS)**

Qu'est-ce que c'est ?	PAMS est un modèle économétrique reliant un modèle macroéconomique cohérent ou un cadre macroéconomique à un module emploi/pauvreté.	
Pour quoi peut-il être utile ?	PAMS peut être utilisé pour se pencher sur l'impact que les politiques macroéconomiques et les chocs exogènes (tels qu'une augmentation ou chute exogène de la croissance ou un changement dans la composition sectorielle de la production) ont sur les ménages individuels.	
Que fait-il ?	PAMS peut produire des simulations passées ou contrefactuelles: (i) de scénarios de croissance alternatifs en terme des hypothèses faites pour l'inflation, la fiscalité et les balances des comptes courants - ces simulations permettent de tester le pour et le contre d'actions alternatives au sein d'un programme de stabilisation macroéconomique, (ii) de différentes combinaisons de croissance sectorielle (agricole ou industrielle, secteurs de biens commercialisables ou non commercialisables) pour un taux de croissance agrégé donné, et (iii) des politiques de fiscalité et transferts budgétaires.	
Instruments complémentaires :	Une analyse des parties prenantes peut être utile à l'identification des groupes pour mieux informer la sélection des catégories. Une analyse de l'impact social et une analyse institutionnelle peuvent compléter cette analyse, par l'identification des restrictions posées à la participation au marché par certains groupes, telles que pouvant affecter les estimations sur la pauvreté et les inégalités.	
Éléments clé :	PAMS a trois composantes principales : (i) un cadre macroéconomique standard agrégé, pouvant venir d'un quelconque modèle macroéconomique cohérent (par exemple, RMSM-X, 123) pour la projection du PIB, des comptes nationaux, du budget national, de la balance des paiements, du niveau des prix, etc. dans des comptes agrégés cohérents ; (ii) un modèle du marché de l'emploi ventilant les catégories d'emploi par niveau de compétences et par secteurs économiques, pour lequel la production totale est cohérente avec le cadre macroéconomique. Les ménages des enquêtes auprès des ménages sont organisés en groupes de ménages représentatifs, définis par la catégorie d'emploi du chef du ménage. Pour chaque catégorie d'emploi, la demande d'emploi dépend de la production sectorielle et des salaires réels. Les niveaux de salaires par secteur économique et catégorie d'emploi peuvent ainsi être déterminés. En outre, différents taux d'imposition sur les revenus et différents niveaux de transferts budgétaires pour les différentes catégories d'emploi peuvent être ajoutés au revenu salarial ; et (iii) un modèle utilisant les résultats du modèle d'emploi pour simuler la croissance des revenus de chaque individu au sein de son propre groupe, que l'on présume égale à la moyenne pour le groupe. Après la projection des revenus individuels, le PAMS calcule l'incidence de la pauvreté et de l'inégalité entre les groupes.	
Conditions	Données et Informations :	Le modèle nécessite des comptes nationaux (ventilés par secteur) et des données d'enquête auprès des ménages, contenant des données sur le revenu ou les dépenses des ménages et une ventilation des salaires et de l'emploi par secteurs.
	Temps :	Avec un modèle macroéconomique à disposition, la construction d'un PAMS devrait prendre environ trois mois : (i) Un mois pour sélectionner/extraire les catégories dans l'enquête auprès des ménages et faire correspondre les secteurs économiques provenant du modèle macroéconomique. (ii) Un mois pour relier le modèle macroéconomique aux données d'enquête auprès des ménages, (iii) Un mois pour faire fonctionner de concert et ajuster les modules macro et ménages.
	Compétences :	Une connaissance (i) des comptes nationaux basés sur les modèles macroéconomiques, (ii) des modèles de base de la demande d'emploi et, (iii) le cas échéant, de la structure des enquêtes des ménages.
	Logiciels :	Eviews, Excel
	Coût :	25 000 USD quand les données sont disponibles. Cela n'inclut pas le coût du développement d'un modèle macroéconomique ou d'une nouvelle enquête auprès des ménages.
Limites :	La principale limitation est le manque de retour des informations du modèle micro au modèle macro.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue, voir Pereira da Silva, Essama-Nssah et Samake (2003), chapitre 11 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Pereira da Silva, Essama-Nssah et Samake (2002). 	

Nom de l'instrument :

**Le modèle macroéconomique intégré pour l'analyse de la pauvreté –
(Integrated macroeconomic model for poverty analysis – IMMPPA)**

Qu'est-ce que c'est ?	L'IMMPPA est un modèle dynamique d'équilibre général calculable (EGC)	
Pour quoi peut-il être utile ?	L'IMMPPA peut être utilisé pour l'analyse de l'impact des politiques macroéconomiques et des chocs externes sur la distribution du revenu, l'emploi et la pauvreté.	
Que fait-il ?	L'une des caractéristiques principales de l'IMMPPA est qu'il intègre les cotés réel et financier de l'économie ; à cet égard, l'IMMPPA est utile à l'analyse de l'impact des réformes structurelles (telles que les changements des tarifs douaniers ou la composition des dépenses publiques) et des politiques de stabilisation à court terme (telles que une restriction des crédits domestiques ou une augmentation des taux d'intérêt des dépôts). Le traitement détaillé du marché de l'emploi est essentiel à l'évaluation de l'impact que les politiques macroéconomiques ont sur la réduction de la pauvreté. D'autre part, il est utile de faire la distinction entre les secteurs ruraux et urbains, en établissant des projections distinctes sur les fluctuations de la production et de l'emploi pour les deux domaines et, par conséquent, en étudiant la pauvreté dans différentes zones géographiques.	
Instruments complémentaires :	L'IMMPPA complètera, et sera complété par, l'utilisation des enquêtes auprès des ménages et pour la traduction des impacts en termes de changements distributionnels. Une analyse des parties prenantes peut être utile à l'identification des différents groupes d'intérêt. Une analyse de l'impact social et une analyse institutionnelle peuvent compléter cette analyse en identifiant les restrictions posées à la participation au marché de certains groupes, ce qui peut affecter les estimations faites en termes de pauvreté et d'inégalité.	
Éléments clé :	Les caractéristiques principales distinguant l'IMMPPA des autres modèles EGC sont les suivantes : premièrement, l'IMMPPA a une spécification très détaillée du marché de l'emploi, marché qui est la principale voie de transmission des chocs macroéconomiques et des politiques d'ajustement vers l'activité économique, l'emploi et les prix relatifs. La spécification du marché de l'emploi tient compte d'une fragmentation aux niveaux urbains et ruraux et, ensuite, pour chacun de ces domaines, dans les secteurs officiels et non-officiels. Deuxièmement, l'IMMPPA relie les secteurs réels et financiers via un traitement explicite du système financier. Troisièmement, le modèle souligne l'effet négatif de la dette externe sur les investissements privés et, ainsi, incorpore la possibilité de l'encours total de la dette. Pour finir, l'IMMPPA rend compte explicitement des voies par lesquelles divers types de dépenses en investissements publics affectent l'économie.	
Conditions	Données et Informations :	Le plus grand inconvénient présenté par un modèle EGC entièrement spécifié est le temps et les données nécessaires à son élaboration. Le modèle doit être établi à partir d'une combinaison de comptes nationaux et de données d'enquête. Ceux-ci sont d'abord compilés dans une MCS, qui sert ensuite de fondation au modèle. L'IMMPPA, par exemple, consiste en 131 équations et comprend plus de 30 variables exogènes et plus de 200 variables endogènes.
	Temps :	Le processus peut prendre plus d'un an et rarement mois de quelques mois.
	Compétences :	Des modélisateurs expérimentés ayant une expérience préalable et substantielle des modèles d'équilibre général calculables.
	Logiciels :	Eviews, Excel
	Coût :	75 000 USD pour développer le modèle
Limites :	Les simulations dépendent, dans une large mesure, des hypothèses posées dans le modèle, particulièrement en ce qui concerne le règlement des différents marchés du modèle. Elles utilisent également un très grand nombre de données et sont difficiles à gérer, ce qui peut parfois limiter leur utilité en cas de restrictions au niveau des capacités ou du temps disponible.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Agenor, Izquierdo, Fofack (2003). 	

Nom de l'instrument : **Modèle d'EGC augmenté, avec ménages représentatifs**

Qu'est-ce que c'est ?	Cette technique a pour base un modèle d'équilibre général calculable, avec des ménages représentatifs liés à un module consacré aux ménages.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Les modèles avec ménages représentatifs peuvent être utilisés pour l'analyse de l'impact que la politique macroéconomique et les chocs externes ont sur la distribution des revenus, sur l'emploi et sur la pauvreté.	
Que fait-il ?	Les modèles avec ménages représentatifs permettent la prévision des mesures de bien être et de pauvreté, en cohérence avec l'ensemble des politiques macroéconomiques dans le contexte d'un modèle d'équilibre général.	
Instruments complémentaires :		
Éléments clé :	Les caractéristiques clé de l'approche avec ménages représentatifs sont (i) un modèle d'équilibre général calculable incorporant les marchés des facteurs et biens, et leurs liens avec le reste de l'économie, qui génère des valeurs d'équilibre pour l'emploi, les salaires et les prix des biens, ainsi que leur distribution fonctionnelle « étendue » (à savoir, l'emploi est différencié pour différents niveaux de compétence, de formation, par sexe, région et secteur d'emploi) ; et (ii) un lien entre cette distribution fonctionnelle « étendue » et la distribution par « taille » (c'est-à-dire la distribution des revenus entre les différents ménages). Dans cette approche, les ménages représentatifs apparaissant dans le modèle d'EGC (correspondant à l'agrégation, ou la moyenne, de groupes de ménages) jouent un rôle crucial : la distribution par « taille » est générée en intégrant des données sur les résultats simulés pour les ménages représentatifs dans un module distinct contenant des informations supplémentaires sur chaque ménage.	
Conditions	Données et Informations :	Les modèles avec ménages représentatifs nécessitent une matrice de comptabilité sociale (MCS) et des données sur la distribution décrivant les groupes de ménages représentatifs ou, plus spécifiquement, une enquête auprès des ménages.
	Temps :	Seulement quelques jours pour générer une solution simple, si les données et les compétences sont disponibles. De six mois à un an pour rassembler les données et travailler avec les simulations.
	Compétences :	Des modélisateurs expérimentés ayant une connaissance préalable et substantielle des modèles d'équilibre général calculables.
	Logiciels :	Excel, Eviews, Gauss
	Coût :	De 25 000 à 75 000 USD suivant les données déjà existantes.
Limites :	En l'absence d'un modèle d'EGC à intégrer dans le module des ménages représentatifs, il nécessite un très grand nombre de données et est difficile à gérer	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue, voir Lofgren, Robinson et El-Said (2003), chapitre 15 du Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies. • Robillard, Bourguignon et Robinson (2001) sur l'Indonésie. • Coady et Harris (2001) sur le Mexique. • Lofgren et al. (2002). 	

Nom de l'instrument :

Analyse des risques sociaux

Qu'est-ce que c'est ?	Une approche analytique employant des méthodes qualitatives pour identifier et évaluer les risques posés à et par la réforme et pour informer les stratégies de gestion des risques	
Pour quoi peut-il être utile ?	Elle est pertinente pour les réformes ayant des impacts significatifs sur la pauvreté et le social, et particulièrement utile dans le cadre des réformes de décentralisation ; de réduction de la fonction publique ; des réformes agraires ; du secteur financier (par exemple, les réformes réglementaires, la privatisation des entreprises d'État) ; du marché de l'emploi (par ex., la législation du salaire minimum) ; les mesures de protection sociale ; les réformes des retraites, et agricoles (par ex., changement des subventions et taxes, élimination des organismes de commercialisation).	
Que fait-il ?	Elle aide (a) à identifier les risques pouvant nuire aux objectifs des réformes; (b) à informer l'analyse des politiques alternatives et la conceptualisation de mesures complémentaires si une réforme a des impacts défavorables ; (c) à affiner la stratégie de gestion des risques. Elle passe par les étapes suivantes: (i) l'identification des hypothèses, implicites ou explicites, sur ce qui (ne) devrait (pas) arriver pour qu'une politique atteigne ses objectifs ; (ii) l'évaluation de la probabilité que ces hypothèses soient vérifiées et de leur importance pour la réforme; (iii) l'évaluation de l'impact d'une modification de la politique si les hypothèses se révèlent non valides ; (iv) l'information des stratégies de gestion des risques pour adresser les risques inévitables.	
Instruments complémentaires :	Elle est souvent effectuée après l'analyse des parties prenantes et l'analyse institutionnelle, en complément à l'analyse des impacts. Elle fournit des informations cruciales pour l'analyse des scénarios et les systèmes de S&E en établissant référence pour les indicateurs de risques, pour les évaluations des risques conduites au niveau du pays et du secteur.	
Éléments clé :	(1) Identification des risques, (2) Évaluation de la probabilité de la réalisation des risques et de leur importance et, (3) Élaboration de stratégies adéquates de gestion des risques. Les risques sont identifiés à partir d'hypothèses sur les canaux de transmission et les impacts probables. Cela inclut les risques spécifiques au pays (par ex., conflits et violences, instabilité politique, tensions ethniques ou religieuses) ; les risques institutionnels (par ex., la faiblesse du gouvernement ou de ses capacités, la complexité de la réforme) ; les risques d'économie politique (par ex., l'appropriation des avantages, l'opposition des parties prenantes influentes) ; et les risques exogènes (par ex., les termes de l'échange, les effets climatiques). Les informations sur les risques sont tirées (i) de documents secondaires, (ii) de discussions avec les partenaires ; et (iii) d'agences qui évaluent les risques ; et (iv) de questionnaires, entretiens, ou groupes de discussion avec les personnes clé du gouvernement, des organisations non gouvernementales et des entreprises. Ces informations sont validées par la triangulation et vérification croisée des informations obtenues.	
Conditions	Données et Informations :	Des documents secondaires, y compris indicateurs de risque et évaluations de risques disponibles auprès des bases de données sur les pays, des agences internationales de classification des risques (par ex., EIU, ICRG, TI), de la recherche en sciences sociales, et des agences et partenaires de mise en œuvre. Les données primaires identifiant le spectre des risques illustrent leur probabilité de réalisation et leur importance et facilitent l'élaboration de stratégies de gestion des risques.
	Temps :	Elle peut être rapidement faite (2-4 semaines/ personne), suivant la complexité de la réforme.
	Compétences :	Une formation en sociologie et anthropologie est utile. Une connaissance approfondie de la situation du pays, du domaine de la réforme et de l'évaluation au niveau du pays et au niveau du secteur des hypothèses clé posées et des indicateurs objectifs de risques au niveau du pays.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	Elle peut être effectuée à relativement peu de frais, de 16 000 USD à 25 000 USD.
Limites :	Si mal facilitée ou effectuée avec des parties vivement opposées, l'analyse peut déboucher sur une perception des risques faussée, par exemple, par un calcul dogmatique ou politique. Les conclusions étant nécessairement basées sur la compréhension de questions complexes par les parties prenantes, il est essentiel de valider les résultats par des exercices de réitération.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Beck et al (2002). • Kaufman et Kray (2000). • La Banque mondiale (2002c). • Classification des risques-pays de l'Economist Intelligence Unit (http://www.eiu.com) • Indice de perception de la transparence de la corruption (http://www.transparency.org) • Classifications du guide international des risques-pays (http://www.prisgroup.com) 	

Nom de l'instrument :

Analyse de scénarios

Qu'est-ce que c'est ?	Un exercice participatif basé sur un processus guidé de discussion, de collecte rigoureuse de données pour explorer les questions soulevées lors des discussions, pour la création de trois ou quatre situations plausibles pour le futur (scénarios) dans lesquelles la réforme se déroulera. Ces scénarios sont différenciés par des discontinuités possibles (telles que changement de gouvernement, dévaluation de la devise ou important changement du prix d'un bien de base ou d'un intrant), tout en considérant d'importants facteurs significatifs (tels que la démographie).	
Pour quoi peut-il être utile ?	L'analyse des scénarios est tournée vers le futur et sert généralement à l'analyse des investissements importants ou des changements importants affectant la direction stratégique. Le processus est particulièrement adapté pour rassembler les perspectives des différentes parties prenantes sur les décisions controversées. Des « scénarios civiques » ont été utilisés pour amener les têtes de différents groupes politiques à d'identifier ensemble des orientations pendant la période de transition en Afrique du Sud et pendant la période de transition mettant fin à la violence en Colombie et au Guatemala. Aux États-Unis, des scénarios ont été utilisés pour amener les responsables communautaires, environnementalistes, politiciens et spécialistes des transports à élaborer des plans stratégiques à long terme sur les investissements public dans les transports.	
Que fait-il ?	L'analyse des scénarios permet aux décideurs : (i) de « tester à l'avance » la performance d'une réforme politique dans différentes situations, permettant ainsi la création de plans alternatifs ; (ii) d'évaluer le niveau d'appropriation des parties prenantes pour un programme de réforme ; (iii) d'obtenir le soutien pour une réforme, en incluant les parties prenantes dans les discussions sur les scénarios, afin d'améliorer leur compréhension des questions clé pour la réforme.	
Instruments complémentaires :	Habituellement, elle est utilisée en conjonction avec des modèles économiques qui servent d'apports au processus de création des scénarios, et en conjonction avec une analyse des parties prenantes pour déterminer les groupes à considérer dans les différents scénarios.	
Éléments clé :	(i) Un atelier préliminaire sur les scénarios, rassemblant toutes les parties prenantes pertinentes, pour partager leurs idées sur les questions clé d'un programme de réforme ; (ii) une collecte de données lors de laquelle un chercheur classe les informations sur les questions identifiées lors de l'atelier ; (iii) un atelier de création des scénarios au cours duquel les parties prenantes élaborent des scénarios alternatifs ; (iv) un processus de dissémination pendant lequel un résumé des scénarios est publiquement disséminé par les médias (journaux, télévision et radio).	
Conditions	Données et Informations :	L'analyse des scénarios nécessite des informations : (i) économiques, projections économiques standard ; (ii) démographiques ; (iii) spécifiques au secteur considéré ; (iv) un profil de base sur l'économie politique du pays et les divisions ethniques, linguistiques et religieuses existantes.
	Temps :	Quand elle sert à remettre en question les hypothèses analytiques, plutôt qu'à construire un consensus parmi les parties prenantes, l'analyse peut être en elle-même menée en trois ou quatre semaines. Une analyse participative est généralement réalisée lors de deux ou trois ateliers de travail, durant chacun plusieurs jours. Ces ateliers de travail s'étalent généralement sur plusieurs mois, afin de permettre la collecte des données, en respectant l'emploi du temps des participants.
	Compétences :	Une personne possédant de solides compétences en qualité de facilitateur et une expérience spécifique de la conduite d'analyse des scénarios. Des compétences de recherche, y compris une bonne connaissance des tendances économiques et démographiques.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	Un exercice de petite envergure visant à garantir que les hypothèses posées par les décideurs sont questionnées, coûte approximativement 10 000 USD. Un exercice complet avec des ateliers participatifs, pour établir le soutien des parties prenantes peut coûter jusqu'à 30 000 USD.
Limites :	La réussite d'une analyse des scénarios est basée sur les compétences des facilitateurs et sur le choix des participants. Le processus étant participatif et basé sur une compréhension subjective, il est plus approprié aux questions stratégiques qu'aux questions tactiques.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Maack (2001). • Pruitt (2000). • Scénarios civiques : Kahane (1996) sur l'Afrique du Sud, Kahane (1998) sur la Colombie. • Scénarios de planification : voir l'expérience de l'Utah à http://www.envisionutah.org/ 	

Nom de l'instrument :

Enquête de suivi des dépenses publiques (ESDP)

Qu'est-ce que c'est ?	Une technique d'enquête sur les services et prestataires visant à l'évaluation de l'efficacité des dépenses publiques et de la qualité et quantité des services.	
Pour quoi peut-il être utile ?	L'ESDP peut être utile pour l'analyse des réformes de gestion des dépenses publiques, réformes visant à l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, réformes interdisciplinaires du secteur public, mesures anti-corruption et réformes de la prestation de services.	
Que fait-il ?	Une ESDP suit le flot des ressources à travers les diverses couches de la bureaucratie gouvernementale, jusqu'aux infrastructures de service de base, de façon à déterminer la proportion des ressources allouées à l'origine atteignant chaque niveau et le temps qu'elles mettent pour y arriver. Elle peut aider à identifier l'emplacement, la nature et la taille des obstacles rencontrés lors du flot de ressources (financiers, personnel, équipement). Elle peut en conséquence évaluer les mécanismes et incitations responsables des fuites, des détournements, et des obstacles affectant les dépenses publiques. Une ESDP se concentre sur le comportement des prestataires de service, les incitations et la relation existant entre les prestataires, les décideurs et les utilisateurs.	
Instruments complémentaires :	Une ESDP peut être vérifiée au moyen d'une enquête quantitative sur la prestation des services qui évalue l'efficacité des dépenses au niveau des prestataires (voir Tableau suivant). Elle peut être liée en amont aux études sur l'administration publique et, en aval, aux enquêtes auprès des ménages. Relier une ESDP aux enquêtes auprès des ménages permet d'inclure la demande des services ou les résultats produits par ces services en termes de bien-être. L'analyse de l'incidence des dépenses peut être améliorée en utilisant les coefficients obtenus par l'ESDP pour ajuster le coût unitaire en tenant compte des fuites ou détournements des fonds. Une analyse institutionnelle et une analyse des parties prenantes peuvent aider à définir les paramètres des ESDP. Les bulletins de rapport des citoyens peuvent servir pour vérifier la perception de l'efficacité des services publics.	
Éléments clé :	Généralement : (1) La consultation des parties prenantes clé, incluant les agences du gouvernement, donateurs et organisations de la société civile afin de définir les objectifs de l'enquête, identifier les questions clé, déterminer la structure des flots de ressources et la situation institutionnelle, examiner la disponibilité des données, définir les hypothèses et choisir l'instrument d'étude approprié. (2) Les instruments sont ensuite élaborés et appliqués. L'ESDP adresse le problème d'incitation pour certains agents de rapporter des données biaisées, en utilisant une stratégie de collecte des données à volets multiples, en considérant quels sondés et sources pourraient avoir de tels motifs, et en identifiant les sources les moins contaminées par ces motifs.	
Conditions	Données et Informations :	Outre l'ESDP en elle-même, elle utilise un des données sur les comptes publics, de préférence couvrant plusieurs périodes, sur les dépenses publiques, et sur les résultats des prestataires de services aux niveaux ministériel, régional et local, tout comme au niveau du prestataire de service lui-même. Tester l'étude sur le terrain est essentiel pour garantir des résultats de haute qualité.
	Temps :	Les consultations, la conceptualisation et les tests préliminaires peuvent prendre plusieurs mois. L'étude en elle-même prend 1-2 mois, suivant la taille de l'échantillon et l'accès aux données.
	Compétences :	Une certaine expérience de l'analyse des enquêtes et de STATA est requise, tout comme une connaissance détaillée du contexte institutionnel. Des compétences en microéconomie du comportement des prestataires (incitations et théorie de l'organisation) sont également nécessaires.
	Logiciels :	STATA ou logiciels similaires
	Coût :	De 60 000 USD à 100 000 USD, plus les frais de conceptualisation.
Limites :	Les résultats souffrent des limitations des données, par exemple si la prestation de service n'est pas bien documentée ou payée en nature. Les personnes peuvent donner des informations biaisées.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue, voir Dehn, Reinikka et Svensson (2003), chapitre 9 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Reinikka et Svensson (2002a) pour un survol de cette approche. • Reinikka (2001), Reinikka et Svensson (2003), République d'Ouganda (2000 et 2001) sur l'Ouganda. • Gouvernement de la Tanzanie (1999 et 2001) sur l'éducation et la santé en Tanzanie. • Xiao et Canagarajah (2002) sur le Ghana. • Das et al. (2002) sur la Zambie. • La Banque mondiale (2001b) sur le Honduras. • Pour certains des instruments disponibles et leurs applications, voir www.publicspending.org et http://econ.worldbank.org/programs/public_services/topic/tools/. 	

Nom de l'instrument : **Enquête quantitative sur la prestation de services (EQPS)**

Qu'est-ce que c'est ?	Une technique d'enquête sur l'efficacité des prestations de services	
Pour quoi peut-il être utile ?	Une EQPS peut être utilisée pour l'analyse des réformes de gestion des dépenses publiques, des réformes de la fourniture des services, des réformes visant à l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques et à celle des réformes interdisciplinaires du secteur public.	
Que fait-il ?	Une EQPS examine l'efficacité des dépenses et incitations publiques et les diverses dimensions de la prestation de services, spécifiquement au niveau de l'infrastructure de base de prestation de service. Elle quantifie les facteurs affectant la qualité du service, tels que les incitations, les mécanismes de responsabilisation et la relation entre les agents et les commettants.	
Instruments complémentaires :	Une EQPS peut être vérifiée au moyen d'une enquête de suivi des dépenses publiques qui suit le flot des ressources, du niveau central au niveau des prestataires de services (voir Tableau précédent). Elle peut être liée en amont aux études sur l'administration publique et, en aval, aux enquêtes auprès des ménages. Relier une ESDP aux enquêtes auprès des ménages permet d'inclure la demande des services ou les résultats produits par ces services en termes de bien-être. L'analyse de l'incidence des dépenses peut être améliorée en utilisant les coefficients obtenus par l'EQPS pour ajuster le coût unitaire en tenant compte des fuites ou détournements des fonds. Une analyse institutionnelle et une analyse des parties prenantes peuvent aider à définir les paramètres des EQPS. Les bulletins de rapport des citoyens peuvent servir pour vérifier la perception de l'efficacité des services publics.	
Éléments clé :	Une EQPS est généralement réalisée en passant par les étapes suivantes : (1) La consultation des parties prenantes clé, incluant les agences du gouvernement, les donateurs et les organisations de la société civile, est menée afin de définir les objectifs de l'étude, d'identifier les questions clé, de déterminer la structure des flots de ressources et la situation institutionnelle, d'examiner la disponibilité des données, de définir les hypothèses et de choisir l'instrument d'étude approprié. (2) Les instruments d'étude sont ensuite élaborés et mis en œuvre. L'EQPS adresse le problème d'incitation pour certains agents de rapporter des données biaisées, en utilisant une stratégie de collecte des données à volets multiples, en considérant quels sondés et sources pourraient avoir de tels motifs, et en identifiant les sources les moins contaminées par ces motifs.	
Conditions	Données et Informations :	Outre l'EQPS en elle-même, elle utilise un des données sur les comptes publics, de préférence couvrant plusieurs périodes, sur les dépenses publiques, et sur les résultats des prestataires de services aux niveaux ministériel, régional et local, tout comme au niveau du prestataire de service lui-même. Tester l'étude sur le terrain est essentiel pour garantir des résultats de haute qualité.
	Temps :	Les consultations, la conceptualisation et les tests préliminaires peuvent prendre plusieurs mois. L'étude en elle-même prend 1-2 mois, suivant la taille de l'échantillon et l'accès aux données.
	Compétences :	Une certaine expérience de l'analyse des enquêtes et de STATA est requise, tout comme une connaissance détaillée du contexte institutionnel. Des compétences en microéconomie du comportement des prestataires (incitations et théorie de l'organisation) sont également nécessaires.
	Logiciels :	STATA ou logiciels similaires
	Coût :	De 60 000 USD à 100 000 USD, plus les frais de conceptualisation.
Limites :	Les résultats souffrent des limitations des données, par exemple si la prestation de service n'est pas bien documentée ou payée en nature. Les personnes peuvent donner des informations biaisées.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une revue, voir Dehn, Reinikka et Svensson (2003), Chapitre 9 de <i>Toolkit for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies</i>. • Chaudhury et Hammer (2003) sur le Bangladesh. • Lindelow et al. (2003) sur l'Ouganda • Voir www.publicspending.org et http://econ.worldbank.org/programs/public_services/topic/tools/ pour certains des instruments disponibles et leurs applications. 	

Nom de l'instrument :

Le bulletin de rapport des citoyens

Qu'est-ce que c'est ?	Un sondage participatif sollicitant des informations en retour de la part du client, sur les performances de la fonction publique. Il combine des méthodes qualitatives et quantitatives pour la collecte de données utiles du côté de la demande pouvant aider à améliorer la performance de la fonction publique. Une large couverture médiatique et un engagement de la société civile permettent l'utilisation de l'instrument pour une obligation de rendre compte au public.	
Pour quoi peut-il être utile ?	Les bulletins sont utilisés si les données sur la demande, telles que la manière dont un utilisateur perçoit la qualité des services publics et dont il en est satisfait, sont absentes. Rassemblant et cumulant les informations en retour fournies par l'utilisateur, ils représentent un moyen pour les citoyens de faire connaître leurs opinions aux agences publiques à propos de domaines de réforme clé et de mettre en concurrence les monopoles publics.	
Que fait-il ?	Les bulletins de notes des citoyens transmettent des informations en retour provenant des véritables utilisateurs des services, à propos de questions comme : a. La disponibilité des services, b. La satisfaction avec les services, c. La fiabilité/qualité des services et les indicateurs servant à ces mesures, d. L'aptitude des prestataires de services à répondre aux demandes, e. Les coûts cachés - corruption et systèmes de soutien, f. Le désir de payer et, g. La qualité de la vie.	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Peut être utilisé en conjonction avec des études sur la prestation de services au niveau national et d'autres enquêtes auprès des ménages. Par ailleurs, il est renforcé par le processus plus qualitatif de carte de score de la communauté. • Doit être complété par des communications et une stratégie publicitaire efficace, afin d'informer le public et améliorer l'efficacité. Les données provenant des bulletins peuvent aussi être utilisées en conjonction aux études de suivi des dépenses publiques et à une analyse de l'incidence des dépenses publiques. 	
Éléments clé :	Des critères d'évaluation déterminés par l'utilisateur ; des informations en retour sur la qualité des services ; une participation médiatique et un débat public sur le processus et les résultats.	
Conditions	Données et Informations :	Étant en lui-même un sondage, les seules données/informations requises concernent la mise en place du cadre d'échantillonnage. À cet effet, des données de base, démographiques, économiques et sociales, sont nécessaires pour décider de la stratification.
	Temps :	Entre 3 et 6 mois à compter du choix initial de la portée à la phase de dissémination. Dans la plupart des pays, un atelier d'orientation initial est inclus pour les parties prenantes.
	Compétences :	Habituellement, la gestion du bulletin est assurée par une agence différente de celle ayant effectué le sondage. En ce qui concerne ce dernier, la norme a été de le confier à une agence d'analyse des marchés indépendante, telle qu'ORG-MARG (Inde) ou la Social Weather Station (Les Philippines), qui a des compétences adéquates dans le domaine de l'analyse des marchés et des sondages statistiques. L'organisation assurant la gestion est soit un bureau de statistiques indépendant aux solides compétences et réseaux, jouissant d'une bonne réputation dans le public (Inde), soit un donateur international comme la Banque mondiale (Philippines), soit un département gouvernemental chargé du suivi indépendant des services publics.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	Varie suivant la profondeur et le propos de l'analyse. Un sondage complet à l'échelle nationale dans un pays de taille moyenne peut coûter aux environs de 100 000 USD.
Limites :	(i) requiert une agence ayant des compétences en matière de recherche des marchés et collecte de données par sondage, (ii) requiert le soutien des médias, (iii) le rôle des attentes nourries par l'utilisateur doit être pris en compte, (iv) des limites de comparabilité entre les services, (v) des considérations de coûts, (vi) la nécessité d'un grand échantillon en cas de population hétérogène et de services moins utilisés, (vii) des efforts et du temps pour stimuler l'activité des agences de services et la société civile, et (viii) une absence de prévisibilité sur la manière dont les différents participants répondent.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • La Banque mondiale. (2002d). • Public Affairs Center (2002). 	

Nom de l'instrument :

La carte de score de la communauté

Qu'est-ce que c'est ?	Un instrument de suivi qualitatif à base communautaire s'inspirant des techniques d'audit social et de suivi par la communauté et des bulletins de notes des citoyens. Le processus est un instrument pour l'« empowerment » et la responsabilisation, car il comprend une réunion entre les prestataires de services et la communauté, ce qui permet l'obtention immédiate d'informations en retour.	
Pour quoi peut-il être utile ?	La carte de score de la communauté est un instrument pour l'examen des dépenses publiques. Elle est aussi utilisée pour le suivi et l'évaluation, au niveau local et par les communautés concernées, de la performance des services, des projets et même des unités administratives du gouvernement (telles que les assemblées de district). Le processus prend en compte (a) le suivi des intrants ou dépenses (par ex. la disponibilité de médicaments), (b) le suivi de la qualité des services, (c) l'instauration de critères de référence pour les performances, utiles pour l'allocation des ressources ou les décisions budgétaires, (d) la comparaison des performances entre les infrastructures/districts, (e) l'instauration d'un mécanisme d'information entre les prestataires et les utilisateurs, (f) l'élaboration de compétences locales et, (g) le renforcement du droit à la parole des citoyens et de la responsabilisation des communautés.	
Que fait-il ?	La carte de score de la communauté donne des informations sur (a) la manière dont les intrants ou dépenses correspondent aux droits/allocations, au niveau local ou à celui de l'infrastructure, (b) les critères utilisés par la communauté et prestataires pour évaluer les performances, (c) la manière dont la communauté et les prestataires se notent selon ces critères, (d) les preuves sur lesquelles de tels scores sont basés et, (e) la manière dont les évaluations par la communauté et les prestataires peuvent être utilisées pour instaurer un plan d'action pour améliorer le projet/service.	
Instruments complémentaires :	<ul style="list-style-type: none"> • Peut être utilisée en conjonction aux enquêtes quantitatives sur la prestation des services et aux bulletins de notes des citoyens. • Peut représenter la composante participative des analyses des dépenses publiques, enquêtes de suivi des dépenses publiques, audits financiers et analyses de l'incidence des dépenses. 	
Éléments clé :	Conçue et réalisée sur une base communautaire, évaluation qualitative des services ; discussion des résultats guidée par des professionnels.	
Conditions	Données et Informations :	La carte nécessite des informations sur la demande, les intrants et dépenses, telles que : (1) les budgets/allocations accordés à l'infrastructure/projet, (2) les droits spécifiés dans les documents de politique ou de projet, et (3) les inventaires au niveau du prestataire. Au niveau de la communauté, une cartographie sociale pré-existante et des données démographiques sont nécessaires, afin de diviser celle-ci en groupes de discussion. Si le processus doit être réalisé sur un échantillon représentatif des communautés dans le pays ou un district, des données socio-économiques de base sont nécessaires à la sélection de l'échantillon.
	Temps :	Le processus ne nécessite que peu d'assemblées communautaires (parfois une seule). Cependant, le travail de préparation et d'orientation pour la collecte des données sur les intrants/dépenses, la préparation des prestataires et de la communauté en vue de la réunion, tout comme l'analyse des données secondaires peuvent nécessiter environ de 3 à 6 semaines.
	Compétences :	Le processus doit être guidé par un facilitateur expert en la matière et, par conséquent, une expérience des méthodes participatives et un passé de participation communautaire sont requis.
	Logiciels :	N/A
	Coût :	Les coûts pour une seule communauté sont modiques, et se limitent principalement au temps du personnel le facilitant. Mais, les coûts sont plus élevés avec plusieurs communautés concernées – de 30 000 USD à 40 000 USD, ce qui est comparable à une analyse des bénéficiaires.
Limites :	(a) l'outil dépend en grande mesure de la qualité de la facilitation, (b) le suivi des intrants dépend de la disponibilité des données sur l'offre, (c) la réunion peut s'avérer très conflictuelle, (d) une normalisation des indicateurs est requise quand le processus s'élargit, (e) la taille réduite de l'échantillon peut distordre les résultats, (f) l'attribution de scores n'est pas toujours applicable.	
Références et applications :	<ul style="list-style-type: none"> • La république de Gambie (2002). • Des informations disponibles à : http://www.worldbank.org/participation/spaccount.htm 	

Bibliographie

Remarque : le mot *reproduit* se rapporte aux travaux n'étant généralement pas à la disposition du grand public et dont un duplicata informel a été fait.

- Agénor, P. 2002. « Macroeconomic Adjustment and the Poor: Analytical Issues and Cross-Country Evidence. » (Ajustement macroéconomique et les pauvres : questions analytiques et résultats sur un ensemble de pays) Staff Working Paper 2788. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Agénor, P. et J. Aizenman. 1999. « Macroeconomic Adjustment with Segmented Labor Markets » (Ajustement macroéconomique avec marchés de l'emploi segmentés) *Journal of Development Economics* 58 (2) : 277-96.
- Agénor, P., A. Izquierdo et, H. Fofack. 2003. « IMMPA: A Quantitative Macroeconomic Framework for the Analysis of Poverty Reduction Strategies. » (IMMPA : un cadre macroéconomique quantitatif pour l'analyse des stratégies de réduction de la pauvreté) La Banque mondiale, Washington, D.C. Reproduit.
- Ahmad, E. et N. Stern. 1984. « The theory of reform and Indian indirect taxes. » (La théorie de la réforme et les impôts indirects en Inde) *Journal of Public Economics* 25 (3) : 259-98.
- Ahmad, E. et N. Stern. 1987. « Alternative sources of government revenue: Illustrations from India, 1979-80. » (Les sources alternatives de revenus gouvernementaux : exemples de l'Inde, 1979-1980) Dans Newbery, David et Nicholas Stern, eds. *The Theory of Taxation for Developing Countries*. Oxford : Oxford University Press.
- Ahmad, E. et N. Stern. 1990. « Tax reform and shadow prices for Pakistan. » (La réforme fiscale et les prix au Pakistan) *Oxford Economic Papers* 42 (1) : 135-59.
- Ahmad, E. et N. Stern. 1991. « *The Theory and Practice of Tax Reform in Developing Countries*. » (La théorie et la pratique des réformes fiscales dans les pays en voie de développement) Cambridge : Cambridge University Press.
- Alderman, H. et C. del Ninno. 1999. « Poverty issues for zero rating VAT in South Africa. » (Les questions de pauvreté et les catégories non assujetties à la TVA en Afrique du Sud) *Journal of African Economics* 8 (2) : 182-208.
- Alwang, J., P. Siegel et, S. Jorgensen. 1996. « Seeking Guidelines for Poverty Reduction in Rural Zambia. » (A la recherche de conseils pour la réduction de la pauvreté en Zambie rurale) *World Development* 24 (11) : 1711-23.
- Angrist, J. E. Bettinger, E. Bloom, E. King et M. Kremer. 2001. « Vouchers for Private Schooling in Colombia: Evidence from a Randomized Natural Experiment » (Bons pour une éducation privée en Colombie : preuves d'une expérience naturelle aléatoire), NBER Working Paper 8343.

- Arulpragasam, J. et P. Conway. 2003. « Partial Equilibrium Multi-Market Analysis. » (Analyse multi-marchés en équilibre partiel) dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : La Banque mondiale
- Atkinson, A. et F. Bourguignon. 1991. « Tax-Benefit Models for Developing Countries: Lessons from Developed Countries » (Modèles taxes/bénéfices pour les pays en voie de développement : leçons tirées des pays développés) dans J. Khalilzadeh-Shirazi et A. Shah, eds., *Tax Policy in Developing Countries*, la Banque mondiale, Washington, DC
- Attanasio, O., C. Meghir et A. Santiago. 2002. « Education Choices in Mexico: Using a Structural Model and a Randomized Experiment to Evaluate Progress » (Choix éducatifs au Mexique : utilisation d'un modèle structurel et d'une expérience aléatoire pour l'évaluation des progrès), University College London, Reproduit.
- Baker, J., 2000. « *Evaluating the Impact of Development Projects on Poverty: A Handbook for Practitioners* » (Évaluation de l'impact des projets de développement sur la pauvreté : un guide pour les praticiens) Washington, D.C. : la Banque mondiale.
- La Banque mondiale. 2000a. *World Development Report 2000/2001 : Attacking Poverty (Le rapport sur le développement mondial : attaquer la pauvreté)*. New York : Oxford University Press.
- La Banque mondiale. 2000b. « Modeling Pensions Reform: The World Bank's Pension Reform Options Simulation Toolkit. » (La modélisation des réformes de retraite : la boîte à outils pour la simulation des options de réforme des retraites de la Banque mondiale) Human Development Network, Social Promotion, Washington, D.C.
- La Banque mondiale. 2001a. « Malawi Public Expenditures: Issues and Options. » (Les dépenses publiques au Malawi : questions et options) Report 22440 MAI. Washington, D.C.
- La Banque mondiale. 2001b. « Honduras: Public Expenditure Management for Poverty Reduction and Fiscal Sustainability. » (Le Honduras : la gestion des dépenses publiques pour la réduction de la pauvreté et la pérennité fiscale) Report 22070. Poverty Reduction and Economic Sector Management Unit, Washington, D.C.
- La Banque mondiale. 2002a. « Monitoring and Evaluation: Some Tools, Methods, and Approaches. » (Suivi et évaluation : certains instruments, méthodes et approches) Operations Evaluation Department, Washington, D.C.
- La Banque mondiale. 2002b. « Bosnia and Herzegovina Local Level Institutions and Social Capital Study: Findings and Recommendations. » (Étude des institutions locales et du capital social de la Bosnie-Herzégovine : résultats et recommandations) Europe and Central Asia, Environment and Socially Sustainable Development Department, Washington, D.C. Reproduit.
- La Banque mondiale. 2002c. *Social Analysis Sourcebook: Incorporating Social Dimensions into Bank-Supported Projects (Recueil sur l'analyse sociale : incorporer des dimensions sociales dans les projets soutenus par la Banque)* . Social Development Department, Washington, D.C.
- La Banque mondiale. 2002d. Filipino Report Card on Pro-Poor Services: Summary (Bulletin de notes des Philippines sur les services « pro-pauvres » : résumé), ESSD Unit, East Asia et Pacific Region, 2002. Washington D.C. Reproduit.
- La Banque mondiale. 2002e. « Program Document for a Poverty Reduction Support Credit in the amount equivalent to SDR 9.1 million to the Cooperative Republic of Guyana. » (Document du programme pour un crédit de soutien à la réduction de la pauvreté d'un montant équivalent à 9,1 millions SDR destiné à la République Coopérative de Guyana) Washington D.C. Reproduit.
- Barnum, H. et, L. Squire. 1979. *A Model of an Agricultural Household : Theory and Evidence. (Un modèle de ménage agricole : théorie et preuves)* Baltimore : Johns Hopkins University Press, pour la Banque mondiale.
- Barro, R. 1997. *Determinants of Economic Growth : A Cross-Country Empirical Study (Les déterminants*

- de la croissance économique : une étude empirique sur plusieurs pays*). Cambridge : MIT Press.
- Beck, C., G. Clarke, A. Groff., P. Keefer et, P. Walsh. 2002. « New Tools and New Tests in Comparative Political Economy: The Database of Political Institutions » (Nouveaux instruments et nouveaux tests en économie politique comparative : la base de données des institutions politiques). La Banque mondiale. Washington, DC.
- Becker, G. 1965. « A Theory of the Allocation of Time. » (Une théorie de l'allocation du temps) *Economic Journal* 75 : 493–517.
- Becker, H. 1997. *Social Impact Assessment. (Analyse de l'impact social)* Londres : University College Press.
- Benjamin, D. 1992. « Household Composition, Labor Markets and Labor Demand: Testing for Separation in Agricultural Household Models. » (Composition des ménages, marchés de l'emploi et demande de travail : test de séparation dans les modèles de ménages agricoles) *Econometrica* 60 : 287–322.
- Bianchi, R. et, S. Kossoudji. 2001. « Interest Groups and Organizations as Stakeholders. » (Groupes d'intérêt et organisations en tant que parties prenantes) Social Development Paper 35. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Binswanger, H. et, J. Quizon. 1984. « Distributional Consequences of Alternative Food Policies in India. » (Conséquences distributionnelles des politiques alimentaires alternatives en Inde) Discussion Paper 20. La Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural (Agriculture and Rural Development Department), Washington, D.C.
- Binswanger, H. et J. Quizon 1986. « Modeling the Impact of Agricultural Growth and Government Policy on Income Distribution in India. » (Modélisation de l'impact de la croissance agricole et de la politique gouvernementale sur la distribution des revenus en Inde) *World Bank Economic Review* 1 : 103–48.
- Blundell, R., A. Duncan, J. McCrae et C. Meghir. 2000. « Evaluating In-Work Benefit Reforms: the Working Families Tax Credit in the UK » (Évaluation des réformes des avantages accordés aux personnes travaillant : l'avoir fiscal des familles travaillant au Royaume-Uni). Discussion Paper, Institute for Fiscal Studies, Londres.
- Bolt, R. et, M. Fujimura. 2002. « Policy-based Lending and Poverty Reduction: An Overview of Processes, Assessment, and Options. » (Les prêts liés aux politiques et la réduction de la pauvreté : vue d'ensemble des procédés, analyse et options) Working Paper Series 2. Asian Development Bank, Economics and Research Department, Manille.
- Bourguignon, F., F.H.G. Ferreira et P. Leite. 2002. « Ex-ante Evaluation of Conditional Cash Transfer Programs: the Case of Bolsa Escola » (Une évaluation ex ante des programmes conditionnels de transferts monétaires : le cas de Bolsa Escola), World Bank Policy Research Working Paper #2916, Washington, DC.
- Bourguignon, F. et F. H.G. Ferreira. 2003. « Ex-Ante Evaluation of Policy Reforms using Behavioral Models. » (Évaluation ex ante des réformes politiques utilisant des modèles sur les comportements) dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : La Banque mondiale.
- Bourguignon, F. et L.A. Pereira da Silva, eds. 2003. *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, (Évaluation de l'impact des politiques économiques sur la pauvreté et la distribution [Techniques et instruments]) Washington D.C. : La Banque mondiale
- Brinkerhoff, D. et, B. L. Crosby. 2002. *Managing Policy Reform: Concepts and Tools for Decision-Makers in Developing and Transition Countries (Gestion de réformes : concepts et instruments pour le décideurs dans les pays en voie de développement et en transition)*. Bloomfield, Conn. : Kumarian Press.
- Carvalho, S. et, H. White. 1997. « Combining the Quantitative and Qualitative Approaches to Poverty Measurement and Analysis: The Practice and the Potential. » (Combiner les approches quantitatives

- et qualitatives à la mesure et analyse de la pauvreté : la pratique et le potentiel) Technical Paper 366. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Castro-Leal, F. 1996. 'Poverty and Inequality in the Distribution of Public Education Spending in South Africa.' (Pauvreté et inégalité dans la distribution des dépenses de l'éducation publique en Afrique du Sud) PSP Discussion Paper Series 102, La Banque mondiale, Poverty and Social Policy Department, Washington D.C.
- Castro-Leal, F., J. Dayton et L. Demery. 1997. 'Public Social Spending in Africa: Do the Poor Benefit?' (Les dépenses sociales publiques en Afrique : est-ce que les pauvres en profitent ?) *World Bank Research Observer*
- Cernea, M. et A. Kudat, eds. 1997. *Social Assessments for Better Development, Case Studies in Russia and Central Asia (Analyses sociales pour un meilleur développement, Cas d'études en Russie et Asie centrale)* ESSD Studies and Monograph Series, no. 16. La Banque mondiale : Washington, DC.
- Chaudhury, N. et, J. Hammer. 2003. « *Ghost Doctors : Absenteeism in Bangladeshi Health Facilities.* » (Docteurs fantômes : l'absentéisme dans les infrastructures de santé au Bangladesh) La Banque mondiale. Reproduit
- Chen, D., J. Matovu et R. Reinikka. 2001. « A quest for revenue and tax incidence. » (Une recherche des revenus et de l'incidence fiscale) dans R. Reinikka et P. Collier, eds., *Uganda's Recovery : The Role of Farms, Firms and Government.* Washington, D.C. : la Banque mondiale.
- Christensen, L. R., D. W. Jorgensen et, L. J. Lau. 1975. « Transcendental Logarithmic Utility Functions. » (Fonctions transcendentales et logarithmiques d'utilité) *American Economic Review* 65 : 367–83.
- Coady, D. et, R. Harris. 2001. « A Regional General Equilibrium Analysis of the Welfare Impact of Cash Transfers: An Analysis of Progresa in Mexico. » (Une analyse régionale en équilibre général de l'impact des transferts monétaires sur le niveau de vie: une analyse de Progresa au Mexique) Trade and Macroeconomics Division Discussion Paper 76. International Food Policy Research Institute. Washington, D.C.
- Commission Européenne. 2002. « Project Cycle Management Handbook. » (Guide de gestion du cycle des projets) EuropeAid Cooperation Office, General Affairs, Evaluation. Bruxelles.
- Cornia, A., R. Jolly et, F. Stewart. 1987. *Adjustment with a Human Face (Ajustements à visage humain).* Oxford : Clarendon Press.
- Cox, D. et, E. Jimenez. 1995. « Private Transfers and the Effectiveness of Public Income Redistribution in the Philippines. » (Les transferts privés et l'efficacité de la redistribution des revenus publics aux Philippines) dans D. Van de Walle et K. Nead, eds., *Public Spending and the Poor : Theory and Evidence.* Baltimore : Johns Hopkins University Press pour la Banque mondiale.
- Das, J., S. Dercon, J. Habyarimana et, P. Krishnan. 2002. « Rules vs. Discretion: Public and Private Funding in Zambian Basic Education. Part I: Funding Equity. » (Règles c. discrétion : le financement public et privé de l'éducation de base en Zambie. 1^{ère} partie : financer l'équité) La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Datt, G., K. Ramadas, D. van der Mensbrugge, T. Walker et, Q. Wodon. 2003. « Predicting the effect of aggregate growth on poverty. » (Prédire l'effet de la croissance sur la pauvreté) dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools),* Washington D.C. : la Banque mondiale.
- Datt, G. et T. Walker. 2002. *PovStat 2.12, A Poverty Projection Toolkit, User's Manual (PovStat 2.12, Un ensemble d'instruments pour la projection de la pauvreté, Manuel de l'utilisateur),* La Banque mondiale, Washington, D.C. Reproduit.
- Davidson, R. et, J. Duclos. 2000. « Statistical Inference for Stochastic Dominance and for the Measurement of Poverty and Inequality. » (Interférence statistiques pour la dominance stochastique et pour la mesure de la pauvreté et des inégalités) *Econometrica* 68 (6) : 1435–64.

- Deaton, A. et, J. Muellbauer. 1986. *Economics and Consumer Behavior. (L'économie et le comportement du consommateur)* New York : Cambridge University Press.
- Decaluwé, B., J.-C. Dumont et, L. Savard. 1999. « Measuring Poverty and Inequality in a Computable General Equilibrium Model. » (Mesure de la pauvreté et les inégalités dans un modèle d'équilibre général calculable) Working Paper 9920. Université Laval, Centre de Recherche en Économie et Finance Appliquées, Montréal.
- Decaluwé, B., A. Patry, L. Savard et, E. Thorbecke. 1999. « Poverty Analysis within a General Equilibrium Framework. » (Analyse de la pauvreté dans le cadre d'un équilibre général) Working Paper 9909. Université Laval, Centre de Recherche en Économie et Finance Appliquées, Montréal.
- Dehn, J., R. Reinikka et, J. Svensson. 2003a. « Survey tools for Assessing Performance in Service Delivery. » (Instruments d'enquête pour l'évaluation des performances dans la prestation des services) dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale.
- de Janvry, A., M. Fafchamps et, E. Sadoulet. 1991. « Peasant Household Behaviour with Missing Markets: Some Paradoxes Explained. » (Le comportement des ménages paysans en présence de marchés manquants : explication de certains paradoxes) *Economic Journal* 101 : 1400–17.
- de Maio, L., F. Stewart et, R. van der Hoeven. 1999. « Computable General Equilibrium Models, Adjustment and the Poor in Africa. » (Modèles d'équilibre général calculables, ajustement et les pauvres en Afrique) *World Development* 27 : 453–75.
- Demery, L. 2003. « Analyzing the Incidence of Public Spending. » (Analyse de l'incidence des dépenses publiques) dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale.
- Demery, L. 2000. « Benefit Incidence : A Practitioner's Guide. » (Incidence des dépenses et transferts: un guide pour les praticiens) La Banque mondiale, Africa Region, Poverty and Social Development Group, Washington, D.C.
- Demery, L., S. Chao, R. Bernier et K. Mehra. 1995. « The Incidence of Social Spending in Ghana » (L'incidence des dépenses sociales au Ghana). PSP Discussion Papers Series 82. Poverty and Social Policy Department. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Demery, L., M. Ferroni et, C. Grootaert, eds. 1993. *Understanding the Social Effects of Policy Reform (Comprendre les effets sociaux des réformes politiques)*. Washington, D.C. : la Banque mondiale.
- Demombynes, G., C. Elbers, J. O. Lanjouw, P. Lanjouw, J. A. Mistiaen et, B. Özler. 2002. 'Producing an Improved Geographic Profile of Poverty: Methodology and Evidence from Three Developing Countries' (Production d'un profil géographique amélioré de la pauvreté : méthodologie et résultats de trois pays en voie de développement) Discussion Paper 2002/39, WIDER, Helsinki.
- Dervis, K., J. de Melo et, S. Robinson. 1982. *General Equilibrium Models for Development Policy (Modèles d'équilibre général pour la politique de développement)*. New York : Cambridge University Press.
- Devarajan, S. et D. S. Go. 2003. « The 123PRSP Model. » (Le modèle 123PRSP) dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale.
- Devarajan, S. et, D. Go (avec F. Charlier, A. Dabalén, W. Easterly, H. Fofack, A. Izquierdo et, L. Koryukin). 2001. « A Macroeconomic Framework for Poverty Reduction Strategy Papers, with an Application to Zambia. » (Un cadre de travail macroéconomique pour les documents stratégiques de réduction de la pauvreté, avec une application à la Zambie) La Banque mondiale, Washington, D.C. Reproduit.

- Devarajan, S., W. Easterly, H. Fofack, D. Go, A. Izquierdo, C. Petersen, L. Pizzati, C. Scott et, L. Serven. 2000. « A Macroeconomic Framework for Poverty Reduction Strategies. » (Un cadre de travail macroéconomique pour les stratégies de réduction de la pauvreté) La Banque mondiale, Washington, D.C. Reproduit.
- Devarajan, S., H. Ghanem et, K. Thierfelder. 1999. « Labor Market Regulations, Trade Liberalization, and the Distribution of Income in Bangladesh. » (Les réglementations du marché de l'emploi, la libéralisation des échanges et la distribution des revenus au Bangladesh) *Journal of Policy Reform* 3 (1) : 1–28.
- Devarajan, S. et, S. Hossain. 1998. « The Combined Incidence of Taxes and Public Expenditures in the Philippines. » (L'incidence combinée des impôts et des dépenses publiques aux Philippines) *World Development* 26 : 963–77.
- Dollar, D. et, A. Kraay. 2002. « Growth Is Good for the Poor. » (La croissance est bonne pour les pauvres) *Journal of Economic Growth* Vol 7, Number 3, 195–225.
- Dorosh, P., C. del Ninno et D. Sahn. 1995. « Poverty Alleviation in Mozambique: a multi-market analysis of the role of food aid » (Réduction de la pauvreté au Mozambique : une analyse multi-marchés du rôle de l'aide alimentaire), *Agricultural Economics* 13, 89–99.
- Dulamdary, E., M. Shah et, R. Mearns, avec B. Enkhbat et L. Ganzaya. 2001. « Mongolia: Participatory Living Standards Assessment. » (La Mongolie : une évaluation participative des niveaux de vie) Le Bureau national des statistiques de la Mongolie et la Banque mondiale, Washington, D.C.
- Easterly, W. 1999. « The Ghost of Financing Gap: Testing the Growth Model Used in the International Financial Institutions. » (Le fantôme du fossé financier : le test du modèle de croissance utilisé par les institutions financières internationales) *Journal of Development Economics* 60 : 423–38.
- Egamberdi, N., P. Gordon, A. Ikhamov, D. Ketiyyoti et, J. Shoerberlein-Engel. 2000. « Uzbekistan Agriculture Enterprise Restructuring and Development Program. » (Programme de restructuration et de développement des entreprises agricoles en Ouzbékistan) dans A. Kudat, C. Keyder et, S. Peabody, eds., *Social Assessment and Agricultural Reform in Central Asia and Turkey*. Washington, D.C. : la Banque mondiale.
- Elbers, C., J.O. Lanjouw et, P. Lanjouw. 2002. « Welfare in Villages and Towns: Micro level Estimation of Poverty and Inequality » (Le bien-être dans les villages et villes : estimation au niveau micro de la pauvreté et des inégalités), Policy Research Working Paper 2911. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Elbers, C., J.O. Lanjouw, P. Lanjouw et, P.G. Leite. 2002. « Poverty and Inequality in Brazil: New Estimates from Combined PPV-PNAD Data » (Pauvreté et inégalités au Brésil : nouvelles estimations provenant des données combinées PPV-PNAD). La Banque mondiale, Washington, D.C. Reproduit.
- Elbers, C., P. Lanjouw, J. A. Mistiaen, B. Özler et, K. Simler. 2002. « Are Neighbours Equal? Estimating Local Inequality in Three Developing Countries » (Est-ce que les voisins sont égaux ? Estimation des inégalités locales dans trois pays en voie de développement », dossier présenté lors de la conférence LSE/Cornell/WIDER sur la distribution spatiale des inégalités, London School of Economics, Londres.
- Finsterbusch, K., J. Ingersoll et, L. Llewellyn. 1990. *Methods for Social Analysis in Developing Countries (Méthodes d'analyse sociale dans les pays en voie de développement)*. San Francisco : Westview Press.
- Foster, V. et, C. Araujo. 2001. « Does Infrastructure Reform Work for the Poor? A Case Study from Guatemala. » (Est-ce que la réforme de l'infrastructure est bénéfique pour les pauvres ? Un cas d'étude du Guatemala) La Banque mondiale, Washington, D.C. Reproduit.
- Galasso, E., M. Ravallion et A. Salvia. 2001. « Assisting the Transition from Workfare to Work : A Randomized Experiment » (Assister la transition des

- programmes de formation à l'emploi, à l'emploi proprement dit : une expérience aléatoire). Policy Research Working Paper 2738, La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Gelbach, J. et, L. Pritchett. 2000. « Indicator Targeting in a Political Economy: Leakier Can Be Better. » (Ciblage des indicateurs dans une économie politique : de plus grandes fuites peuvent être avantageuses) *Journal of Policy Reform* 4 (2) : 113–45.
- GTZ (Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit). 1991. *Methods and Instruments for Project Planning and Implementation (Méthodes et instruments pour la planification et la mise en place des projets)*. Eschborn, Germany.
- Gibson, J. 1998. « Indirect tax reform and the poor in Papua New Guinea. » (La réforme fiscale indirecte et les pauvres en Papouasie-Nouvelle-Guinée) *Pacific Economic Bulletin* 13 (2) : 29-39.
- Gittinger, J. P. 1985. *Economic Analysis of Agricultural Projects (L'analyse économique des projets agricoles)*. Washington, D.C. : la Banque mondiale.
- Goldman, L.R., ed. 2000. *Social Impact Analysis : An Applied Anthropology Manual (L'analyse de l'impact social : un manuel d'anthropologie appliquée)*. Oxford : Berg Press.
- Gouvernement de la Tanzanie. 1999. « Tanzania Public Expenditure Review: Health and Education Financial Tracking Study. Final report, Vol. III. » (Examens des dépenses publiques en Tanzanie : une étude de suivi financier de la santé et de l'éducation) Price Waterhouse Coopers. Dar es Salaam. Reproduit
- Gouvernement de la Tanzanie. 2001. « Pro-Poor Expenditure Tracking. » (Suivi des dépenses « pro-pauvres ») Research on Poverty Alleviation and Economic (REPOA) et Social Research Foundation to Tanzania PER Working Group. Dar es Salaam. Reproduit.
- Grootaert, C. et, T. van Bastelaer, eds. 2002. *Understanding and Measuring Social Capital : A Multidisciplinary Tool for Practitioners (Comprendre et mesurer le capital social : un instrument multidisciplinaire pour les praticiens)*. Washington, D.C. : la Banque mondiale.
- Hammer, J. et, A. Tan. 1989. « A Multimarket Model for Turkish Agriculture. » (Un modèle multi-marchés pour l'agriculture turque) Working Paper Series 285. La Banque mondiale, Agriculture and rural Development Department, Washington, D.C.
- Hammer, J., I. Nabi et, J. Cercone. 1995. « Distributional Effects of Social Sector Expenditures in Malaysia. » (Effets distributionnels des dépenses sociales en Malaisie) dans D. Van de Walle et K. Nead, eds., *Public Spending and the Poor: Theory and Evidence*. Baltimore : Johns Hopkins University Press for la Banque mondiale.
- Haney, M., M. Shkaratan, V. Kabalina, V. Paniotto et, C. Rughinis. 2003. « Mine Closure and Its Impact on the Community: Five Years after Mine Closure in Romania, Russia and Ukraine. » (La fermeture des mines et son impact sur la communauté : cinq ans après la fermeture des mines en Roumanie, Russie et Ukraine) La Banque mondiale, Washington, D.C. À venir.
- Howes, S. 1993. « Mixed Dominance : A New Criterion for Poverty Analysis. » (La dominance mixte : un nouveau critère pour l'analyse de la pauvreté) Working Paper DARP/2. London School of Economics, Suntory and Toyota International Centres for Economics and Related Disciplines, Londres.
- Hunt, D. 1996. *Process Mapping : How to Reengineer Your Business Processes (Cartographie des processus : comment appliquer de nouvelles techniques à vos processus commerciaux)*. New York : John Wiley & Sons.
- Ianchovichina, E., A. Nicita et, I. Soloaga. 2001. « Trade Reform and Household Welfare: The Case of Mexico. » (La réforme des échanges et le bien-être des ménages : le cas du Mexique) Working Paper 2667. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Ironmonger, D. 1999. « An Overview of Time Use Surveys. » (Un survol des études d'utilisation du temps) Dossier présenté lors du séminaire international sur les études d'utilisation du temps, Ahmedabad, Inde, 7–10 décembre.

- Jabara, C., M. Lundberg et, A. Sireh Jallow. 1992. « Social Accounting Matrix for The Gambia. » (Matrice de comptabilité sociale pour la Gambie) Working Paper No. 20. Cornell University, Cornell Food and Nutrition Policy Program, Ithaca, N.Y.
- Jalan, J. et M. Ravallion. 2003a. « Estimating Benefits Incidence for Anti-poverty Program using Propensity Score Matching » (Estimer l'incidence des avantages pour un programme anti-pauvreté utilisant la technique « propensity score matching»). *Journal of Business and Economic Statistics*, Volume 21, Issue 1.
- Jalan, J. et M. Ravallion. 2003b. « Does Piped Water Reduce Diarrhea for Children in Rural India? » (Est-ce que l'eau courante réduit les cas de diarrhée chez les enfants en Inde rurale ?) *Journal of Econometrics*, Volume 112, Issue 1.
- Jalan, J. et M. Ravallion. 1999. « Are the Poor Less Well Insured? Evidence on Vulnerability to Income Risk in Rural China. » (Est-ce que les pauvres sont moins bien assurés ? Preuve de la vulnérabilité des revenus aux risques en Chine rurale) *Journal of Development Economics* 58 (1) : 61–81.
- Jalan, J. et, M. Ravallion. 1997. « Spatial Poverty Traps? » (Trappes spatiales de pauvreté ?) Policy Research Working Paper 1862. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Jensen, R. 1998. « Public Transfers, Private Transfers, and the Crowding-Out Hypothesis: Evidence from South Africa. » (Les transferts publics, les transferts privés et l'hypothèse d'éviction : preuves provenant de l'Afrique du Sud) Research Working Paper R98–08. Harvard University, Kennedy School of Government, Cambridge, Mass.
- Kahane, A. 1996. « The Mont Fleur Scenarios: What will South Africa be like in the year 2002? » (Les scénarios Mont Fleur : à quoi l'Afrique du Sud ressemblera-t-elle en 2002 ?) *Deeper News*. Volume 7, Number 1. Emeryville, CA.
- Kahane, A. 1998. « Destino Colombia : A Scenario-Planning Process for the New Millenium » (Destino Colombia : un processus de planification de scénario pour le nouveau millénaire). *Deeper News*. Volume 9, Number 1. Emeryville, CA.
- Kaufman, D. et A. Kraay. 2000. « Governance Matters II: Updated Indicators for 2000-01 » (la bonne gouvernance est importante II: mise à jour des indicateurs pour 2000-01) Working Paper No 2772. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Lampietti, J., A. Kolb, S. Gulyani et, V. Avenesyanyan. 2001. « Utility Pricing and the Poor: Lessons from Armenia. » (Prix des services publics et les pauvres : leçons tirées d'Arménie) Technical Paper 497. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Lanjouw, P. 2003. « Estimating Geographically Disaggregated Welfare Levels and Changes. » (Estimation des niveaux et changements de niveau de vie au niveau désagrégé géographiquement) dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale.
- Lanjouw, P., M. Pradhan, F. Saadah, H. Sayed et, R. Sparrow. 2001. « Poverty, Education, and Health in Indonesia: Who Benefits from Public Spending? » (Pauvreté, éducation et santé en Indonésie : qui bénéficie des dépenses publiques ?) Policy Research Working Paper 2739. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Lanjouw, P. et M. Ravallion. 1999. « Benefit Incidence and the Timing of Program Capture, » (L'incidence des avantages et le moment propice à l'appropriation du programme) *World Bank Economic Review*. 13 (2) : 257-274.
- Lanjouw, P. et, M. Ravallion. 1995. « Poverty and Household Size. » (La pauvreté et la taille des ménages) *Economic Journal* 105 : 1415–34.
- Levinsohn, J., S. Berry et, J. Friedman. 1999. « Impacts of the Indonesian Economic Crisis: Price Changes and the Poor. » (Impacts de la crise économique indonésienne : le changement des prix et les pauvres) Working Paper 7194. National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass.
- Lindelöw, M., R. Reinikka et, J. Svensson. 2003. « Health Care on the Frontline: Survey Evidence on Public and Private Providers in Ugeta. » (La santé en première ligne : résultats d'une étude sur

- les prestataires publics et privés à Ugeta) Human Development Working Paper Series, La Banque mondiale, Africa Region, Washington D.C. À venir.
- Lockhart, C. 2001. « Institutional Analysis: Russia Coal Case Study. » (Une analyse institutionnelle : l'étude du cas du charbon russe) La Banque mondiale, Social Development Department, Washington, D.C. Reproduit.
- Lofgren, H., R. Harris et, S. Robinson avec l'assistance de M. Thomas et M. El-Said. 2002. « A Standard Computable General Equilibrium (CGE) Model in GAMS. » (Un Modèle standard d'équilibre général calculable dans GAMS) Microcomputers in Policy Research, Vol. 5. International Food Policy Research Institute. Washington, D.C.
- Lofgren, H., S. Robinson et M. El-Said. 2003. « Poverty and Inequality Analysis in a General Equilibrium Framework: The Representative Household Approach. » (Analyse de la pauvreté et des inégalités dans un cadre de travail en équilibre général : modèle avec ménages représentatifs) Dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale.
- López, R. 1986. « Structural Models of the Farm Household that Allow for Interdependent Utility and Profit-Maximization Decisions. » (Modèles structurels du ménage agricole prenant en compte les décisions de maximalisation simultanée de l'utilité et des bénéfices) Dans I. Singh, L. Squire et, J. Strauss, eds., *Agricultural Household Models : Extensions, Applications and, Policy*. Baltimore : Johns Hopkins University Press pour la Banque mondiale.
- López, R., J. Nash et, J. Stanton. 1995. « Adjustment and Poverty in Mexican Agriculture: How Farmers' Wealth Affects Supply Response. » (Ajustement et pauvreté dans l'agriculture mexicaine : comment la richesse des agriculteurs affecte la réponse en terme d'offre) Policy Research Working Paper 1494. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Lundberg, M., M. Over et, P. Mujinja. 2000. « Sources of Financial Assistance for Households Suffering an Adult Death in Kagera. » (Sources d'aide financière pour les ménages souffrant du décès d'un adulte à Kagera) Policy Research Working Paper 2508. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Maack, J. 2001. « Scenario Analysis: A Tool for Task Managers. » (L'analyse des scénarios : un instrument pour les gestionnaires de projets) Dans R. Krueger, M. Casey, J. Donner, S. Kirsch et, J. Maack, "Social Analysis : Selected Tools and Techniques." Social Development Papers 36. La Banque mondiale, Social Development Department, Washington, D.C.
- Minot, N. et F. Goletti. 1998. « Export Liberalization and Household Welfare: The Case of Rice in Vietnam. » (La libéralisation des exports et le bien-être des ménages : le cas du riz au Vietnam) *American Journal of Agricultural Economics* 80 3 : 738-749
- Mistiaen, J.A. 2002. « Small Area Estimates of Welfare Impacts: The Case of Food Price Changes in Madagascar » (Estimations des impacts sur le niveau de vie pour des zones géographiques désagrégées: le cas du changement des prix du riz à Madagascar), la Banque mondiale. Washington D.C. Reproduit
- Mistiaen, J.A., Özler, B., Razafimanantena, T. et, Razafindravonona, J. 2002. « Putting Welfare on the Map in Madagascar » (Mettre le bien-être sur la carte à Madagascar). La Banque mondiale. Washington D.C. Reproduit
- Narayan, D. et, P. Petesch. 2002. « An Empowering Approach to Poverty Reduction. » (Une approche « empowerment » de la réduction de la pauvreté) Dans *Voices of the Poor : From Many Lands*. New York : Oxford University Press pour la Banque mondiale.
- National Management Consultants. 2000. « Second Annual Report of the Kecamatan Development Project. » (Deuxième rapport annuel du projet de développement de Kecamatan) Jakarta. Reproduit.
- North, D. 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance (Institutions, changement*

- institutionnel et performance économique*). New York : Cambridge University Press.
- Norton, A., B. Bird, K. Brock, M. Kakete et, C. Turk. 2001. *A Rough Guide to PPAs: Participatory Poverty Assessment—An Introduction to Theory and Practice (Un bref guide des APP: l'analyse participative de la pauvreté – une introduction à la théorie et la pratique)*. Londres : ODI Publications.
- Orbeta, A. et, M. Alba. 1998. « Simulating the Impact of Macroeconomic Policy Changes on the Nutritional Status of Households. » (Simulation de l'impact des changements de politique macroéconomique sur le statut nutritionnel des ménages) Micro Impacts of Macroeconomic and Adjustment Policies (MIMAP) Research Paper 21. International Development Research Centre, Ottawa.
- Papanek, G. 1994. *The Social Impact of Program Lending (L'impact social des prêts programmatiques)*. Manille : Asian Development Bank.
- Pereira da Silva, L.A., B. Essama-Nssah et I. Samaké. 2002. « A Poverty Analysis Macroeconomic Simulator (PAMS): Linking household surveys with macro-models. » (Un simulateur macroéconomique pour l'analyse de la pauvreté (PAMS) : relier les enquêtes auprès des ménages aux modèles macroéconomiques) Working Paper 2888. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Pereira da Silva, L.A., B. Essama-Nssah et I. Samaké. 2003. « Linking Aggregate Macro-Consistency Models to Household Surveys: A Poverty Analysis Macroeconomic Simulator (PAMS). » (Relier les modèles macroéconomique aux enquêtes auprès des ménages : un simulateur macroéconomique pour l'analyse de la pauvreté), dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale.
- Powell M. et J. I. Round. 2000. 'Structure and Linkage in the Economy of Ghana: A SAM Approach' (Structure et liens dans l'économie au Ghana : une approche MCS), dans E Aryeetey, J Harrigan et M Nissanke, eds. *Economic Reforms in Ghana : Miracle or Mirage*, Oxford : James Currey Press
- Powers, John. 2003. « The World Bank and Poverty and Social Impact Analysis: Considering a Transaction Cost Analysis Approach. » (La Banque mondiale et l'analyse de l'impact sur la pauvreté et le social : considérer une approche d'analyse des coûts de la transaction) La Banque mondiale, Social Development Department, Washington, D.C. À venir.
- Pruitt, B. 2000. *UNDP Civic Scenario/Civic Dialogue Workshop (Atelier UNDP sur le scénario et le dialogue civiques)*. Antigua, Guatemala, 8-10 novembre 2000. New York : UNDP.
- Public Affairs Center. 2002. *The State of Karnataka's Public Services: Benchmarks for the New Millennium (Les services publics de l'état de Karnataka : points de référence pour le nouveau millénaire)*. Bangalore, Inde : État de Karnataka.
- Pyatt, G. et, J. Round, eds. 1985. *Social Accounting Matrices : A Basis for Planning (Les matrices de comptabilité sociale : une base de planification)*. Washington, D.C. : la Banque mondiale.
- Quah, D. et, S. Durlauf. 1999. « The New Empirics of Economic Growth. » (Les nouveaux aspects empiriques de la croissance économique) Dans John Taylor et Michael Woodford, ed., *The Handbook of Macroeconomics*. Amsterdam : Elsevier Science Publishers.
- Radulescu, S. et, M. Larionescu. 1999. « Social Assessment of Mining Restructuring in Romania. » (L'analyse sociale de la restructuration minière en Roumanie) La Banque mondiale, Washington, D.C. Reproduit.
- Rama, M. 2001. « The Gender Implications of Public Sector Downsizing: The Reform Program of Vietnam. » (Les implications par genre de la réduction du secteur public : le programme de réforme au Vietnam) Policy Research Working Paper 2573. La Banque mondiale, Washington, D.C. Republié dans le *World Bank Research Observer* 17 (2) : 167–89.
- Ramadas, K. D. van der Mensbrugge et, Q. Wodon (2002) *SimSip Poverty: Poverty and Inequality*

- Comparisons Using Group Data (SimSip Poverty : comparaisons de la pauvreté et des inégalités à l'aide de données de groupe)*, Washington DC : la Banque mondiale.
- Rao, V. et, M. Woolcock. 2003. « Integrating Qualitative and Quantitative Approaches in Program Evaluation. » (Intégration des approches qualitatives et quantitatives dans l'évaluation des programmes) Dans « Techniques and Tools for Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies. » Reproduit. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Ravallion, M. 1999. « Monitoring Targeting Performance When Decentralized Allocations to the Poor Are Unobserved. » (Le suivi de la performance du ciblage quand les allocations décentralisées en faveur des pauvres ne sont pas observées) Policy Research Working Paper 2080. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Ravallion, M. 1999. « Is More Targeting Consistent with Less Spending? » (Est-ce qu'un ciblage accru est cohérent avec une réduction des dépenses) *International Tax and Public Finance* 6 : 411-19.
- Ravallion, M. 2003. « Assessing the Poverty Impact of an Assigned Program » (Évaluation de l'impact d'un programme assigné sur la pauvreté) Dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale.
- Ravallion, M. E. Galasso, T. Lazo et E. Philipp. 2001. « Do Workfare Participants Recover Quickly from Retrenchment? » (Est-ce que les participants aux programmes de formation se remettent rapidement des licenciements?) Policy Research Working Paper 2672, la Banque mondiale. Washington, D.C.
- Reinert, K. A. et D. W. Rolet-Holst (1997) « Social Accounting Matrices. » (Matrices de comptabilité sociale) Dans J. F. Francois et K. A. Reinert eds., *Applied Methods for Trade Policy Analysis : A Handbook*, Cambridge : Cambridge University Press
- Reinikka, R. 2001. « Recovery in Service Delivery: Evidence from Schools et Health Centers. » (Recouvrement des coûts dans la prestation des services : preuves provenant de écoles et des centres médicaux) Dans R. Reinikka et P. Collier, eds., *Ugeta's Recovery : The Role of Farms, Firms and Government*. World Bank Regional and Sectoral Studies. Washington, D.C. : la Banque mondiale
- Reinikka, R. et, J. Svensson. 2002a. « Explaining Leakage of Public Funds. » (Explication des fuites de fonds publics) Discussion Paper 3227. Centre for Economic Policy Research, Londres.
- Reinikka, R. et J. Svensson. 2002b. « Working for God? Evaluating Service Delivery of Religious Not-for-Profit Health Care Providers in Ugeta. » (Travailler pour Dieu ? Évaluation de la prestation de services assurés par des prestataires religieux et à but non lucratif à Ugeta) La Banque mondiale, Development Research Group, Washington, D.C. Reproduit.
- Reinikka, R. et, J. Svensson. 2003. « The Power of Information: Evidence from an Information Campaign to Reduce Capture. » (Le pouvoir de l'information : preuves d'une campagne d'information visant à la réduction de la saisie) La Banque mondiale. Washington, D.C. Reproduit.
- Republic of Gambia. 2002. « Strategy for Poverty Alleviation (SPAI) (PRSP). » (Stratégie de réduction de la pauvreté) Department of State for Finance and Economic Affairs, Strategy for Poverty Alleviation Coordinating Office. Banjul. Reproduit.
- Republic of Ugeta. 2000. « Tracking the Flow of and Accountability for UPE Funds. » (Suivre le flot des fonds UPE et la responsabilisation) International Development Consultants Ltd. Kampala. Reproduit.
- Republic of Ugeta. 2001. « Study to Track Use of and Accountability of UPE Capitation Grants. » (Étude de l'utilisation et du suivi des allocations par tête UPE) International Development Consultants Ltd. Kampala. Reproduit.
- Rickson, R., J. Western et, R. Burge. 1990. « Social Impact Assessment: Knowledge and Develop-

- ment. » (Analyse de l'impact social : connaissances et développement) Environmental Impact Assessment Review 10. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Robb, C. 2002. *Can the Poor Influence Policy? Participatory Poverty Assessments in the Developing World (Est-ce que les pauvres peuvent influencer une politique ? Évaluations participatives de la pauvreté dans le monde en voie de développement)*. Washington, D.C. : la Banque mondiale.
- Robillard, A.-S., F. Bourguignon et, S. Robinson. 2001. « Crisis and Income Distribution: A Micro-Macro Model for Indonesia. » (La crise et la distribution des revenus : un modèle micro/macro pour l'Indonésie) International Food Policy Research Institute, Washington, D.C. Reproduit.
- Robles, M., C. Siaens et Q. Wodon. 2003. « Poverty, Inequality and Growth in Paraguay: Simulations Using SimSIP Poverty. » (Pauvreté, inégalité et croissance au Paraguay : simulations utilisant SimSIP Poverty) *Economía & Sociedad*. À venir.
- Rosenbaum, P. et D. Rubin, 1983. « The central role of the propensity score in observational studies for causal effects. » (Le rôle central du score de propensité dans les études d'observation pour les effets causaux) *Biometrika*. 70 : 41-55
- Round, Jeffery,. 2003. « Social Accounting Matrices and SAM-based Multiplier Analysis. » (Matrices de comptabilité sociale et analyse des multiplicateurs basée sur les MCS) Dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale
- Rutherford, M. 1994. *Institutions in Economics : The Old and the New Institutionalism (Institutions économiques : l'institutionnalisme ancien et nouveau)*. New York : Cambridge University Press.
- Sadoulet E et A de Janvry. 1995. *Quantitative Development Policy Analysis (Analyse quantitative de la politique de développement)*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Sahn, D. et, H. Alderman. 1995. « Incentive Effects on Labor Supply of Sri Lanka's Rice Subsidy. » (Effets d'incitation sur l'offre de travail de la subvention du Riz au Sri Lanka) Dans D. Van de Walle et K. Nead, eds., *Public Spending and the Poor : Theory and Evidence*. Baltimore : Johns Hopkins University Press pour la Banque mondiale.
- Sahn, D. E. et S. D. Younger. 2003. « Estimating the Incidence of Indirect Taxes in Developing Countries. » (Estimation de l'incidence des impôts indirects dans les pays en voie de développement) Dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale
- Salmen, Lawrence F. 2002. *Beneficiary Assessment, An Approach Described (L'évaluation des bénéficiaires, une approche décrite)*. Social Development Paper No. 10. La Banque mondiale, Social Development Department, Washington, D.C.
- Salmen, Lawrence F.1998. et Amelga, Misgana. *Implementing Beneficiary Assessment in Education: A Guide for Practitioners (with examples from Brazil) (Mise en œuvre d'une évaluation des bénéficiaires: un guide pour les praticiens (avec des exemples du Brésil))* . Social Development Paper No. 25. La Banque mondiale, Social Development Department, Washington, D.C.
- Salmen, Lawrence F. 1995. *Participatory Poverty Assessment, Incorporating Poor People's Perspectives into Poverty Assessment Work (Évaluation participative de la pauvreté, incorporer les perspectives des pauvres dans les travaux d'analyse de la pauvreté)*. Social Development Paper No. 11. La Banque mondiale, Social Development Department, Washington, D.C.
- Sechaba Consultants. 2002. *Ability and Willingness to Pay for Urban Water Supply (Capacité et désir de payer pour la fourniture d'eau en milieu urbain)*. Maseru, Lesotho. Reproduit.
- Shoven, J. et, J. Whalley. 1992. *Applying General Equilibrium (Appliquer l'équilibre général)*. New York : Cambridge University Press.

- Singh, I., L. Squire et, J. Strauss. 1986. *Agricultural Household Models: Extensions, Applications, and Policy (Modèles des ménages agricoles : extensions, applications et politique)*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Squire, L. et, H. van der Tak. 1975. *Economic Analysis of Projects (Analyse économique des projets)*. Baltimore : Johns Hopkins University Press pour la Banque mondiale.
- Stone, R. 1954. « Linear Expenditure Systems and Demand Analysis: An Application to the Pattern of British Demand » (Systèmes de dépenses linéaires et analyse de la demande : une application à l'exemple de la demande britannique) *Economic Journal* 64 : 511–27.
- Strauss, J. 1984. « Joint Determination of Food Consumption and Production in Rural Sierra Leone: Estimates of a Household-Firm Model. » (Détermination conjointe de la consommation et production alimentaires en Sierra Leone rurale) *Journal of Development Economics* 14 : 77–103.
- Subramanian, S. et, A. Deaton. 1996. « The Demand for Food and Calories. » (La demande pour la nourriture et les calories) *Journal of Political Economy* 104 : 133–62.
- Tarp, F, D Rolet-Holst et J Ret. 2002. « Trade and Income Growth in Vietnam: Estimates from a New Social Accounting Matrix. » (Le commerce et la croissance des revenus au Vietnam : estimation provenant d'une nouvelle matrice de comptabilité sociale) *Economic Systems Research* 14 (2) : 157-184.
- Thorbecke, E. et, H. Jung. 1996. « A Multiplier Decomposition Method to Analyze Poverty Alleviation. » (Une méthode de décomposition des multiplicateurs pour l'analyse de la réduction de la pauvreté) *Journal of Development Economics* 48 (2) : 279–300.
- Timmer, C. P., W. Falcon et, S. Pearson. 1983. *Food Policy Analysis (Analyse de la politique alimentaire)*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Torero, M. et, A. Pascó-Font. 2001. « The Social Impact of Privatization and the Regulation of Utilities in Peru. » (L'impact social de la privatisation et la réglementation des services publics au Pérou) Discussion Paper 2001/17. UNU-WIDER, Helsinki.
- Tymons, R.T. et, Jacobs, R.A. 1997 « Multi-level Process Mapping: A tool for Cross-Functional Quality Analysis » (Un mappage des processus à niveaux multiples : un instrument d'analyse interfonctionnelle de la qualité), *Production and Inventory Management Journal*, 4th Quarter : 71-75.
- van de Walle, D. 1992. « The Distribution of the Benefits from Social Services in Indonesia, 1978-1987. » (La distribution des bénéfices accordés par les services sociaux en Indonésie. 1978-1987) Policy Research Working Paper 871. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- van de Walle, D. 1994. « The Distribution of Subsidies through Public Health Services in Indonesia 1978-1987. » (La distribution des subventions par l'intermédiaire des services de santé publique en Indonésie, 1978-1987) *World Bank Economic Review* 8 (2) : 279-309.
- van de Walle, D. 1998. « Assessing the Welfare Impacts of Public Spending. » (Évaluation de impact des dépenses publiques sur le bien-être) *World Development* 26 (3) : 365–79.
- van de Walle, D.. 2002a. « Choosing Rural Road Investments to Help Reduce Poverty. » (Opter pour des investissements dans le réseau routier rural pour aider à réduire la pauvreté) *World Development* 30 (4) : 575–89.
- van de Walle, D. 2002b, « The Static and Dynamic Incidence of Viet Nam's Public Safety Net, » (L'incidence statique et dynamique du système public de protection sociale au Vietnam) Policy Research Working Paper 2791. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- van de Walle, D. 2002c. « Poverty and Transfers in Yemen » (Pauvreté et transferts au Yémen.) Middle East and North Africa Working Paper 30, la Banque mondiale, Washington, DC.
- van de Walle, D. 2003. « Behavioral Incidence Analysis of Public Spending and Social Programs. » (L'ana-

- lyse comportementale de l'incidence des dépenses publiques et des programmes sociaux) Dans F. Bourguignon et L.A. Pereira da Silva, eds., *Evaluating the Poverty and Distributional Impact of Economic Policies (Techniques and Tools)*, Washington D.C. : la Banque mondiale.
- Wodon, Q., K. Ramadas et D. van der Mensbrughge. 2003. *SimSIP Poverty Module (Le module SimSIP Poverty)*, la Banque mondiale. Washington, D.C.
- Xiao, Y. et, S. Canagarajah. 2002. « Efficiency of Public Expenditure Distribution and Beyond: A Report on Ghana's 2000 Public Expenditure Tracking Survey in the Sectors of Primary Health and Education. » (L'efficacité de la distribution des dépenses publiques et au-delà : un rapport sur l'étude de suivi des dépenses publiques au Ghana, conduite en 2000 dans les secteurs de l'éducation et de la santé primaires) Africa Region Working Paper Series 31. La Banque mondiale, Washington, D.C.
- Yitzhaki, S. et, J. Slemrod. 1991. « Welfare Dominance: An Application to Commodity Taxation. » (La dominance en termes de bien-être : une application à l'imposition des produits de base) *American Economic Review* 81 (3) : 480-96.
- Younger, S. 1993. « Estimating Tax Incidence in Ghana: An Exercise using Household Data. » (Estimation de l'incidence fiscale au Ghana : un exercice utilisant des données sur les ménages) Cornell Food and Nutrition Policy Program Working Paper 48. Ithaca. Reproduit.
- Younger, S., D.E. Sahn, S. Haggblade et, P.A. Dorosh. 1999. « Tax Incidence in Madagascar: An Analysis Using Household Data. » (L'incidence fiscale à Madagascar : une analyse utilisant des données sur les ménages) *World Bank Economic Review* 13 : 303-331.
- Younger, S. 2002. « Benefits on the Margin: Observations on Marginal Benefit Incidence » (Bénéfices à la marge : observations sur l'incidence marginale des bénéfices) . Programme de politique sur l'alimentation et la nourriture, Université de Cornell, NY. Reproduit.